

# LE CRAPOUILLOT

*Magazine  
non  
conformiste*

NOUVELLE  
SERIE N° 77  
• 20 F



# LES FASCISTES

# LE CRAPOUILLOT

NOUVELLE SÉRIE

POUR RECEVOIR  
RÉGULIÈREMENT TOUS LES  
DEUX MOIS LES  
PROCHAINS NUMÉROS

**ABONNEZ-  
VOUS,  
OFFREZ UN  
ABONNEMENT**

## LE CRAPOUILLOT

Jean Galtier-Boissière († 1966) - Jean-François Devay († 1971)

Revue de bibliothèque non conformiste

Nouvelle série n° 77

Septembre-Octobre 1984

Direction - Rédaction  
Administration - Publicité :  
49, avenue Marceau, 75116 Paris. Tél. : 720-65-09

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :  
**Jean-Claude GOUDEAU**

REDACTEUR EN CHEF  
**Yannick BOURDOISEAU**

REALISATION TECHNIQUE  
**Pierre GATINIOL  
Claude CHAUCHEAU**

Abonnements  
6 numéros : FRANCE 90 F  
ETRANGER 105 F (taxes aériennes en sus)  
C.C.P. : SEPA, Paris 25-391-74  
(Pour changer d'adresse, joindre 4 F)

Composition : SEPA.  
Imprimé en France par BRODARD GRAPHIQUE

Société d'Éditions Parisiennes Associées  
R.C. Seine 63 B 5039  
Commission paritaire octobre 1978 n° 61.147  
Président-directeur général : Patrice BOIZEAU  
Dépôt légal : 3<sup>e</sup> trimestre 1984

**FRANCE MÉTROPOLITAINE**

**6 NUMEROS**

~~120 F~~

**90 F**

**12 NUMEROS**

~~240 F~~

**170 F**

POUR VOUS ABONNER, IL VOUS SUFFIT DE  
RETOURNER LE BULLETIN  
AVEC VOTRE RÈGLEMENT A :

**LE CRAPOUILLOT  
SERVICE ABONNEMENTS  
49, AVENUE MARCEAU, 75116 PARIS**

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

JE DÉSIRE M'ABONNER  
POUR

6 NUMEROS  ..... F

12 NUMEROS  ..... F

CI-JOINT MON  
RÈGLEMENT PAR

CHÈQUE BANCAIRE.....

CCP .....

MANDAT-LETTRE.....

DATE .....

CCP N° 25391 74 C PARIS



# LE FASCISME



Dessin  
de  
Jacques  
Vassiliev

***Ce numéro a été réalisé sous la direction de Christian GRISEY***

● On est toujours le fasciste de quelqu'un, par Jean-Claude Goudeau.....	Page 4
● Y a-t-il un fasciste dans la salle ? par Alain Renault .....	Page 8
● Le fascisme italien : de la Révolution à la dictature, par André Brissaud.....	Page 17
● L'échec du fascisme français, par Jean Patrice.....	Page 29
● Le rêve passe... par Christian de la Mazière.....	Page 36
● Le Duce choisit l'Allemagne, par Jean Bourdier .....	Page 38
● L'« illusion lyrique » des écrivains fascistes, par Paul Sérant.....	Page 43
● La condition de notre salut, par Maurice Bardèche .....	Page 50
● Hitler était-il fasciste ? par Jean-André Faucher .....	Page 52
● Les classes d'un antifasciste, par Jean-François Chabrun .....	Page 60
● L'ordre rouge, par Pierre Daix.....	Page 63
● Mosley : le fascisme à l'heure du thé, par Christian Grisey .....	Page 66
● Franco : entre Monsieur Thiers et José Antonio, par Jean Renaud-Groison .....	Page 71
● Les fascistes exotiques, par P.H. Renson .....	Page 75

# ON EST TOUJOURS LE

par Jean-Claude GOUDEAU

*« Quand les habitants de la planète seront plus difficiles, je me ferai naturaliser humain. En attendant, je préfère rester fasciste, bien que ce soit baroque et fatigant. » (Roger Nimier)*

« **T**OUT le monde est, a été, ou sera fasciste. » Ce n'est pas faire de la provocation que de paraphraser la célèbre formule — très provocatrice, elle... — de Malraux, en remplaçant « gaulliste » par « fasciste ».

Si peu de gens sont capables de donner une définition précise du gaullisme, ce qui permet à chacun de le glorifier ou de le honnir pour des raisons divergentes, il est probable que moins encore, parmi ceux qui utilisent le mot « fascisme » couramment — mais dans un sens invariablement péjoratif —, savent de quoi ils parlent.

D'où la facilité avec laquelle les uns et les autres se jettent le mot au visage au mépris de toute cohérence.

Et c'est ainsi que nous sommes tous des fascistes pour les autres.



Déjà le CRAPOUILLOT, dans le « Dictionnaire des injures politiques » (N° 45), soulignait qu'en « politique, tout le monde est peu ou prou le fasciste de quelqu'un. Le général de Gaulle fut qualifié ainsi par Henri de Kérisis... »

Sans aller aussi loin, Mitterrand dans « Le Coup d'Etat permanent » accuse de Gaulle de concentrer les pouvoirs entre ses mains comme les grands dictateurs du XX<sup>e</sup> siècle.

Certes, celui qui devait chausser, le 10 mai 1981, les bottes déjà singulièrement renforcées aux talons et aux pointes par Pompidou et Giscard, et qu'il n'a guère allégées depuis, n'ose pas prononcer à l'égard du Général l'infâme accusation. Il s'en défend, même.

« En appeler au nazisme, au fascisme dont les crimes ont marqué notre jeunesse, serait excessif... »

Bref, de Gaulle n'est pas tout à fait Hitler, mais on va voir qu'il lui ressemble et qu'aux yeux de Mitterrand, les vagues de la peste brune ne sont guère loin de battre les pieds de la croix de Lorraine :

« Qu'est-ce que la V<sup>e</sup> République sinon la posses-

sion du pouvoir par un seul homme dont la moindre défaillance est guettée avec une égale attention par ses adversaires et par le clan de ses amis ? Magistrature temporaire ? Monarchie personnelle ? Consulat à vie ? Pachalik ? Et qui est-il, lui, de Gaulle ? Duce, Führer, caudillo, conducator, guide ?... J'appelle le régime gaulliste dictature parce que, tout compte fait, c'est à cela qu'il ressemble le plus... Je veux bien, par complaisance, appeler ce dictateur d'un nom plus aimable : consul, podestat, roi sans couronne, sans chrême et sans ancêtres... »

On comprend que l'homme qui fut décoré de la Francisque par Pétain, une fois devenu le troisième Président de la V<sup>e</sup> République, sans renoncer à la moindre parcelle des institutions créées par de Gaulle, ait tout fait pour retirer de la vente les exemplaires du « Coup d'Etat permanent ».

Pour être juste, ajoutons qu'un autre président de la République, Pompidou, n'avait pas hésité, alors qu'il occupait l'Élysée et que l'autre piétinait devant la porte, à traiter Mitterrand de « fasciste de gauche ».



Mais il n'y a pas qu'au sommet de l'Etat que l'on s'envoie ainsi aimablement l'infamante accusation à la figure :

« Le socialiste André Philip traita de « fasciste » le général Henri Giraud (1). Le député national Roger de Saivre qualifia de « fasciste » le socialiste André le Troquer, président de l'Assemblée Nationale. Le gaulliste Philippe de Saint-Robert adressa la même insulte à l'avocat Jean-Louis Tixier-Vignancour, et le journaliste gauchiste Serge July en gratifia le député de Tours Jean Royer... »

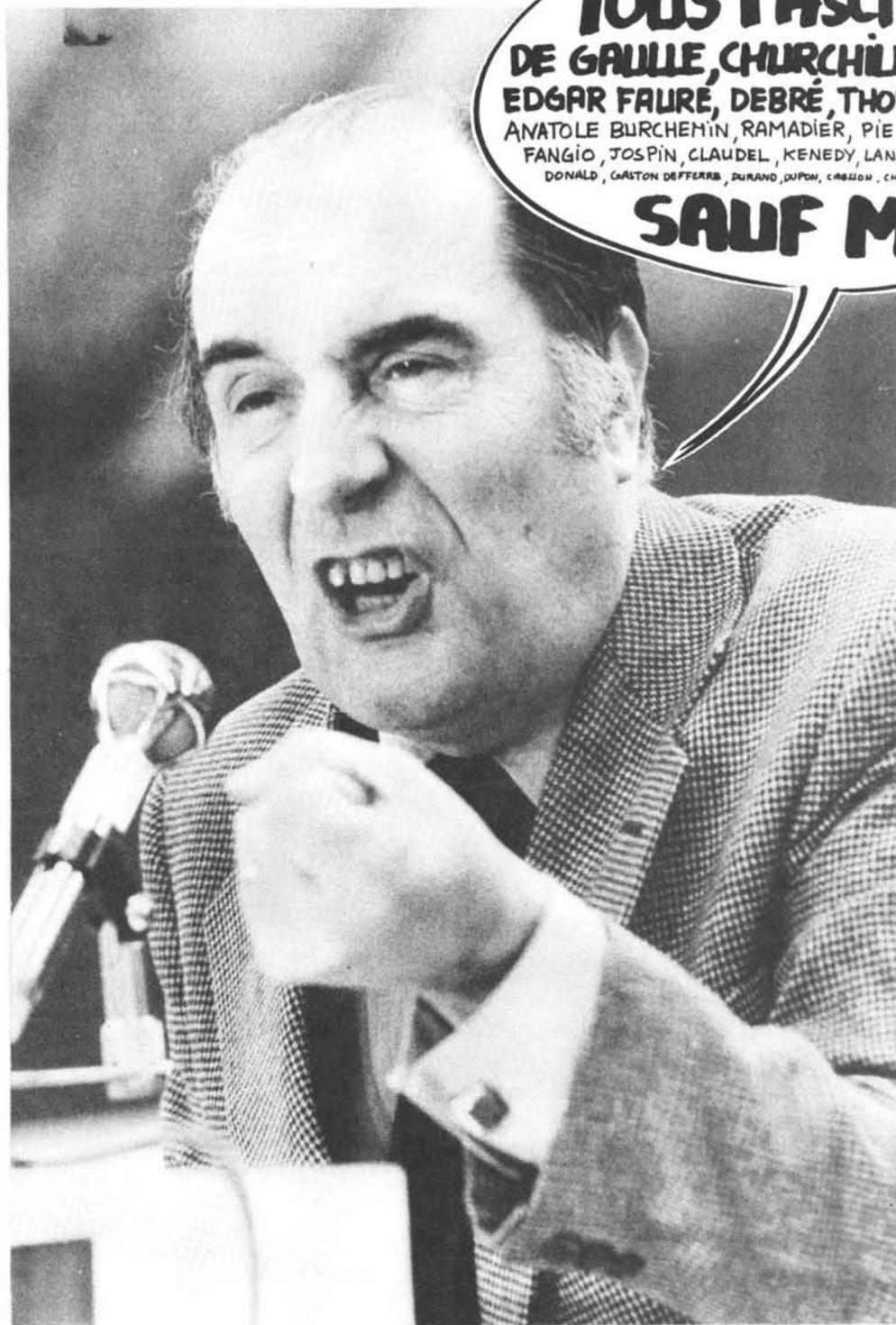
Jusqu'au député gaulliste Henri Modiano qui écrivit dans un pamphlet que le malheureux Hubert Germain, éphémère et inodore ministre des PTT, était un « fasciste sournois ».

Où le fascisme ne va-t-il pas se cacher ?

Pour revenir à une actualité plus récente, les amis

(1) Crapouillot n° 45 : « Dictionnaire des injures politiques ».

# FASCISTE DE QUELQU'UN



**Tous Fascistes!!**  
**DE GAULLE, CHURCHILL, LECANUET**  
**EDGAR FAURÉ, DEBRÉ, THOREZ, LE PEN**  
 ANATOLE BURCHENIN, RAMADIER, PIE XII, GUY MOLLET  
 FANGIO, JOSPIN, CLAUDEL, KENEDY, LANG, HANIN, MICKEY  
 DONALD, GASTON DEFFERRÉ, DURAND, DUPON, CABLON, CHIRAC, GARCIA, BAG, GUYOT  
**SAUF MOI!!**

*de Françoise Gaspard prétendirent qu'en s'alliant avec Stirbois, numéro deux du Front National, aux municipales, Jean Hieaux, maire de Dreux, avait fait la preuve qu'il était fasciste... Même si l'excellent homme avait été réfractaire au STO*

*et s'était engagé dans la 2<sup>e</sup> DB à dix-huit ans.*

*Le Pen, qui fit un procès récemment à Jean-François Kahn parce qu'il avait parlé de « néofascisme » à propos du Front national, n'avait pas hésité de son côté à dire que Jospin était sur le*



*chemin du fascisme, sur la pente de Mussolini, ancien politicien socialiste, et que l'attitude de Poperen et le Lajoinie au soir du 17 juin était fasciste.*

*Si les hommes politiques de droite et de gauche n'hésitent pas à se renvoyer allègrement l'accusation, c'est que le fascisme est né d'une ambiguïté, ou plutôt de la recherche d'une voie politique originale mariant la carpe et le lapin.*

*Le premier chef fasciste français, Georges Valois (2), définissait son idéal par une équation : « nationalisme + socialisme = fascisme ».*

*« Avec l'absurde disposition des partis, expliquait-il, le nationalisme était « la droite », le socialisme « la gauche » et ne pouvaient échanger qu'injures et menaces d'un côté à l'autre des salles d'assemblées.*

(2) « Le Fascisme ». Paris 1927. Georges Valois, dont nous retraçons l'éphémère tentative dans « L'échec des fascistes français », sera déporté par les Allemands au camp de Bergen-Belsen, pour faits de résistance. Il y mourra en 1944.

» L'opération salvatrice du fascisme est d'annuler le caractère irréductible de cette opposition ; le fascisme incorpore, dans un seul mouvement national et social, sur le plan de la vie sociale et nationale, le nationalisme et le socialisme. »

*Il n'y a jamais eu de régime authentiquement fasciste en France, mais on sait ce qu'a donné chez nos voisins la recherche de ce mariage contre nature.*

*On comprend dès lors que le fascisme n'étant ni réellement de droite ni absolument de gauche, on ait trouvé dans les rangs de ceux qui se réclamaient de sa doctrine des hommes venus des deux horizons politiques et que des deux côtés on ne lésine pas pour prouver à coups de références historiques que la bête immonde était en germe chez l'autre.*

*L'objet de ce « Crapouillot » est de raconter l'histoire du fascisme objectivement et sans essayer*

de jeter a priori l'anathème sur ceux qui ont poursuivi une utopie jusqu'à s'engager dans des combats douteux.

Henri Coston a écrit justement (3) :

« Faut-il donc juger une doctrine sur les excès ou les crimes que commettent ceux qui veulent l'appliquer ?

» Croit-on que les martyrs chrétiens mouraient pour la future Inquisition ? Que les volontaires de l'An II mouraient pour la machine du Docteur Guillotin ou les bateaux à soupapes de Carrier ? Que les communistes de l'époque tsariste mouraient pour que les tanks soviétiques puissent, un jour, écraser les révoltés de Budapest ? Croit-on que les fascistes qui sont tombés sur les champs de bataille de l'Europe mouraient pour les camps de concentration nazis ? »

*Le fascisme et les hommes qui y ont cru ou qui y*

(3) *Lectures françaises (décembre 1960) : la droite et le fascisme.*

croient encore méritent-ils le noir uniforme dont on les affuble ? Nos lecteurs trouveront peut-être la réponse en lisant le dossier que nous leur proposons.

*L'admirable Bergier, héros de la Résistance et de la déportation, l'un des rares hommes qui tutoyait de Gaulle, disait de l'un de ses amis, écrivain et éditorialiste contemporain célèbre :*

« Vous ne l'avez pas connu en mai 68 ? Il n'était pas possible : il était devenu révolutionnaire. Maintenant, il est redevenu fasciste, il est plus calme. Le conflit idéologique qui m'opposait à lui était très simple. En mai 68, il pensait que les fleurs poussaient entre les pavés, et moi je pense qu'il y a des coups de pied au cul qui se perdent... »

*Peut-être que le malheur des fascistes a été de commencer par rêver aux fleurs sous les pavés puis de finir par donner, avant de recevoir, un peu trop de coups de pied au cul.*

**Jean-Claude GOUDEAU**



**FÂÂCHISTES!**

# Y A-T-IL UN FASCISTE DANS LA SALLE ?

par Alain RENAULT

**L**E PEN est-il ou n'est-il pas fasciste ? Depuis des mois le débat politique français s'articule en grande partie autour des suppositions et supputations sur le fascisme du « phénomène », celui de son entourage, de son mouvement, de ses idées, de son action, de son électorat ; des possibilités de « l'intégrer » s'il n'est pas porteur du virus, et de la nécessité de l'isoler par un vigoureux « cordon sanitaire » s'il recèle des germes de contagion.

Mais s'il n'est besoin que de descendre dans la rue pour rencontrer d'innombrables variétés d'antifascistes, la découverte d'un fasciste avoué relève de la quête du Graal. Il semblerait que cette doctrine qui a rassemblé des dizaines de millions de partisans, régné sur plusieurs grandes nations d'Europe et engendré, par elle-même ou par réaction adverse, le conflit mondial le plus meurtrier, ait disparu sans laisser de postérité, du moins sur notre sol.

On rencontre aisément des staliniens et encore quelques maoïstes, admirateurs sans complexe de dirigeants responsables directement de millions de morts. Et il n'y aurait plus un seul disciple de Mussolini dont les opposants risquaient surtout l'envoi aux îles Lipari ou au sud d'Eboli qu'on ne peut sérieusement comparer au Goulag, ni par le nombre de pensionnaires, ni par la qualité du séjour ?

Voilà qui étonnerait bien le Duce pour qui l'idée fasciste était l'idée du XX<sup>e</sup> siècle et qui prophétisait, dans ses derniers propos : *« Une éclipse d'un lustre, de dix ans même, n'a aucune importance. Ce sont les événements, en partie, et les hommes, par leur faiblesse, pour une autre part, qui provoquent aujourd'hui cette éclipse. Mais on ne peut revenir en arrière. L'Histoire me donnera raison »*.

Pourtant, s'il a laissé un héritage, force est de constater que les héritiers putatifs ne se bousculent pas aux portes des tabellions politiques pour se faire reconnaître. Car il n'est nul besoin d'inventaire pour que la succession paraisse déficitaire. Le « fascisme » dans le langage courant c'est le Mal absolu, avec majuscule obligatoire, la violence, la dictature, l'encasement... Le mot ne sert plus à qualifier mais à disqualifier. Il a quitté le monde de la référence politique pour celui de l'insulte et de la polémique.

Et si cela ne suffisait pas, l'arsenal des lois sanctionne le masochiste à qui viendrait, malgré tout, l'envie saugrenue de s'en prévaloir. Lois antifascistes renforcées par d'autres lois contre le racisme et l'apologie de crimes de guerre qui en sont le complément « naturel ». Car il est bien connu que les vaincus de 1945, les « fascistes », étaient des criminels et que s'inspirer du moindre de leur exemple revient à exalter leurs forfaits. La loi Peyrefitte dite « sécurité et liberté » renforçait les sanctions encourues pour éviter que les apologétistes impénitents menacent la sécurité et la liberté des bons citoyens.

C'est dire l'imprudence et l'impudence qu'il y aurait pour quiconque à se réclamer du fascisme et on ne peut guère s'étonner de la quasi-disparition des amateurs. Même ceux qui, finalement, s'en sentent proches préfèrent adopter une autre étiquette, non par hypocrisie mais par bon sens.

Aussi, faute de les voir s'autodésigner, faut-il les rechercher.

Si le fascisme ne se veut « ni de gauche, ni de droite », les politologues unanimes estiment qu'il niche à l'extrême droite.

## Le Pen plus proche de Ronald que de Benito

« Le grand Satan » actuellement montré du doigt par la gauche se nomme Jean-Marie Le Pen. L'enthousiasme mis par la droite institutionnelle à s'associer à cette dénonciation n'est tempéré que par le désir de récupérer ses suffrages.

Grand, solidement bâti, carré d'épaules et de propos, cultivant l'art oratoire, n'hésitant pas à mouiller sa chemise dans un discours de trois heures aussi bien devant trente que dix mille auditeurs, breton, jacobin, français et fier de l'être, baroudeur engagé sur les théâtres d'opération de la décolonisation, l'ancien « député-para » possède à première vue le physique du rôle. Il n'est jusqu'à sa blondeur qui ne paraisse suspecte. Un journaliste de la télévision l'interrogeait d'ailleurs sur sa provenance, pensant peut-être que la « transmission génétique » n'opérait que chez les nazis.

Doté de talents certains et d'une force de caractère évidente, Le Pen a brillé très jeune dans la vie politique : élu à vingt-huit ans dans le raz de marée poujadiste, réélu à trente, battu à trente-quatre, animateur de différents mouvements Algérie française puis de la campagne Tixier-Vignancour (pour les présidentielles de 1965) il a choisi d'être fidèle à ses convictions plutôt que de céder au souci de faire carrière. « *Je préfère être battu sur mes idées qu'élus sur celles des autres* », se plaît-il à répéter.

Éliminé de la vie parlementaire, il gagne sa vie grâce à une maison d'édition dont il est naturellement le dirigeant. Car Le Pen a vocation d'être le chef, pas le sous-chef. De Pujade à Tixier en passant par le CNI il s'est brouillé avec tous les leaders dont il n'était que l'adjoint et s'il dispose d'explications politiques sur chacune de ces ruptures, son tempérament devait y être pour beaucoup.

Quel que soit l'organigramme du Front national, il en est le grand timonier incontestable et tout mécontent n'y a jamais eu le choix qu'entre se soumettre ou se démettre. Il est donc parfaitement vain de chercher qui se cacherait derrière Le Pen et de vouloir cerner la pensée réelle du Front national à travers quelques épiluchures d'articles ou bribes de discours de tel ou tel de ses collaborateurs anciens ou actuels. On ne contrôle pas Le Pen et le considérer comme une marionnette dont autrui manierait les ficelles révélerait une parfaite méconnaissance du sujet.

Depuis sa fondation, fin 1972, le Front national a regroupé des militants d'origine et de formation très diverses : maurrassiens, droitiers, nationaux, nationalistes-révolutionnaires, solidaristes... unis dans l'action sur des thèmes forts mais limités et dont la seule conjonction tenait à leur président.

Or celui-ci rejette très clairement une filiation avec le fascisme : « *Le fascisme est un avatar autoritaire du socia-*



**Le « Grand Satan » du Morbihan. Le Pen rejette toute filiation avec le fascisme, mais les photographes s'acharnent à lui donner un air de famille.**

*lisme. C'est d'ailleurs un député socialiste, Benito Mussolini, et même un socialiste de gauche, qui a fondé le fascisme. Le fascisme est une doctrine italienne d'entre les deux guerres qui postule la soumission de l'économie à l'Etat, à l'Etat totalitaire. Or mes conceptions économiques sont exactement aux antipodes de cette position puisque je ne suis socialiste en aucune manière ».*

Nul de ceux qui, habituellement, dissèquent avec malveillance les moindres propos de Le Pen n'a relevé l'anachronisme : Mussolini n'a jamais été « député socialiste », son élection étant postérieure à la création du fascisme. Cela ne change rien à la thèse du fascisme dérivé du socialisme. Elle a même fait l'objet d'un colloque du Club de l'Horloge sur le thème :

« Socialisme et fascisme : une même famille ? ». Certes pour Georges Valois, créateur du Faisceau, « la grande originalité du fascisme est de réaliser la fusion des deux grandes tendances, le nationalisme et le socialisme, qui, au XIX<sup>e</sup> siècle, ont été la première réalisation anti-individuelle des nations européennes ». Mais il s'agit du socialisme du siècle dernier qui ne doit rien à Karl Marx ou François Mitterrand. Si le terme est le même on ne peut étroitement associer le socialisme mystique de Péguy, le socialisme nationaliste de Barrès, le socialisme fasciste de Drieu La Rochelle et le socialisme présent de Laurent Fabius !

Quoi qu'il en soit, Jean-Marie Le Pen se montre hostile à toute forme de socialisme et dénonce l'emprise de l'Etat. Il



De gauche (?) à droite : Giorgio Almirante — M.S.I. italien — Tixier Vignancour — P.F.N. — et Blas Piñar — Fuerza Nueva espagnole — aux belles heures de l'Eurodroite (1978).

s'oppose ainsi à l'essence même du fascisme qui aboutit à la fameuse formule : « *Tout dans l'Etat, rien contre l'Etat, rien en dehors de l'Etat* ». Pour Le Pen il faut au contraire « *moins d'Etat* », tant dans le domaine économique, où il s'affirme partisan d'un libéralisme à la Reagan, que dans d'autres comme celui de l'éducation où, pour résoudre la question scolaire il propose de « *séparer l'école de l'Etat* ».

## « Le pire des systèmes à l'exclusion de tous les autres »

Si, suivant la définition de Maurras dans son dictionnaire politique, « *le fascisme c'est le socialisme débarrassé de la démocratie* », l'argumentation de Le Pen est doublement non fasciste. Car non seulement il ne veut pas du socialisme mais il partage l'opinion de Churchill : « *La démocratie est le pire des systèmes à l'exclusion de tous les autres* ». Certes, qui ne se réclame pas de la démocratie ? des communistes intitulant leur régime « *démocratie populaire* » à Adolf Hitler partisan « *de la véritable démocratie allemande dont le chef librement choisi doit prendre sur lui la responsabilité entière de tous ses faits et gestes* ». Mais les réformes institutionnelles prônées par Le Pen, de l'instauration de la proportionnelle intégrale à l'initiative populaire en matière de référendum, ressortissent des conceptions classiques de la démocratie.

Quant à son cheval de bataille, la lutte contre l'immigration, il traduit une évidente inspiration nationaliste. Si Le Pen opère une distinction entre Français et étrangers, fondée simplement

sur des critères administratifs, il s'agit là d'une commodité simplifiant les solutions du problème. Il n'envisage pas la nation comme une sorte de club auquel on adhérerait à sa guise en retirant librement une carte d'identité de national, forme moderne du contrat social cher à Rousseau. Si Le Pen attaque sur le terrain économique, il n'applique que l'art élémentaire du propagandiste choisissant ses thèmes en fonction de la sensibilité de l'opinion. Mais, bien entendu, il ne considère pas la France comme un syndicat réservant l'embauche à ses membres pour des raisons strictement corporatives. On ne peut douter qu'il soit nationaliste.

Jacques Ploncard d'Assac, expert en la matière, a étudié les fascismes dans son ouvrage « *Doctrines du nationalisme* » et non dans un quelconque « *Doctrines du socialisme* » qu'il n'a d'ailleurs jamais écrit. Or le fascisme constitue une des formes du nationalisme ; mais le nationalisme ne débouche pas automatiquement sur le fascisme. Il n'en est qu'une des composantes, à l'image de ces colles en deux tubes qui n'adhèrent que par le mélange.

Depuis que Le Pen a recueilli 11 % des suffrages, certains commentateurs estiment qu'un tel score le lave de tout soupçon. Là, il s'agit d'un non-sens car c'est la présence des masses qui distingue un mouvement authentiquement fasciste d'un club d'imitateurs, d'un cercle folklorique ou d'un cénacle coupé des réalités. Ce penchant conduit Annie Kriegel, du « *Figaro* », à voir « *l'émergence d'un mode d'existence politique peu familier jusqu'ici à notre culture nationale : le populisme* ». Et à Jean-Pierre Marque, dans « *Le Monde* » d'estimer « *que, pour l'essentiel, J-M. Le Pen se contente d'incarner la cohabitation* ».

possible d'une idéologie traditionaliste et d'ordre moral avec l'apologie de l'Etat libéral ».

Il n'en reste pas moins que, nonobstant la personnalité du chef, c'est justement l'irruption dans le Front national d'un afflux d'adhérents non passés par le moule classique de l'extrême droite, n'en ayant certes pas la formation, ne connaissant ni ses rites, ni ses références — et donc n'en possédant pas non plus les inhibitions et les complexes — qui laisse le champ libre à toutes les évolutions possibles.

## Le P.F.N : de José Antonio à Antonio Pinay

Une grande partie des militants d'Ordre nouveau ayant lancé le Front national avec Le Pen s'en séparaient à l'automne 1973 après la dissolution de leur propre mouvement. A la suite de différents avatars ils fondaient, en novembre 1974, le Parti des Forces nouvelles, dirigé principalement par Alain Robert, ancien animateur d'Occident et Ordre nouveau et par Pascal Gauchon, jeune professeur agrégé d'histoire.

Le PFN entendait rompre avec l'image de l'extrême droite fasciste traditionnelle pour adopter celle d'une droite « design » ambitionnant d'être la quatrième composante de la majorité d'alors pour se réinsérer dans le jeu politique.

Ce choix n'allait pas sans ambiguïté. D'un côté, les dirigeants s'efforçaient de se faire reconnaître comme interlocuteurs valables d'abord par les giscardiens, dans la foulée de l'élection de VGE, puis par les chiraquiens, dans la foulée de la création du RPR. A ces fins, le PFN organisait des « forums culturels » où il attirait des députés comme Raymond Dronne ou Jean Kieffer, menait des actions sectorielles comme le Comité de soutien à l'armée du sergent Dupuy, négociait sa présence sur des listes d'union lors des municipales de 1977. D'un autre côté, sa base militante, qui constituait son principal atout, restait extrêmement fascisante, notamment le Front de la jeunesse et les étudiants du GUD. Déjà, du temps d'Ordre nouveau, ils intitulaient leur projet stratégique, inséré dans « Défense de l'Occident » : « Comment passer au fascisme ». Maurice Bardèche restait une référence et les posters de José Antonio, Mussolini et Brasillach fleurissaient toujours à la faculté d'Assas.

Quelles que soient les options ou les prudenances des chefs, il s'est toujours trouvé en France deux mille jeunes gens pour s'affirmer fascistes à un âge où l'on a facilement le goût de la provocation et plus d'attraction pour les maudits que pour les notables en place. Mais dans beaucoup de cas cette tendance s'estompée. Celui qui, à vingt ans, répétait après José Antonio : « Nous voulons un paradis difficile, dressé, implacable, un paradis où l'on ne se repose jamais et qui ait dans l'embrasure des portes des anges avec des épées » se retrouve, la trentaine venue, au CNI avec des sénateurs octogénaires sous le portrait d'Antoine Pinay.

Le divorce ne pouvait que se consommer entre des dirigeants soucieux de « quitter la voie publique pour la vie publique » et une base extrémiste voyant dans l'eurodroite, constituée avec le MSI italien et Fuerza Nueva espagnole, non une ouverture vers des formations à représentation parlementaire mais l'occasion de lever le bras à Madrid et d'évoquer le Duce à Rome. Face à l'impossibilité de constituer « le grand parti de la droite moderne », nombre de dirigeants profitaient du traumatisme causé par la victoire de François Mitterrand pour rejoindre les rangs flottants des partis de l'ex-majorité.

Certains cependant s'acharnaient à maintenir le parti : « Notre parti, pendant une certaine période, s'est perdu dans un jeu d'intrigues et de compromissions qui se voulaient utiles.



Un commando du G.U.D., dans son fief de la faculté de droit d'Assas. Des jeunes gens « moins épris d'ordre que de provocation » ?

Il s'agissait de « droitiser » les partis libéraux et conservateurs. Le résultat est nul : nous avons modéré et compromis notre parti, nous avons perdu des militants sincères, nous avons oublié les raisons profondes de notre engagement. Le moment est venu de redonner à notre action de nouvelles perspectives dans le cadre d'un processus révolutionnaire contre l'ensemble du système ». Mais malgré les efforts de la nouvelle équipe — puisque au PFN on pratique la collégialité et non le « Führerprinzip » (1) — le parti ne cesse de s'effiloche. Alors que les municipales de 1983 marquaient le décollage de Le Pen, le PFN, par une erreur tactique, allait tenir son discours « révolutionnaire » dans trois secteurs bourgeois où il ne recueillait que 1 % des suffrages.

Ses appels du pied à Le Pen pour constituer une liste d'union

(1) Ou « principe du chef ». La société totalitaire et le parti qui prend modèle sur elle sont organisés selon un principe hiérarchique strict : l'inférieur ne reçoit d'ordre et ne rend de comptes qu'à son « chef ».

aux européennes étant restés sans réponse et dans l'incapacité de présenter sa propre liste — que Jack Marchal devait conduire — le PFN appelait au vote blanc.

Car, affirmait le PFN new look : « *la triste famille des réactionnaires médiévaux qui s'agitent autour de le Pen n'est pas la nôtre* ». Dans une « tribune libre » de son propre journal, Jack Marchal décidait cependant de voter malgré tout pour Le Pen au nom du courant anti-immigration.

Une fois encore le PFN se trouve écartelé entre ceux, soucieux « d'efficacité » et qui voudraient que leurs actes aient prise sur la réalité, qui, aujourd'hui, louchent vers le mouvement de Le Pen, et ceux soucieux de maintenir un discours « révolutionnaire » dont l'attitude de refus ne pourra se nourrir que d'une critique ultrafascisante du Front national.

## Sidos toujours prêt pour le grand soir

L'Œuvre Française dispose dans l'ordre : — d'un chef, Pierre Sidos « *unité de direction puisqu'il faut qu'en dernier ressort un seul décide* » ; — d'une dénomination, « Œuvre Française » « *dont le premier terme défini par les dictionnaires comme étant le « résultat du travail, de l'action » se complète parfaitement grâce à sa référence nationale (française), qualification indispensable et qui se suffit* » ; — de statuts, déposés le 6 février (date symbolique) 1968, dont les buts sont de « *réunir les Français qui veulent l'instauration d'un Etat nationaliste traditionnel dans son principe et moderne dans ses institutions* » ; — d'un emblème, la Croix celtique « *dont hélas, la notoriété de la filiation aux activités d'opinion inspirées de Pierre Sidos, sans discontinuité de Jeune Nation à l'Œuvre Française ne pouvant légalement se traduire par une exclusivité d'emploi, n'a pu empêcher son utilisation abusive par des individus ou des groupements politiques en France ou à l'étranger* » ; — d'un chant principal, « *Nous voulons rester français* » (musique des Dragons de Noailles, paroles de P. Sidos) ; enfin d'une devise : « *la France aux Français* ». Le port en étant interdit, les adhérents ne sont pas dotés d'un uniforme, mais « *lors des activités importantes l'habitude veut (qu'ils) revêtent volontairement un ensemble aux couleurs nationales : chemise blanche, cravate rouge, blazer bleu, pantalon gris* ».

Accessoirement l'Œuvre Française dispose d'un manifeste en seize points et se réfère à un corps de doctrine dont la nature n'est pas précisée.

Agé de cinquante-sept ans, Pierre Sidos est un vieux de la vieille. Dans sa jeunesse, il a milité au Francisme, ce qui lui valut de tater des prisons de la Libération. Relâché, il sera l'un des fondateurs et principaux animateurs du Mouvement Jeune Nation tant pendant la période légale de celui-ci que dans la clandestinité qui suivit sa dissolution en 1958. Ce qui entraîna encore son incarcération pour soutien à l'Algérie française. Après quelques péripéties, il a créé, voici quinze ans, l'Œuvre Française qui est sa chose.

L'OF tranche sur les autres organisations d'extrême droite par sa discipline et son ordre, notions qui, ailleurs, servent exclusivement de thèmes de discours et sont très peu mises en pratique. Tout part du sommet : « *Les mesures de propagande sont communes à toutes les fédérations et à tous les membres et ne doivent répondre en aucune manière à une particularité locale ou à la spontanéité personnelle* ». Tout y est mûrement organisé : le mouvement est propriétaire de ses locaux, petits mais impeccablement tenus, et de ses moyens de propagande, véhicules et matériel, gestion serrée de ressources modestes qui lui permettent sinon de prospérer du moins de se maintenir à

# LE PETIT « F »

**L**E fascisme triomphant avait ses grand-messes. Dans la géhenne démocratique, il n'a plus guère que des chapelles. Mais, faute de rassembler un peuple nombreux, le culte y est ardent et jaloux de son orthodoxie. Aussi, les réunions de « fafs » (1) n'ont-elles rien à envier, sur le chapitre des références, des mots de passe et du clin d'œil complice, au salon de Mme Verdurin, cher à Marcel Proust.

Voici quelques conseils destinés au curieux qui voudrait approcher des « fafs » sans les effaroucher.

**P**OUR le faf, Robert Brasillach, l'écrivain fusillé le 6 février 1945, est le grand frère incontesté. Il détient la clé de la vision esthétique du fascisme « immense et rouge ». On doit apprendre au moins une strophe d'un « Poème de Fresnes ». Prétendre rechercher « Les cadets de l'Alcazar », difficilement trouvable.

Drieu La Rochelle a aussi très bonne cote. Laissez croire que vous lisez « Socialisme Fasciste ».

Si l'on vous propose des « Bagatelles » ou « L'école » ne croyez pas qu'il s'agit d'offres badines ou studieuses. Votre interlocuteur évoque les pamphlets antisémites de Louis-Ferdinand Céline. Il en circule d'excellentes éditions pirates, mais le fin du fin est de posséder celles d'origine.

On annonce que « Babar » est arrivé. Ne cherchez pas un éléphant. Il s'agit de Maurice Bardèche qu'il serait d'ailleurs très discourtois d'interpeller par ce surnom.

Côté vedettes politiques françaises de la « bonne époque », la palme revient sans conteste à Jacques Doriot, « le grand Jacques » du PPF. Parmi les « vrais », les doriotistes sont les plus nombreux, suivis des miliciens et des franquistes. Le RNP, a laissé peu de traces et les avis sont partagés. Pour une faible minorité, Déat était le plus fasciste ; pour les autres, il s'agit d'un philomaçon mal camouflé. De toutes façons, le jeune faf ne doit jamais prendre parti dans les querelles entre anciens.

En revanche, son opinion est plus libre quant aux étrangers. En tête du hit-parade figure José Antonio, fondateur de la phalange espagnole. Franco n'est guère apprécié : il n'est tenu pour

(1) Les jeunes fascistes revendiquent hautement le sobriquet de « fafs » dont les gauchistes stigmatisèrent en 1968 leurs ennemis de la droite universitaire.

# FAF » ILLUSTRÉ



Le « look » fasciste, ou le parfait squadriste : une élégance « sobre et virile » (Dessin de Nanni, 1919).

fasciste que par la gauche. Savoir que « Franco a trahi les idéaux de la phalange ». Rappeler qu'il n'a rien fait pour sauver José Antonio du peloton d'exécution républicain. Attention ! Ne vous laissez jamais déborder par plus « révolutionnaire » que vous, c'est un principe. Si votre interlocuteur renchérit sur vos propos, tranchez négligemment par « José Antonio, oui d'accord, mais c'était un bourgeois. Finalement, le seul bon dans tout ça c'est Ramiro Ledesma Ramos, le théoricien ». Léon Degrelle, l'ancien chef du rexisme belge, est également fort bien vu. Il est chic de l'avoir rencontré en Espagne ou tout du moins de posséder sa photo dédicacée. Se tenir pour dit que « Léon, c'est un phénomène ».

Le Duce, lui, fait un peu carton-pâte. On peut librement se moquer de l'Etat fasciste. C'est même conseillé à l'exclusion de deux périodes : la lutte pour le pouvoir avec les chemises noires et la République sociale italienne après 1943. Si l'on parle idéologie, citez à tout hasard Giovanni

Gentile. Reprocher à Mussolini de ne pas avoir réalisé la révolution sociale. Parler de « la dimension héroïque de l'homme nouveau ». Ne pas omettre de se référer à Evola, vous passerez à bon compte pour un intellectuel.

En revanche, il est de très mauvais goût de prononcer le nom d'Adolf Hitler. A évoquer seulement par périphrase. « Le Führer » fait un peu lèche-bottes, « le défunt chancelier » a un côté pédant, « le maître » n'est employé que par des hyperintellectuels sérieusement frappés, « Jules » est réservé aux anciens de « la croisade ». En général, on l'appelle « l'oncle » ou, plus simplement, « Tonton ». On admet facilement que « Tonton » a commis quelques erreurs. Notamment, il a été perdu par son germanisme obtus... Les autres défauts sont portés au débit d'Himmler.

Si l'on vous glisse un sachet de terre, il n'est pas destiné à votre pot de fleurs. Il s'agit sans nul doute d'un pieux souvenir de Berchtesgaden recueilli par un pèlerin émérite. C'est une marque de grande amitié. Peut-être serez-vous même jugé digne du don d'un tesson de faïence provenant véritablement d'une salle de bains du nid d'aigle ? Le pied...

Autre pèlerinage intéressant : Madrid en novembre pour les manifestations commémoratives des morts de Franco et José Antonio. Occasion unique de lever le bras au milieu de dizaines de milliers de personnes. S'entraîner à crier « Arriba Espana ! » et à chanter « Cara al sol ».

En juin, il y a Dixmude, rassemblement flamingant qui attire des fafs de tous les pays d'Europe. Foire aux insignes réputée.

Malgré tous ces exemples d'outre-frontières et l'évocation rituelle de l'Europe de Charlemagne, le faf reste finalement très franchouillard. Les « rastaquouères » n'ont rien inventé. Toutes les doctrines fascistes sont extraites de « nos » grands auteurs d'avant la Première Guerre mondiale : Barrès, le Maurras de « la Revue Grise », Sorel, Drumont qu'il faut — attention ! — « replacer dans sa dimension » : ce n'est pas un antijuif mais un « anticapitaliste national ».

Sur le plan spirituel, le faf est croyant ou antichrétien, selon ses convictions personnelles ou l'interlocuteur à contrarier. Dans le premier cas, intégriste, il se réclame de Codreanu — « l'envoyé de l'archange » — chef roumain de la Garde de fer. Dans l'autre cas, il se rattache à la faucille et au marteau : le marteau (de Thor) qui se porte en pendentif au cou et la faucille pour couper le gui les nuits de solstice.

Ainsi instruits, bonne chasse. Et n'oubliez pas : le faf politiquement formé ne se définit JAMAIS comme tel. Sauf entre initiés.

Alain RENAULT

l'abri de tout aléa. A part un conflit nucléaire ou la mort de Sidos, aucun cataclysme ne devrait détruire l'OF.

Tout y est soigneusement réglé comme, par exemple, l'étendard « formé d'un carré d'un mètre de côté, reproduisant sur chaque face le blason de l'Œuvre Française couvrant la totalité du tissu sans aucune inscription. L'étendard est fixé directement à une hampe de 2,10 m en bois clair terminé par un globe de même faisant 4 cm de diamètre. A la base du globe sont attachés deux rubans tricolores de 1 m de long sur 6 cm de large. A l'arrêt détendu, l'étendard est tenu hampe à terre du côté droit. A l'arrêt attentif et en marche, il se porte levé verticalement du côté droit du corps, la seule main droite le tenant à hauteur de la tête, le bras gauche restant normalement allongé ». On s'étend beaucoup moins sur les institutions idéales puisque le point 9 du manifeste précise simplement : « Le chef, la composition et la politique du gouvernement ne sauraient en aucun cas être soumis aux délibérations des assemblées représentatives » ce qui est aussi laconique qu'anti-démocratique. « Refusant la partition du peuple de France

à 1945, recèle nombre d'aspects positifs. Notamment les notions de modernité, de jeunesse, de sportivité, qui tranchent avec les dictatures paternalistes à la Salazar. « Le fasciste sait intégrer tous les bons côtés du progrès à l'inverse du réactionnaire pour qui c'était toujours mieux avant et qui se méfie encore du téléphone ou de la télévision ». Tradition et progrès à l'image de ses deux fils, dont l'un est saint-cyrien et l'autre ingénieur en informatique.

Mais comme le Francisme — et la filiation est évidente, — si l'OF a l'apparence du fascisme, elle n'en a pas l'esprit révolutionnaire. Elle évolue comme une secte fermée sur elle-même, plus préoccupée de revues de détail internes que de conquête des masses. Car Pierre Sidos n'entend pas prendre le pouvoir, ni par la subversion, ni par les élections. Par une sorte de déterminisme historique, il attend un « retour du balancier » dont il voit les prémices encourageantes dans le score de Le Pen, la reprise à guichets fermés de la « Jeanne d'Arc » de Péguy ou l'accroissement des candidatures à Saint-Cyr ou Navale. Pour cette heure, une sorte de grand soir national, il



**Le chef Sidos, dernier rempart contre le sionisme, le bolchevisme et le grand capital.**

entre « gauche » et « droite » (...) l'Œuvre Française est un mouvement strictement nationaliste épris d'équité sociale, tout autant hostile à l'application des méthodes d'asservissement collectiviste qu'opposé à la perpétuation du joug des grandes puissances financières anonymes et vagabondes ».

Par son aspect, ses principes, son organisation interne, l'OF semble répondre à l'idée du fascisme comme parti d'ordre, nationaliste et social. Pierre Sidos ne s'en offusque pas : « Nous ne sommes pas fascistes mais nous nous refusons à tout acte de contrition antifasciste. L'antifascisme, par une pente naturelle, conduit à la haine de toute société normale, c'est-à-dire hiérarchisée, traditionnelle et nationale ».

Pour Sidos, le fascisme, pris comme le régime italien de 1922



prépare de « bons Français » formés moralement, armés intellectuellement par la lecture des grands maîtres du nationalisme, entraînés sportivement, rompus aux tâches obscures du militantisme par des nuits consacrées aux affichages ou aux inscriptions murales au blanc d'Espagne.

Prêts, mais l'heure sonnera-t-elle ?

## Sous le drapeau noir et le trident

Ce n'est pas Jean-Gilles Malliarakis qui se préoccupe de savoir si la hampe de l'étendard doit être en bois clair ou foncé. Cet ancien élève de Sciences politiques, aujourd'hui âgé de quarante ans, n'a pas quitté l'éternelle jeunesse révolutionnaire. Chez lui, guère d'organisation mais une troupe de jeunes gens, où l'étudiant côtoie le chômeur, que « Mallia » s'efforce de contrôler avec plus ou moins de succès. La pensée du mouvement, qu'il a fondé en 1979, s'exprime dans « Jeune nation solidariste », mensuel curieux et souvent paradoxal, propre à choquer le droitier moyen qui le prend parfois pour une annexe du KGB.

Car le MNR, au nom du nationalisme révolutionnaire, adopte un virulent anti-américanisme et une hostilité sans faille à

l'économie libérale. Les dix-neuf points de la plate-forme tranchent avec les habituels thèmes de la droite nationale : Un Etat au service du peuple ; Régionalisation dans le cadre français ; Lutte pour la francité ; Europe indépendante des blocs ; Défendre notre civilisation européenne ; Lutter contre l'impérialisme US ; Expropriation des multinationales ; Planifier le développement national ; Nationaliser les grands monopoles ; L'entreprise communautaire et la participation ; Abolir les privilèges bourgeois ; Pour un syndicalisme mutualiste des travailleurs ; Pour une agriculture forte ; Pour l'impôt sur le capital ; Réprimer l'usure et la spéculation ; Défense nationale révolutionnaire ; Politique méditerranéenne et africaine ; Mettre un terme à l'immigration de main-d'œuvre ; Politique de la natalité et de la jeunesse.

Cette volonté d'affirmer un esprit révolutionnaire conduit le MNR à rejeter ce qu'il y avait d'« antifasciste » dans le régime de Mussolini. Pour lui, l'aspect positif du fascisme s'incarne dans les chemises noires en 1920 ou les derniers mois de la République sociale Italienne. Il faut critiquer le fascisme conçu comme un parti d'ordre, « *extrême droite à la remorque de la droite* », prenant en charge un système qu'il faut au contraire détruire.

Outre un discours extrémiste, nourri principalement par l'inlassable activité intellectuelle de Jean-Gilles et son indéniabile culture historique et idéologique, mais parfaitement éloigné des préoccupations et de l'entendement moyen du public, le MNR cultive son aspect provoquant.

Ainsi au traditionnel défilé de Jeanne d'Arc le MNR s'était regroupé derrière « sa Jeanne d'Arc » à cheval, tout habillée de noir, brandissant un drapeau noir frappé du trident argenté,



Marc Frédriksen sur son lit d'hôpital. Trente « justiciers » ont donné un martyr au « fan-club » néo-nazi.

## Haro sur le fasciste !

**E**N 1978, la « Fédération d'action nationale et européenne » de Marc Frédriksen, restée jusqu'alors inconnue du public, reprend la publication de son organe, « Notre Europe », interrompue six années auparavant après avoir atteint le chiffre record de cent dix abonnés !

Bulletin ronéotypé, le tirage de la nouvelle édition ne dépasse pas les mille exemplaires tandis qu'une centaine d'adhérents relancent le mouvement. Rien qui menace sérieusement la démocratie...

Mais les théories ouvertement national-socialistes développées dans « Notre Europe » permettent aux multiples associations « antiracistes » et « antifascistes » de justifier leur existence auprès de leurs bailleurs de fonds. D'autant que, pour des motifs purement électoraux, certaines trouvent intérêt à mobiliser la communauté israélite autour d'une prétendue montée de l'antisémitisme.

On assiste alors à un véritable lynchage juridique et physique de la FANE par tous ceux qui se donnent, sans grand risque, la grisante sensation de combattre l'hydre.

Le domicile de Frédriksen est dynamité, des poursuites judiciaires sont intentées contre lui. Le 3 septembre 1980, la FANE est dissoute par le conseil des ministres. Les militants obstinés constituent alors les « Faisceaux nationalistes européens ». Des tracasseries administratives permettent de retirer à « Notre

Europe » son numéro de commission paritaire, privant ainsi le bulletin des avantages consentis à la presse.

Puis c'est l'attentat palestinien de la rue Copernic qu'un provocateur revendique anonymement au nom de la FANE dissoute. L'hystérie ne connaît plus de borne.

Frédriksen est attaqué par un commando se réclamant de la « défense juive » qui l'expédie à l'hôpital pour plusieurs mois. En première instance, le tribunal lui inflige, pour ses écrits, six mois de prison ferme, douze mois avec sursis, 33 000 F d'amendes et de dommages-intérêts. Il perd son emploi. Un de ses adjoints, Michel Caignet, est vitriolé ; après plusieurs mois d'hôpital, il reste défiguré à vie. Identifiés par un excès de zèle des services de police, ses agresseurs ne sont pas inquiétés. Aujourd'hui ruiné, sans travail, isolé, Frédriksen reste un pestiféré.

Mais si Marc Frédriksen avait été américain, il mènerait tranquillement la vie de « Führer » d'un des multiples groupuscules ouvertement nazis qui fleurissent outre-Atlantique, avec QG du côté d'Arlington, drapeau du III<sup>e</sup> Reich sur la façade, « troupes d'assaut » en chemises brunes, baudriers et brassards à croix gammées. Sans que personne n'y trouve à redire, du moins tant que ce petit monde traverse la chaussée dans les clous.

emblème du mouvement, ce qui n'a pas manqué de choquer les « réactionnaires bien-pensants ».

Mais ces options et ces gestes spectaculaires ne débouchent sur aucune action réellement politique puisque, conception stratégique ou alibi de l'impuissance, le MNR a foi, lui aussi, dans une sorte de déterminisme historique : « *Nous croyons, nous, à un éclatement interne, une implosion, un effondrement inéluctable de la plate décadence verbeuse démoploutocratique et par le développement d'une minorité d'attente extérieure aux convulsions du système* ».

Attendre, toujours ! Nous voilà bien loin de Mussolini pour qui « *le credo fasciste est un acte de foi héroïque en la puissance de la volonté active et consciente. Où existe une volonté, existe une route* ». Finalement, Le Pen en est plus proche avec son programme « réactionnaire » que Mallia avec son verbiage « révolutionnaire ».

## Jeanne d'Arc était-elle communarde ?

Pour Plumyène et Lasierra dans « Les fascismes français » (2) : « *Le culte de Jeanne d'Arc et celui des communards de 1871 est une bizarre association symbolique que nous voyons réinventée à chaque nouvelle apparition d'un fascisme authentiquement français* ».

C'est le cas de « Militant », revue des « nationalistes-populaires », qui chaque année honore la sainte de la patrie et va fleurir le mur des fédérés en compagnie des « Amis du

(2) R. Plumyène et Lasierra : « Les fascismes français », Ed. du Seuil, Paris.

socialisme français et de la Commune » dont Maurice Bardèche occupe la présidence d'honneur.

« Militant » a été fondé en 1967 par des rescapés du REL et d'Europe Action soucieux d'en perpétuer la ligne politique. Longtemps l'équipe de « Militant » a poursuivi son activité de presse tout en œuvrant dans divers partis : parti national populaire de Roger Holeindre puis Mouvement justice et liberté de Georges Bidault puis Front national de la fondation à fin 1981, date à laquelle le groupe rompit avec Le Pen. Depuis, il a fondé sa propre organisation le parti nationaliste français, qui pour l'instant n'a pas enrichi outre mesure la chronique.

Les thèses de « Militant » sont purement et simplement celles d'Europe Action, y compris l'emblème : le fer de lance. L'originalité de ce courant réside dans son antichristianisme, dont la morale serait contraire aux vertus du héros occidental, seules capables de sauver notre civilisation... Jean-Pierre Marque, analysant les propos de Le Pen, souligne « *qu'en affirmant non sans fierté « Je suis croyant », il se démarque par là même du fascisme païen* ».

Une dimension chrétienne suffit-elle à éliminer tout rapport avec le fascisme ? C'est sans doute — a contrario — l'opinion de « Militant ». C'est aussi celle de Nouvelle école, qui rendant compte d'un ouvrage de François Duprat sur « les fascismes américains », tirait prétexte de l'importance des prêtres dans les mouvements étudiés pour leur dénier le titre de fascistes.

Ce qui provoquait l'ironie de l'auteur, qui ne cachait pas ses sympathies historiques et idéologiques : « *alors on ne pourrait pas être fasciste et chrétien ? Ça voudrait dire que José Antonio, Léon Degrelle, Salazar, Codreanu... et autres bons employés ne feraient finalement pas partie de notre maison !* ».



Jean Gilles Malliarakis et sa « Jeanne d'Arc », le 13 mai 1984. Boutons les Yankees hors de France et vive la République sociale !

# MUSSOLINI : DE LA RĒVOLUTION A LA DICTATURE

par André BRISSAUD



Le « Duce » défile à la tête d'un régiment de bersaglieri. Après la marche sur Rome, la course à la catastrophe.

**L**E bruit et la fureur sauvage de l'Allemagne nazie, les flots de larmes et de sang répandus, l'horreur concentrationnaire instaurée, un racisme stupide et criminel, la terreur semée par la Gestapo dans toute l'Europe, les exterminations systématiques et massives à l'Est ont rejeté au second plan celui qu'Adolf Hitler considéra, un temps, comme son maître : Benito Mussolini, le fondateur du fascisme.

Pour la plupart des gens, l'image un peu jaunie de Mussolini est celle d'un pâle bouffon, imitateur de Hitler, un « César de carnaval ». Mais la vérité n'est jamais dans les légendes partisans.

Si l'on ne comprend pas certains traits de son caractère, certaines de ses conceptions, il est vain de chercher pourquoi Mussolini a pu conserver pendant vingt-trois ans son emprise sur un peuple aussi épris de liberté que le peuple italien.

Avant Mussolini, l'Italie théoriquement unifiée ne constituait pas en fait une vraie nation. Elle se heurtait à maintes difficultés économiques et politiques. De larges divergences d'idées, de mentalités existaient dans ce pays que sa structure géographique contribuait à diviser.

Mussolini était à la fois sympathique et odieux, petit

Romagnol d'humble condition, bagarreur mais studieux, élève des « bons pères » mais anticlérical notoire, révolté incessant, couchant plus souvent en prison que dans son lit ; contestataire d'extrême gauche dressant des barricades et maniant le gourdin contre ses adversaires et contre la police ; journaliste talentueux, féroce pamphlétaire et orateur brillant ; admiré par Lénine et Trotski ; leader du parti socialiste italien, puis renié par tous...

Première volte-face, en 1914, il fondera un journal, hurlera : « *A bas la guerre !* » puis réclamera l'intervention de l'Italie dans le conflit, aux côtés de la France, de l'Angleterre et de la Russie. Après avoir combattu comme simple soldat, il fondera le fascisme, s'en prenant aux socialistes, aux communistes, aux conservateurs, aux monarchistes et aux cléricaux. Il pactisera avec les nationalistes mais se servira d'eux pour leur arracher le pouvoir et garder celui-ci pendant près d'un quart de siècle, avec la complicité du roi Victor-Emmanuel III, trop heureux de conserver son trône.

Cet ancien extrémiste de gauche voudra ressusciter la puissance de la Rome antique, pépinière d'organiseurs, de bâtisseurs, de conquérants. Hanté par le souvenir d'un grand passé et grâce à un travail incessant de restructuration, Mussolini fera de ce pays mal équilibré un peuple uni et deviendra pratiquement un nouveau César.

L'ascension rapide d'un Etat faible au rang des grands puissances ne manquera pas de susciter des craintes. Ne pouvant faire alliance avec les pays de son choix, l'Angleterre et la France, il se rapprochera de Hitler. Jusqu'à sa perte. Peu à peu subjugué, manœuvré par son disciple en dictature, le Duce du fascisme va « *briser en morceaux son bloc de marbre parce qu'il ne peut l'amener à représenter la vision qu'il a eue* ».

Pendant la République sociale italienne, la « République de Salò », de 1943 à 1945, le Duce du fascisme ne sera plus qu'une caricature de lui-même, dessinée par un antifasciste. L'homme que le colonel Valerio abattra en avril 1945, à coups de mitraillette, devant un petit mur, près de Mezzegra, sur les bords du lac de Côme, était déjà mort, depuis longtemps... Ainsi meurent les dictateurs quand ils oublient que la Roche tarpéienne est proche du Capitole.

## Après l'Italie, les Italiens

Le phénomène fasciste, dont on a dit, à tort, qu'il n'avait été qu'une « parenthèse » dans l'histoire de l'Italie, n'est pas compréhensible en dehors du contexte italien, de l'histoire de l'Italie.

Souvenons-nous. Après la chute de l'empire romain, l'Italie entre dans une longue période durant laquelle elle est divisée en de multiples seigneuries et communes urbaines, très théoriquement vassales du Saint-Empire germanique, en réalité fort indépendantes.

C'est seulement à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle que des efforts systématiques sont entrepris pour tenter de donner à l'Italie l'unité politique qu'elle a connue dans l'Antiquité. C'est alors que naît ce que les Italiens appelleront le **Risorgimento** (Résurrection) selon le mot popularisé par le poète Alfieri. Le Risorgimento triomphe avec la création du royaume d'Italie, en 1860. Il est à peu près achevé après la récupération de la Vénétie, en 1866, et l'installation enfin de la capitale politique à Rome, le 20 septembre 1870. Il reste alors encore des « terres irrédentes », Trente et Trieste, qui ne seront réannexées qu'en 1918. L'Italie est libre mais pas du tout unie, malgré les apparences. Selon l'expression désabusée du Premier ministre Massimo d'Azeglio : « L'Italie est faite ; maintenant, il reste à faire les Italiens ».

# Mussolini a-

**S**I l'on excepte certaines biographies officielles de la période fasciste, tous les historiens s'accordent pour reconnaître que le *Popolo d'Italia* (1) a été, sinon « lancé », du moins vigoureusement soutenu par des fonds en provenance du gouvernement français (2). L'importance des sommes que Mussolini a pu recevoir n'intéressant que médiocrement, on s'est surtout préoccupé d'établir par quel moyen Mussolini avait pu entrer en possession de ces fonds.

## Guesde ou Sembat ?

Pour Cesare Rossi (*Mussolini com'era*, Rome, 1947), l'argent aurait été envoyé à Mussolini par le ministre sans portefeuille, et socialiste, Marcel Sembat. Les autres sources — H. Torrès, M. Rocca, A. De Ambris, L. Campolongo — citent, en revanche, le nom de Jules Guesde. Un témoignage particulièrement important, c'est évidemment celui que constitue une publication de l'Institut supérieur ouvrier : *Le Fascisme en Italie* (Paris, 1934). On y lit : « Il n'est pas douteux que le *Popolo d'Italia* a été fondé avec un subside d'origine française qui lui fut porté par Dumas, secrétaire de Guesde, alors ministre d'Etat. Le premier versement fut de 15 000 francs, suivi de versements mensuels de 10 000 francs. » Chiffres et noms sont les mêmes que ceux que citait en mars 1925 M<sup>r</sup> Henri Torrès dans une plaidoirie devant les assises, puis dans *Guerra di classe*, en invoquant des documents qui auraient été en sa possession. La signature de Jouhaux (3) s'ajoutant à celle de Torrès peut avoir en l'occurrence quelque poids. D'autant que Jouhaux, ne l'oublions pas, avait lui aussi accompli une « mission » à Milan en février 1915...

Un nom est beaucoup plus souvent cité que celui de Dumas, et c'est celui de Marcel Cachin, envoyé en mission en Italie au cours du dernier trimestre de l'année 1914. Un premier témoignage ici, celui de Serrati au congrès de Livourne de janvier 1921 : « Pendant notre période de neutralité Cachin est venu en Italie pour nous inciter à suivre la France dans la guerre. Nous l'avons chassé poliment de l'*Avanti !*, comme nous avions chassé son camarade Albert Thomas. Il est allé au *Corriere della Sera*, etc. Serrati devait d'ailleurs revenir maintes fois sur ce point, et en particulier, sous le titre « Le missioni di Cachin », dans l'*Avanti !* du 16 mars 1922. Avant même ces attaques de Serrati, la « délégation pour l'étranger »

(1) Le journal fondé par Mussolini, exclu du parti socialiste le 24 octobre 1914, prôna l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Entente. Le 1<sup>er</sup> janvier 1915, le « *Popolo d'Italia* » publiait le premier manifeste des « *Fasci d'action révolutionnaire* ».

(2) E. Serra estime que Mussolini a également reçu de l'argent du gouvernement britannique (« *L'oro inglese e Mussolini* », *Il Mondo*, 18.2.1955).

(3) Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT, préfaçait l'ouvrage.

# t-il reçu de l'argent des socialistes français?



du parti social-démocrate russe (menchevique) avait rappelé cette première mission de Cachin lorsque celui-ci, en 1917, se préparait à partir en Russie pour encourager Kérenski à poursuivre la guerre : « Quant au citoyen Cachin, nous rappellerons aux camarades russes qu'il a déjà accompli une mission analogue en Italie en essayant de paralyser l'action glorieuse des socialistes italiens au moment où les nationalistes s'acharnaient à entraîner leur peuple dans la mêlée sanglante » (cité in A. Kriegel, *Aux origines du communisme français*, Paris, 1964).

Alfred Rosmer et Gaetano Salvemini ont particulièrement insisté sur la collusion entre Mussolini et Cachin. Parmi les sources citées, on peut retenir, comme précédemment dans le cas de Jouhaux, le témoignage de ceux qui ont eu toutes les raisons de savoir ce qu'il en était : Renaudel et Paul Faure. « Plusieurs d'entre nous se rappellent que les premiers numéros du *Popolo d'Italia* ont été publiés à l'aide d'argent français, écrivait Renaudel dans le *Quotidien* du 9 novembre 1926. Marcel Cachin connaît tout cela, bien qu'il n'aime pas qu'on en parle. » Et Paul Faure, in *Le Populaire*, 9 janvier 1928 : « Un jour, Jules Guesde, alors ministre d'Etat, me confia que nous avions là-bas un homme à nous : Mussolini ; nous lui avons envoyé un premier appoint de 100 000 francs pour lancer son journal. Je ne peux pas préciser qui matériellement apporta l'argent ; mais Cachin, s'il lui plaît, peut informer les lecteurs de *l'Humanité* ; il est alors allé en Italie voir Mussolini pour le compte du gouvernement français. » Comme le remarque Salvemini, qui cite encore d'autres sources, il n'y a jamais eu de démenti de la part de Mussolini ou de Cachin.



En mai 1914 paraît la première caricature de Mussolini, surpris en pantoufles, corrigeant un article du journal *l'« Avanti »*.

Une dernière question, enfin, se pose : les 12 et 13 novembre, Mussolini, accompagné de son bailleur de fonds italien, Filippo Naldi, directeur du *Resto del Carlino*, et de Mario Girardon, correspondant de ce journal à Paris, aurait — selon R. De Felice — rencontré à Genève des « hommes politiques du front allié ». De qui s'agit-il ?

(Extrait de « *Les origines du fascisme* » de Robert Paris, collection « *Questions d'histoire* », Flammarion, Paris, 1968).

Une couverture de l'« *Avanti* » socialiste et la « *une* » du « *Popolo d'Italia* ». Sur ce dernier, on peut lire en hauteur, sur un blanc : « censuré par ordre de ce cochon de Nitti » — le chef du gouvernement.

Emu de ce qu'on s'en prit (croyait-il) à la mémoire du « grand militant disparu », M. Moissonnier a tenté de donner une version officielle de la mission de Cachin : « Si Marcel Cachin, envoyé de Jules Guesde, rencontra effectivement le futur Duce, alors transfuge du parti socialiste italien, à Milan en mars 1915, le *Popolo d'Italia* existait depuis le 15 novembre 1914, soit depuis cinq mois. » (*La Nouvelle Critique*, septembre-octobre 1963.) Aucun document ne vient toutefois étayer cette thèse... Sans suivre toute la démonstration de G. Pontremoli qui estime que Mussolini aurait eu un premier entretien avec Cachin le 19 octobre 1914, on peut cependant rappeler avec R. De Felice qu'il existe des traces permettant au moins de dater de décembre 1914 le voyage de Cachin en Italie. Rosmer établit quant à lui que les premiers articles de Cachin nourris d'une expérience italienne toute fraîche paraissent dans *l'Humanité* à partir du 22 décembre, c'est-à-dire un peu plus d'un mois après la fondation du *Popolo d'Italia*...



**Mussolini (au centre) ceinturé par des policiers milanais lors d'une manifestation en faveur de l'entrée en guerre (mai 1915).**

La juxtaposition, en un seul ensemble politique, de territoires aux structures et aux traditions sensiblement différentes, pose de tels problèmes qu'il faudra des années pour en assurer la cohésion, plus ou moins harmonieuse.

L'un de ces problèmes est né de la réunion de Rome au royaume d'Italie et, par conséquent, de la disparition du pouvoir temporel du pape. Pie IX refuse de se soumettre à la Loi des Garanties que lui offre l'Etat italien. Il se considère comme « prisonnier volontaire » dans son palais du Vatican, allant jusqu'à ne pas traverser Rome pour gagner Castelgandolfo. Cette « question romaine » va se poser pendant près de soixante ans et ne sera réglée que par les accords du Latran (février 1929). Cette géniale opération de politique intérieure du Duce — qui s'attache ainsi l'opinion catholique — est le chef-d'œuvre de la diplomatie vaticane. Le traité sera d'ailleurs confirmé en 1947 par la toute jeune république italienne.

La question économique et sociale, dont hérite le nouvel Etat unifié, est tout aussi dramatique.

L'Italie est alors, dans le plein sens du terme, un pays sous-développé. Déjà peuplée de plus de vingt-six millions d'habitants en 1871, elle connaît une expansion démographique qui serait un élément positif dans la mesure où il serait facteur de force et de travail humain, mais ce progrès numérique n'est pas proportionnel au rythme d'augmentation des ressources. La population sera de 28 500 000 en 1882, 32 475 000 en 1901, 35 000 000 en 1907, plus de 36 000 000 en 1913.

L'émigration prend, dans les années qui précèdent la Grande Guerre, un tour tragique : on assiste à une véritable hémorragie du sang italien. Les matières premières sont inexistantes. Le développement industriel en est à ses premiers pas, hésitants et lents. L'agriculture reste la base essentielle de l'économie, mais, sauf dans quelques régions favorisées par leur fertilité naturelle, la technicité est nettement défailante, les rendements médiocres. Tout est à faire dans l'amélioration de la mise en valeur des terres.

Les faibles richesses du pays ne profitent qu'à de petites

élites. Environ trente mille personnes ou collectivités ont un revenu annuel supérieur à 10 000 liras. Environ un million et demi de personnes ont un revenu annuel supérieur à 250 liras ! Le reste de la population vit dans une misère noire.

Entre une petite aristocratie papale ou dynastique, à majorité terrienne, et une plèbe profondément misérable, la nouvelle Italie unifiée ne possède pas cette bourgeoisie moyenne, cultivée et entreprenante, qui a formé l'ossature des principaux Etats de l'Europe occidentale et centrale, sans oublier le Nord de l'Amérique.

La vieille noblesse terrienne, sclérosée, passéiste, ne s'intéresse guère à la mise en valeur des « latifondi », ces grandes propriétés dont elle tire de petits revenus jugés suffisants pour ses besoins. Conservatrice politiquement — mais surtout abstentéiste — elle l'est aussi dans le domaine économique. Elle est surtout puissante dans l'Italie du Sud. Ses membres forment les cadres de la cour pontificale et sont des opposants farouches du gouvernement royal. Ce sont, dit-on alors, les « aristocrates noirs », par opposition aux « aristocrates blancs », plus mélangés, qui entourent le roi et constituent les éléments dirigeants du nouvel Etat italien. Ceux-ci sont, pour la plupart, originaires de l'Italie du Nord : propriétaires terriens, nobles ou non, industriels, gros commerçants, fonctionnaires, universitaires. Sensibles à l'idée de progrès, partisans du libéralisme — davantage dans le domaine économique que sur le plan politique — ils mènent de front les spéculations financières et l'administration de la chose publique. C'est une oligarchie étroite et égoïste qui forme le « pays légal », mais qui va jouer un rôle capital dans l'avènement et la chute du fascisme.

Les masses populaires sont essentiellement composées d'une majorité de paysans misérables, besogneux, endettés, soumis aux risques permanents des fléaux naturels et des maladies. Mourir de faim n'est pas une image, mais une affreuse réalité. Les conditions de vie des fermiers, des métayers et des ouvriers agricoles sont peu différentes. Ils sont à 95 % illettrés. Il est vrai

qu'en cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la population italienne est à 73 % analphabète.

Quant à la classe ouvrière, pratiquement inexistante en 1865-1870, elle se développe lentement au rythme de l'industrialisation et restera longtemps peu et mal organisée.

## La première égérie de Mussolini : une révolutionnaire russe

C'est dans ce contexte que naît, grandit, Benito Mussolini, dans une famille très pauvre matériellement mais d'une grande richesse de caractère. Le lait maternel est révolutionnaire. Dans la famille, on a la révolte dans la tête de père en fils.

C'est en Suisse, où il a émigré à l'âge de dix-neuf ans, que Benito Mussolini s'initie à la politique en compagnie d'une réfugiée russe, Angelica Balabanoff, dite : la Balabanova. Issue d'une riche famille bourgeoise ukrainienne d'origine juive, elle a été obligée de quitter très jeune les siens, après avoir participé à quelques actions illégales à Moscou. Recherchée par la police, elle est parvenue à émigrer en Italie. A Rome, elle a adhéré au parti socialiste italien, puis, elle est venue en Suisse, pour travailler parmi les immigrants italiens, dont elle parle la langue à la perfection.

*« Je vis bientôt qu'il en savait fort peu sur l'histoire, l'économie et la théorie socialiste, dit-elle de Mussolini, et que son esprit était totalement indiscipliné... Le radicalisme et l'anticléricalisme de Mussolini étaient bien plutôt le reflet de son milieu originel et de son égotisme insurgé que le produit de la compréhension et de la conviction. Sa haine de l'oppression n'était pas cette haine impersonnelle pour un système que partagent tous les révolutionnaires ; elle était issue de son sentiment personnel d'outrage et de frustration, de sa passion d'affirmer son propre ego et de sa détermination d'obtenir sa revanche personnelle. »*

Angelica Balabanoff entreprend de mener à bien l'éducation révolutionnaire de Mussolini. Elle lui fait lire Kautsky, Kropotkine (dont ils traduisent du français en italien « Paroles

d'un révolté »), Marx, Schopenhauer, Stirner, Berton, Babeuf. Il relit Blanqui et Bakounine que son père lui avait fait découvrir très jeune. Il dévore Proudhon qu'il trouve « génial », parcourt Kant, Spinoza, Fichte et Hegel.

Une de ses maîtresses slaves dira plus tard : « *Ses idées philosophiques n'étaient jamais que le reflet du dernier livre qu'il venait de lire. Mais il avait une prodigieuse mémoire.* »

Il passe des heures à la bibliothèque universitaire de Lausanne. Il est attiré surtout par les œuvres de Blanqui et de Kropotkine. Puis, après Proudhon et Blanqui, il découvre deux autres auteurs français qui le marqueront profondément : Gustave Le Bon et Georges Sorel.

Du premier, il conservera toute sa vie, à portée de la main, et même sur son bureau du palais Venise à Rome, un exemplaire de la « Psychologie des foules ».

Du second, il lira l'œuvre complète. Mussolini est séduit d'emblée par « l'impérialisme ouvrier » de Sorel, sa théorie des mythes, sa « métaphysique syndicaliste » opposée à la démocratie. Il adhère totalement à la philosophie sorélienne de la force, justifiant par avance les groupements, quels qu'ils soient, qui se seront montrés les plus forts dans les conflits politiques et sociaux. Il partage avec Sorel la conviction que les faits ont infligé un cinglant démenti aux prophétiques déductions de Karl Marx : la grande industrie n'a pas tué les petites entreprises, pas plus que la formation d'un puissant capitalisme n'a diminué le nombre des possédants. Comme Sorel, Mussolini se sent néo-marxiste. Tout en demeurant fidèle à l'idée de l'indispensable révolution, il répudie le prétendu déterminisme historique qui doit produire fatalement cette révolution. Celle-ci lui apparaît comme une entreprise favorisée par les circonstances économiques modernes, mais dont le succès dépend surtout de la volonté des hommes.

Plus encore qu'au but final de l'entreprise révolutionnaire, Mussolini, disciple de Sorel, attache du prix au mouvement intellectuel et moral que la poursuite de ce but excite chez les ouvriers. Il pense que la classe prolétarienne, telle que Marx la définit, n'existe pas en réalité. Mais, déjà pragmatique, Mussolini raisonne ainsi : puisque l'existence d'une telle classe est postulée par la révolution, il s'agit de faire croire à son existence, d'en répandre l'idée et de persuader tous ceux qui ne



Défilé  
d'aumôniers  
militaires italiens,  
qui saluent le  
« Duce » à la  
« romaine ».

possèdent aucun capital, ou n'en possèdent qu'un médiocre, que cette idée représente bien leur condition sociale, telle qu'elle est.

Mussolini reconnaîtra plus ou moins ouvertement l'influence de Sorel sur lui, tout au moins jusqu'au début des années trente.

En 1922, dans une interview accordée au journal espagnol « ABC », Mussolini dira :

« Pour moi, l'essentiel était d'agir. Mais je répète que c'est à Georges Sorel que je dois le plus. C'est ce maître du syndicalisme qui, par ses rudes théories sur la tactique révolutionnaire, a contribué le plus à former la discipline, l'énergie et la puissance des cohortes fascistes. » (1).

Grâce encore à Angelica Balabanoff, Mussolini fait une autre découverte capitale : l'œuvre de Nietzsche (2).

Quelques années plus tard, il écrira : « Nietzsche sonne la diane d'un prochain retour à l'idéal. Mais d'un idéal fondamentalement différent de ceux auxquels ont cru les générations passées. Pour le comprendre, on verra surgir une nouvelle génération de libres esprits, fortifiés par la guerre, par la solitude, par les graves périls auxquels ils auront été exposés, des esprits qui connaîtront les vents, les glaciers, la neige des hautes montagnes et sauront mesurer d'un œil serein toute la profondeur des abîmes. »

Comment cela est-il possible ? Marx, Nietzsche ne sont-ce pas les antipodes ? Communisme révolutionnaire et conservatisme ou plutôt despotisme aristocratique peuvent-ils faire bon ménage dans un même esprit ? Ils l'ont fait dans l'esprit de Mussolini, comme ils l'avaient fait dans celui de Sorel, remarquons-le. Ce n'est pas exceptionnel, quoi que certains en pensent. L'opposition Marx-Nietzsche réside beaucoup moins dans les vues et les théories, qui ont entre elles certaines coïncidences assez frappantes, que dans les passions et les volontés.

Le nationalisme ne fera la conquête de cet anarchiste devenu socialiste — le plus doué du parti socialiste italien — que lors de la Première Guerre mondiale, et de toutes ses contradictions il fera, avec un pragmatisme total, le fascisme. De 1922 à 1935, ce diable d'homme surmonte tous les obstacles et, d'une petite nation, il fait un empire. Ses troupes conquièrent l'Ethiopie du Négus, narguant ainsi ouvertement les grandes puissances colonialistes qui ne pardonneront pas cette incursion dans leur domaine réservé : la recherche des espaces et des matières premières.

Un peuple subjugué, un parti unique fanatisé, une pléiade de hauts dignitaires fascistes se pliant à tous ses caprices, tous cherchent à lui plaire, même les militaires pourtant plus monarchistes que fascistes. Le roi et la reine, la cour aussi, succombent au charme du dictateur.

Sur le plan italien, il est le maître absolu, sans grands efforts policiers — même si aucune dictature n'est douce — laissant agir sa séduction.

Sur le plan international, Benito Mussolini est à présent un homme qui compte. Autant qu'un Staline, un Roosevelt, un Hitler...

En 1936, le soleil du triomphe éclaire la route du Duce du fascisme.

Sa santé n'a jamais été aussi bonne. Son prétendu ulcère à

(1) Lire à ce propos, dans le premier volume des « Cahiers Georges Sorel » (S.E.S. éditions) l'article de Michel Charzat : « Georges Sorel et le fascisme ». M. Charzat qualifie l'influence de Sorel sur le fascisme de « légende tenace ». Mussolini est d'un autre avis...

(2) Le Bon, Sorel, Nietzsche... Dans le choix de ses mentors, Mussolini ne fait aucunement preuve du chauvinisme germanique d'Hitler.

l'estomac qui l'a tant fait souffrir pendant des années ? Volatilisé ! Il mange peu. Il ne fume pas, ne boit pas d'alcool. Il nage, fait du tennis, de l'escrime, du cheval, du ski... il pilote régulièrement un avion et adore rouler à vive allure sur les routes au volant d'une voiture de sport découverte. C'est une force de la nature...

Précurseur du communisme en Europe devenu premier anticommuniste du monde, Benito Mussolini a toujours un œil attentif braqué sur ce qui se passe à Moscou et surtout au Komintern.

Face à l'offensive « rouge », qu'oppose Mussolini ? Avec force, il affirme son idéalisme : « Aussi bien ne comprendrait-on pas le fascisme dans beaucoup de ses manifestations [...] si on ne le considérait en fonction de sa conception générale de la vie. Cette conception est spiritualiste [...] L'homme du fascisme



« Qui a sauvé l'Italie ? Le fascisme ! »  
Dessin de propagande

est un individu qui est nation et patrie, une loi morale unissant les individus et les générations dans une tradition et une mission, supprimant l'instinct de la vie limitée au cercle étroit du plaisir, pour instaurer dans le devoir une vie supérieure [...], une vie où l'individu, par l'abnégation de lui-même, par le sacrifice de ses intérêts particuliers, par la mort même, réalise cette existence toute spirituelle qui fait sa valeur d'homme. »

La part faite d'une certaine grandiloquence, il est évident que ces propos sont aux antipodes du déterminisme marxiste qui fait des réactions individuelles le produit pur et simple de la conscience de classe et ne tendant qu'à l'instauration d'un régime économique nouveau, baptisé « socialiste », comme chacun sait.

## Les programmes fascistes

# Rome vaut bien une messe

**L** « compromis historique » — en français : « *combinazione* » — est une vieille ficelle de la vie politique italienne.

A la conquête du pouvoir, Mussolini, en fidèle compatriote de Machiavel, ne s'est pas encombré d'un dogmatisme aussi vain que stérile. A preuve le sérieux époussetage du programme fasciste entre la réunion de San Sepolcro à Milan en 1919 et le congrès de Rome en 1921. Ce qui peut effrayer le roi, le bourgeois, le curé, le militaire et le bailleur de fonds en a été soigneusement expurgé. Rome vaut bien une messe, n'est-ce pas ?

Plus de trace dans le programme du parti national fasciste, publié fin décembre 1921 par le « *Popolo d'Italia* », du droit de vote et de l'éligibilité pour les femmes, deux idées qui feront leur chemin, pourtant. Pas plus d'ailleurs que du droit de vote à dix-huit ans, proposition qu'un pré-

sident de la République française appliquera, mais longtemps après ces événements.

La journée de huit heures est un luxe remis à d'autres calendes, mais notre « *Front popu* » se souviendra de la proposition. « *La participation des représentants des travailleurs au fonctionnement technique de l'industrie* » disparaît, pour se fondre dans un très vague corporatisme. Les gaullistes, dans des jours meilleurs, en feront le serpent de mer de leur programme, auquel le président Pompidou tordra le cou finalement. Exit encore « *l'octroi aux organisations prolétariennes de la gestion d'industries ou de services publics* », idée lumineuse puisque le candidat Mitterrand en fera son miel dans la 62<sup>e</sup> de ses 110 propositions.

Quant au « *fort impôt à caractère progressif sur le capital, authentique expropriation partielle de*

*toutes les richesses* », là, le fils du forgeron de Predappio frappait un peu fort. Tout comme il allait un peu loin dans le berceau des papes et de notre sainte mère l'Eglise de parler de « *confiscation de tous les biens des congrégations religieuses* ». Dans sa grande sagesse, le futur Duce faisait passer à la trappe ces idées véritablement subversives. Encore quelques années et la Montecatini coulerait la gigantesque statue du « *Génie du fascisme* » de l'exposition universelle de 37 ; et les accords de Latran exempteraient les institutions religieuses des impôts qui accablent généralement le commun des mortels...

Et tant pis si un « *Ardito* » n'y retrouverait pas ses petits. Un programme politique n'est-il pas fait pour être trahi ? Avant même la marche sur Rome, Mussolini avait simplement pris un peu d'avance.

### PROGRAMME DES FAISCEAUX ITALIENS DE COMBAT (1919)

Italiens !

Voici le programme national d'un mouvement sainement italien.

Révolutionnaire, parce qu'antidogmatique et antidémagogique ; puissamment innovateur parce que dépourvu d'apriorismes.

Nous plaçons la défense de la guerre révolutionnaire au-dessus de tout et de tous.

Les autres problèmes : bureaucratie, administration, droit, écoles, colonies, etc., nous les esquisserons lorsque nous aurons créé la classe dirigeante.

C'est pourquoi NOUS VOULONS :

*Pour le problème politique :*

a) Suffrage universel avec scrutin de liste régional et représentation proportionnelle, droit de vote et éligibilité pour les femmes.

b) Abaissement de la limite d'âge à dix-huit ans pour les électeurs, à vingt-cinq ans pour les députés.

c) Abolition du Sénat.

d) Convocation pour une période de trois ans d'une Assemblée nationale qui aura pour tâche essentielle d'établir la forme de constitution de l'Etat.

e) Formation de conseils nationaux techniques du travail, de l'industrie, des transports, de l'hygiène

sociale, des communications, etc., élus par les collectivités professionnelles ou de métier ; avec des pouvoirs législatifs et le droit d'élire un commissaire général ayant pouvoirs de ministre.

*Pour le problème social :*

a) Promulgation rapide d'une loi qui sanctionne pour tous les travailleurs la journée légale de huit heures de travail.

b) Le salaire minimum.

c) La participation des représentants des travailleurs au fonctionnement technique de l'industrie.

d) L'octroi aux organisations prolétariennes elles-mêmes (pourvu qu'elles en soient dignes moralement et techniquement) de la gestion d'industries ou de services publics.

e) L'organisation rapide et complète des cheminots et de toutes les industries des transports.

f) Une modification nécessaire du projet de loi d'assurance sur l'invalidité et la vieillesse, qui abaisse la limite d'âge de 65 ans à 55 ans.

*Pour le problème militaire :*

a) Un fort impôt extraordinaire à caractère progressif sur le capital, qui représente une authentique EXPROPRIATION PARTIELLE de toutes les richesses.

b) La confiscation de tous les biens des Congrégations religieuses et la suppression de toutes les menses épiscopales, qui constituent un déficit énorme pour la nation, et un privilège pour un petit nombre. →

**c) La révision de tous les contrats de fournitures de guerre et la confiscation de 85 % des bénéfices de guerre.**

*Il Popolo d'Italia*, 6 juin 1919.

**PROGRAMME  
DU PARTI NATIONAL FASCISTE (1921)**

**Fondements.**

Le fascisme est constitué en parti politique pour renforcer sa discipline et préciser son « credo ».

La nation n'est pas la simple somme des individus vivants ni l'instrument des fins des partis, mais un organisme comprenant la série indéfinie des générations dont les individus sont des éléments passagers ; c'est la synthèse suprême de toutes les valeurs matérielles et spirituelles de la race.

L'Etat est l'incarnation juridique de la nation. (...)

L'Etat.

L'Etat doit être réduit à ses fonctions essentielles d'ordre politique et juridique.

(...) Les pouvoirs et les fonctions attribués actuellement au Parlement doivent être limités.

L'Etat est souverain : et cette souveraineté ne peut ni ne doit être entamée ou diminuée par l'Eglise.

**Les corporations.**

(...)

Les corporations doivent être encouragées selon deux directions fondamentales : comme expression de la solidarité nationale et comme moyen de développement de la production.

Les corporations ne doivent pas tendre à annihiler l'individu dans la collectivité en nivelant arbitrairement les capacités et les forces des individus, mais au contraire à les exalter et les développer. (...)

**Principes de politique intérieure.**

Le parti national fasciste entend conférer une dignité absolue aux mœurs politiques afin que la morale publique et la morale privée cessent de se trouver en contradiction dans la vie de la nation.

Il aspire à l'honneur suprême du gouvernement du pays (...).

Le prestige de l'Etat national doit être restauré : l'Etat (...) doit être le gardien jaloux, le défenseur et le propagateur de la tradition nationale, du sentiment national, de la volonté nationale.

(...)

**Principes de politique extérieure.**

L'Italie doit réaffirmer son droit à réaliser sa pleine unité historique et géographique, même là où elle ne l'a pas encore réalisée ; elle doit remplir sa fonction de bastion de la civilisation latine dans la Méditerranée ; elle doit imposer de façon solide et stable l'empire de la loi sur les peuples de nationalité différente annexés à l'Italie ; elle doit protéger fermement les Italiens à l'étranger, qui doivent jouir du droit de représentation politique (...).

**Principes de politique sociale.**

Le fascisme reconnaît la fonction sociale de la propriété privée qui est à la fois un droit et un devoir. (...).

Le parti national fasciste agira :

a) pour discipliner les luttes d'intérêt désorganisées entre les catégories et les classes. (...).

b) pour sanctionner et faire respecter, en tous lieux et temps, l'interdiction de la grève dans les services publics. (...).

**Politique scolaire.**

L'école doit avoir pour objectif général la formation de personnes capables d'assurer le progrès économique et historique de la nation ; d'élever le niveau moral et culturel de la masse et de promouvoir les meilleurs éléments de toutes les classes pour assurer le renouvellement perpétuel des couches dirigeantes.

(...)

**La justice.**

(...)

Il faut abolir les magistratures spéciales. Le parti national fasciste se déclare favorable à la révision du code pénal militaire.

La procédure doit être rapide.

**La Défense nationale.**

(...) Le parti national fasciste préconise l'organisation immédiate d'une armée qui, en formation complète et parfaite, d'une part surveille, escorte attentive, les frontières conquises, et, d'autre part, prépare dans le pays, entraîne et encadre les esprits, les hommes et les moyens que la nation sait produire, dans ses infinies ressources, à l'heure du danger et de la gloire.

**Organisation.**

Le fascisme en œuvre est un organisme :

- a) politique
- b) économique
- c) de combat

Dans le domaine politique il accueille sans esprit de secte tous ceux qui souscrivent sincèrement à ses principes et obéissent à sa discipline ; il encourage et met en valeur les talents particuliers en les réunissant selon leurs attitudes en groupes de compétence ; il participe intensément et constamment à toutes les manifestations de la vie politique en réalisant de façon contingente ce qui peut l'être pratiquement de sa doctrine et en réaffirmant le contenu intégral.

Dans le domaine économique il encourage la constitution des corporations professionnelles, purement fascistes ou autonomes, selon les exigences de temps et de lieu, sous condition qu'elles obéissent en leur substance au principe national pour lequel la nation est au-dessus des classes.

Dans le domaine de l'organisation de combat le parti national fasciste forme un tout unique avec ses escouades : milice volontaire au service de l'Etat national, force vive dans laquelle s'incarne l'idée fasciste et par laquelle elle se défend.

*Il Popolo d'Italia*, 27 décembre 1921.



« Le gouvernement fasciste  
m'a rendu ma dignité  
de travailleur et d'italien ».  
Affiche de propagande

IL GOVERNO FASCISTA  
MI HA RIDATO LA MIA DIGNITA'  
DI LAVORATORE E D'ITALIANO



Adolf dans l'ombre de Benito. Dessin de propagande américain.

Mussolini dit encore : « Aucune action n'échappe au jugement moral ; rien au monde ne peut être privé de la valeur qu'ont toutes choses en fonction des fins morales. La vie, par conséquent, telle que la conçoit le fasciste, est grave, austère, religieuse : elle est vécue tout entière dans un monde porté par les forces morales et responsables de l'esprit. Le fasciste méprise la vie commode. Le fascisme est enfin une conception religieuse qui considère l'homme dans son rapport sublime avec une Loi supérieure, avec une Volonté objective qui dépasse l'individu. »

Des mots, de simples mots ? Des mots, cependant, qui demeurent chargés d'une certaine puissance dynamique. On verra ce que ce pragmatique en fera... Mussolini est rongé par deux vices internes inguérissables — qui appartiennent à son époque, hélas ! — : un profond mépris de la paix qui n'est, au fond, qu'un culte de la force et par où il rejoint aussi bien le marxisme-léninisme du matérialiste Staline que le national-socialisme du raciste Hitler ; et un aussi profond mépris de la liberté et des droits les plus sacrés de la personne humaine.

## La rencontre Hitler-Mussolini : un télescope

La fatalité, à moins qu'il ne s'agisse de la cohérence du totalitarisme, voudra que Hitler se rapproche de Mussolini, puis de Staline. Renversant les rôles, le Führer dominera le Duce, le réduisant pratiquement à une marionnette et le conduisant à la guerre avec le « petit père » des peuples... Shakespeare n'aurait pas imaginé mieux.

Mussolini-Hitler... Etrange attelage qui va se former entre 1936 et 1939 !

Quels contrastes entre les deux dictateurs ! Hitler, l'Autrichien, Mussolini, l'Italien. Le premier a une intelligence intuitive ; le second, une intelligence déductive. L'un est un introverti, l'autre un extraverti.

Hitler donne parfois l'impression de rêver, mais il est rarement silencieux. Il monologue interminablement, des heures entières, sans rien écouter. Il a une mémoire prodigieuse qu'il sait utiliser à tout instant. Il a horreur d'écrire, de travailler à une table. Il préfère dicter, en marchant de long en large. Toutes ses idées et ses émotions se traduisent par la parole. Il se couche tard, se lève tard et laisse les dossiers à ses collaborateurs.

Mussolini est positif. Il se mêle de tout, s'intéresse à tout. Il a une curiosité et un raisonnement de journaliste. Il passe de longues heures à sa table de travail, écrivant un article, annotant la presse italienne et étrangère, ou un dossier. Il comprend l'anglais, l'allemand et le français. Il parle fort bien le français et l'allemand (mais avec un accent très méridional).

Qu'ont-ils en commun, ces deux dictateurs ? Pratiquement rien.

Mussolini est un père de famille typiquement italien. Il adore ses enfants et aime jouer avec eux. Il adore sa femme mais il a cent aventures brèves et aussi quelques liaisons durables : Margherite Sarfatti, Angela Curti et, enfin, Clara Petacci.

Hitler restera toute sa vie un petit-bourgeois autrichien mal dans sa peau. Il aura des familiers mais pas de famille, malgré sa longue liaison avec Eva Braun. Il est très sensible au charme féminin, mais d'une grande timidité qu'il dissimule sous une certaine raideur et des gestes cérémonieux d'une galanterie surannée. Hitler n'est pas un croque-mitaine. Il aime les enfants... des autres. Ceux de Goebbels qui l'appellent « oncle Adi » et le considèrent comme un « oncle gâteau ». Il aime aussi les chiens, surtout les bergers. Il est capable de jouer longuement avec celle qui sera sa plus fidèle compagne, « Blondi », qu'il fera empoisonner avant de se suicider dans le Bunker.

Hitler, c'est le « soleil noir », la brume nordique. [ « Au début du siècle, dira-t-il, il y avait ceux qu'on appelait les wagnériens. Les autres, on ne leur donnait pas de nom. » ] Mussolini, c'est le soleil blanc brillant à son zénith, la lumière méditerranéenne.

Leur première rencontre, à Venise en 1934, a été un télescope. Ils ne se sont pas du tout reconnus complices en dictature. Mussolini a été condescendant et même méprisant. Hitler a été humilié, ulcéré par le « grand homme du fascisme » qui lui donnait des leçons et le sermonnait sèchement.

### Le fascisme selon Mussolini

« **L** E principe essentiel de la doctrine fasciste est la conception de l'Etat, de son essence, de son rôle, de ses fins. Pour le fascisme, l'Etat est l'absolu devant lequel les individus et les groupes ne sont que le relatif... Tout dans l'Etat, rien contre l'Etat, rien en-dehors de l'Etat... Le libéralisme niait l'Etat dans l'intérêt de l'individu, le fascisme réaffirme l'Etat comme la véritable réalité de l'individu... L'individu n'existe qu'en tant qu'il est dans l'Etat, il est subordonné aux nécessités de l'Etat et, au fur et à mesure que la civilisation prend des formes de plus en plus complexes, la liberté de l'individu se restreint toujours plus... »

(Mussolini, « Le Fascisme ».)

L'assassinat du chancelier Dolfuss, à Vienne en 1934, a creusé le fossé entre eux. Mais, deux ans plus tard, ils se trouveront côte à côte dans la guerre d'Espagne... Puis, ce sera leur curieuse « amitié ».

Les variations des sentiments d'Adolf Hitler envers Benito Mussolini se résument en quatre citations.

Dans « Mein Kampf », Hitler écrit : « *J'avoue ouvertement qu'en ces années (entre 1919 et 1925) j'ai conçu la plus grande admiration pour le grand homme né au sud des Alpes, qui, animé d'un amour brûlant pour son peuple, n'a pas pactisé avec tous les ennemis intérieurs de l'Italie, mais s'est efforcé de les anéantir de toutes ses forces et par tous les moyens. Ce qui rangera Mussolini parmi les grandes figures de l'Histoire, c'est la détermination avec laquelle il a refusé de partager l'Italie avec le marxisme et l'énergie avec laquelle il a poursuivie l'anéantissement de l'internationalisme pour sauver sa patrie de son emprise.* »

Dans les « Libres propos », recueillis par Martin Bormann, Hitler déclare le 20 novembre 1941 : « *Que se serait-il passé si l'Italie, au lieu de devenir fasciste, était devenue communiste ? Nous devons être reconnaissants au Duce d'avoir écarté ce danger de l'Europe. C'est là un service rendu par lui qu'il ne faudra jamais oublier. Mussolini est un homme à la taille des siècles. Sa place est marquée dans l'Histoire. L'Italie, que ne doit-elle pas à Mussolini ? Quelles réalisations dans tous les domaines !* »

## Quand le Führer juge le Duce

Cependant, dans les autres propos recueillis par Bormann, en 1945, publiés sous le titre de « Testament politique de Hitler », le Führer a une propension très nette à rendre le Duce et les Italiens responsables de la défaite du Troisième Reich. Hitler étant infaillible, il fallait bien trouver quelques boucs-émissaires.

Le 20 février 1945, Hitler déclare : « *En dépit de la confiance totale que j'avais en Mussolini, j'ai dû lui laisser ignorer mes intentions chaque fois qu'une indiscretion aurait pu desservir nos projets. Si, moi, j'avais confiance en Mussolini, lui avait confiance en Ciano — lequel n'avait pas de secret pour les jolies femmes qui papillonnaient autour de lui.* »

### Qui a dit :

« *Le fascisme est lui-même un parti, comme les précédents, vicié d'esprit révolutionnaire.* » ? (1)

« *Le coup d'Etat fasciste a réussi parce qu'il était porté par la sympathie, par l'assentiment préalable d'une portion considérable de l'opinion.* » ? (2)

(1) « *L'Action française* », 28 octobre 1922.  
(2) Léon Blum, « *Le Populaire* », 31 octobre 1922.

Déjà, trois jours avant, le 17 février 1945, Hitler avait dit : « *A juger froidement les événements, abstraction faite de toute sentimentalité, je dois reconnaître que mon amitié indéfectible pour l'Italie et pour le Duce pourrait être portée au compte de mes erreurs. Il est visible, en effet, que l'alliance italienne a rendu plus de services à nos ennemis qu'elle ne nous en aura rendu à nous-mêmes. L'intervention de l'Italie ne nous aura apporté qu'une aide minime en regard des difficultés nombreuses qu'elle a suscitées pour nous. Elle aura contribué, si nous ne la gagnons pas en dépit de tout, à nous faire perdre la guerre ! [...] Ah, si les Italiens étaient demeurés à l'écart de la guerre ! [...] Par reconnaissance — car je ne puis oublier l'attitude du Duce au moment de l'Anschluss —, je me suis toujours abstenu de critiquer et de juger l'Italie. Je me suis appliqué au contraire à la traiter toujours en égale. Les lois de la vie montrent malheureusement que c'est une erreur de traiter en égaux ceux qui ne sont pas réellement vos égaux. Le Duce était mon égal. Peut-être même m'était-il supérieur du point de vue de ses ambitions à l'égard de son peuple. Mais ce qui compte, ce ne sont pas les ambitions, ce sont les faits [...] Mon attachement à la personne du Duce n'a pas changé, ni mon amitié instinctive pour le peuple italien. Mais je regrette de n'avoir pas écouté la raison qui me commandait une amitié brutale (sic) avec l'Italie [...] La vie ne pardonne pas à la faiblesse.* »

Tout est dit.

En quelques phrases, Hitler résume ce qui s'est passé entre 1936 et 1945. Neuf années d'une bien singulière amitié qui pèse lourd au tribunal de l'Histoire.



« *Le Duce rend visite aux mineurs de Cogné » (Val d'Aoste).*

## Un bourgeois français assiste à la marche sur Rome



Groupe de fascistes toscans partant pour Rome. (Dessin de Georges Leroux, 1922.)

# Psychologie du fasciste

Par Paul HAZARD

**P**ROFESSEUR de littérature à la Sorbonne, auteur d'un « best-seller » des lycées et collèges — « La crise de la conscience européenne » — et futur académicien français, Paul Hazard n'était pas vraiment préparé à comprendre le phénomène fasciste.

Mais l'Histoire dispose aussi des membres de l'Institut. Celui-ci assista, fortuitement, à la « marche sur Rome » et donna à la très convenable « Illustration », peu de temps après, une description de la « psychologie du fasciste ». La part faite des clichés d'époque, ce texte éclaire l'état d'esprit de la bourgeoisie française face aux « squadristi », ces étranges révolutionnaires de l'ordre.

« Le fasciste est un patriote ; mais non pas un de ces patriotes indolents qui ne sortent leurs convictions qu'au jour de la fête nationale : c'est un patriote exaspéré. On a voulu lui prendre sa patrie, pour la détruire : d'où, chez lui, de la douleur, de la colère, de la rage, et la volonté inébranlable de ne pas permettre un tel attentat. Il professe le culte de la déesse Nation. Tous les problèmes, c'est par rapport à la nation qu'il les considère : qu'il s'agisse de politique intérieure ou de politique étrangère, est bon ce qui favorise la nation, est mauvais ce qui lui nuit. Je me rappelle le cri de Mussolini, comme je lui disais, il n'y a pas si longtemps, que le patriotisme italien me semblait très suffisamment réveillé : « Non ! le patriotisme italien n'est rien encore ! Vous verrez où je le mènerai ! ». Je me rappelle son attitude de lutteur, le corps tendu en avant ; et l'éclat de ses yeux, dans son masque glabre et mat.

» Point de fascisme sans courage. Quand les fascistes ont commencé leur action, ils étaient un contre mille ;

cette belle audace est définitivement entrée dans leur psychologie. Ils ont risqué leur vie pour imposer leur volonté ; et, dès lors, ils ont pris l'habitude de compter leur existence pour peu de chose, — habitude plus difficile à suivre qu'il ne paraît théoriquement. Elle leur a beaucoup rapporté. Car ils se sont bientôt rendu compte de l'empire que pouvaient exercer, sur la multitude peureuse, quelques âmes résolues ; et ils ont adopté la violence comme moyen d'action. Ils estiment qu'ils ont le bon droit pour eux, comme tout le monde ; mais, à la différence des autres, ils se font à la fois juges et justiciers. Ils organisent leur propre règne par les moyens les plus expéditifs. Ils ne tournent pas l'obstacle, ils le suppriment. Ils ne perdent pas de temps à convaincre leur ennemi, ils l'empêchent de nuire ; s'il est dangereux, ils l'abattent. Bref, c'est sur la violence qu'ils fondent la légalité ; et leur volonté, c'est le droit. Le fasciste sait que tous les chemins mènent à Rome ; mais il n'y va pas par quatre chemins.

### « Quelque chose de l'orgueil romain »

» S'il est démocrate ou non, c'est une question pendante. Le fascisme a été une réaction de la petite bourgeoisie qui ne voulait pas périr ; il a été soutenu jusqu'ici par la bourgeoisie riche ; ce sont des bourgeois qui forment le meilleur de ses éléments. Par sa doctrine, il n'est pas seulement bourgeois, il est aristocratique. Mais quoi ? Il se recrute aussi parmi le peuple. Il connaît la force du peuple et sait qu'aucun pouvoir, aujourd'hui, ne peut durer sans son consentement. Et, d'autre part, la démocratie, après avoir

abandonné les bergers qui lui avaient vainement promis de le conduire aux pays d'Eldorado, se tourne d'elle-même vers les gens énergiques, qu'elle reconnaît comme étant seuls capables de commander. Tout cela fait un mélange de tendances contradictoires, que les intéressés n'ont pas encore complètement débrouillé. Disons que le fasciste, qui estime que la foule est faite pour obéir, a cependant tendresse de cœur pour le peuple ; et qu'il est un bourgeois démocrate, ou un démocrate bourgeois.

» Point de psychologie, si fraîche et si nouvelle qu'elle semble, qui ne s'explique par des antécédents lointains. Pour comprendre la psychologie fasciste, il faut se rappeler toute la psychologie italienne : moins usée que la nôtre, moins polie par le frottement ; plus vive en toutes ses réactions, plus près de la nature, plus voisine des instincts primitifs, plus violente et comme plus farouche. Ce n'est pas en vain que les troupes fascistes prennent des noms empruntés aux légions de Rome, les principes ou les triarii : il y a dans l'âme du parti quelque chose de l'orgueil romain, impérieux, dominateur. Du condottiere, on retrouve en eux l'esprit d'aventure, l'amour des équipées guerrières, l'habitude des coups de main. Les villes italiennes du Moyen Age et de la Renaissance voyaient arriver tout d'un coup des bandes vengeresses, qui pillaient quelques maisons, donnaient l'assaut au château-fort, exécutaient sommairement les chefs ennemis, et partaient : — comme aujourd'hui. Les fascistes sont les petits-fils des combattants du Risorgimento, de ceux qui, de 1815 à 1870, ont voulu et ont réalisé l'indépendance de l'Italie : des chemises rouges des Garibaldiens à leurs chemises noires, la différence n'est pas si grande. Mais la psychologie des fascistes s'explique surtout par la récente guerre. Parce qu'il n'ont pas voulu que leur effort sanglant fût vain, et qu'on vint leur arracher le fruit d'une victoire si durement acquise, ils se sont dressés. De l'armée, ils ont gardé les uniformes, les cadres, la discipline et l'esprit. Cette vie meilleure et plus belle qu'on leur avait promise comme prix de leurs souffrances, et dont ils ne voyaient pas luire l'aube dans la paix enfin retrouvée, ils l'ont cherchée non pas dans un rêve messianique aboutissant à plus de misère et à plus de mal, mais dans l'organisation d'une Italie plus forte, plus prospère, plus consciente de sa propre valeur. Tous les fascistes n'ont pas fait la guerre ; mais le type du fasciste en soi, c'est l'ancien combattant.

### « Le fasciste est jeune »

» Ce n'est pas tout. Le fasciste est jeune. Dans les cortèges défilant au pas cadencé, on voit plus d'adolescents imberbes que de barbes blanches. Le fasciste n'attend pas le nombre des années : on est fasciste sur les bancs de l'école ; les lycées italiens sont pleins de fascistes impatientes. Violent contraste avec les habitudes de notre Europe un peu décrépite : les chefs du mouvement sont jeunes, et très jeunes ; on n'estime pas, dans le parti, qu'il faille attendre d'être las et désabusé pour arriver au pouvoir. Mais c'est l'esprit même du fascisme qui est jeune : de la jeunesse, il a la fougue, les emportements, la foi, et la belle conviction

que, tout ayant été très mal jusqu'ici, tout ira demain le mieux du monde.

» Est-ce tout, enfin ? Ajoutons la passion du panache. Les fascistes n'aiment pas qu'on mette son chapeau dans sa poche, ils le veulent aux fenêtres. Ils exigent l'insigne à la boutonnière, pourvu que ce soit le leur. Réaction naturelle contre les temps, encore proches, où la seule couleur tolérée en Italie était le rouge ; pour leur compte, ils ont fait fleurir partout le tricolore. Mais ils professent un goût naturel et spontané pour les bannières qui claquent au vent, pour les défilés et les parades, pour les cris de guerre et pour les fanfares, pour les uniformes sensationnels et pour les têtes de mort brodées sur les chemises noires. Ils ont des gestes, des attitudes, des mots d'acteurs ; ils rappellent quelquefois des scènes de théâtre. Seulement, leurs fusils sont chargés et ont même une tendance à partir tout seuls ; et, quand la pièce est finie, les morts ne se relèvent pas pour saluer :

» Cette psychologie se nuancera-t-elle de prudence ? S'enrichira-t-elle de sagesse ? Sera-t-elle souple pour se modifier suivant les nécessités de l'heure, maintenant que les fascistes sont au pouvoir ? Ils ont été, jusqu'ici, comme il convient à un parti d'opposition, remuants et instables : il leur faut à présent le calme et la stabilité. Il semble que leur chef, qui entre autres qualités possède un sens très averti des réalités, l'ait compris. Autre affaire : leur jeune force, étant désormais sans rivale dans le royaume qu'elle vient de conquérir, aura-t-elle la modération suffisante pour ne pas employer, en matière de politique étrangère, les méthodes qui lui ont réussi à l'intérieur ? La psychologie fasciste, si ardente, si fougueuse, s'efforcera-t-elle de ne point heurter la psychologie des voisins de l'Italie, de ses alliés, de ses amis ? Aura-t-elle conscience du danger qu'il y aurait à vouloir transformer en lois universelles ses méthodes particulières ? Bon prophète qui pourrait le dire ! On peut tout au moins le souhaiter, pour l'amitié qui nous lie à l'Italie, et pour la paix du monde. »

« L'Illustration », 11 novembre 1922.



Un groupe de « squadristi », aux portes de Rome (dessin de Georges Leroux, 1922).

# L'ÉCHEC DU FASCISME

par Jean **PATRICE**



**Marcel Bucard** défile à la tête de ses « Francistes » à Rome, au début des années 30. Le mouvement ne sera qu'une « plate copie, sans ombre d'intelligence » du style mussolinien.

**S**OUS le titre « Ni droite ni gauche », un historien israélien, Zeev Sternhell, publiait voici peu une remarquable étude sur les origines du fascisme français (1).

Situer le fascisme dans la géographie politique n'a pas qu'un intérêt universitaire. Le débat est en effet toujours ouvert entre les uns, qui veulent repousser dans l'« enfer fasciste » tout ce qui ne se réclame pas explicitement de la gauche et ceux qui, à droite, récusent l'étiquette infamante en rappelant que Mussolini était issu du sérail socialiste.

Or, ceux qui, entre 1925 et 1940, animèrent les formations inspirées des faisceaux venaient aussi bien de la droite maurassienne que de la gauche marxiste.

(1) Zeev Sternhell, « Ni droite ni gauche », Paris, le Seuil.

Le premier mouvement fasciste français, directement calqué sur l'exemple italien, fut le « Faisceau », créé, comme un symbole, le 11 novembre 1925 par Georges Valois et Jacques Arthuys. Ce mouvement était la suite logique des campagnes menées par le journal de Valois, « Le Nouveau Siècle », dont les lecteurs étaient pour la plupart des sympathisants royalistes de « L'Action française ».

Lorsqu'il créa « Le Faisceau » en 1925, Georges Gressent, dit Valois, était âgé de 48 ans. Il avait fréquenté pendant un certain temps les milieux libertaires et les groupes d'intellectuels anarchistes avant de rallier le mouvement maurassien. De ces deux expériences, il allait rapporter la volonté d'associer le socialisme révolutionnaire d'essence proudhonienne avec le nationalisme le plus intransigeant.

Pour Valois, il y a dans le fascisme des vérités qui dépassent les frontières :

— *Il y a une chose remarquable : le fascisme et le communisme viennent d'un même mouvement. C'est une même réaction contre la démocratie et la ploutocratie. Mais le communisme moscovite veut la révolution internationale parce qu'il veut ouvrir les portes de l'Europe à ses guerriers, qui sont le noyau des invasions toujours prêtes à partir pour des rivages de la Méditerranée. Le fasciste latin veut la révolution nationale, parce qu'il est obligé de vivre sur le pays et par conséquent d'organiser le travail sous le commandement de sa loi nationale.*

Il est intéressant d'observer, avec le recul du temps, qui étaient les premiers compagnons fascistes de Valois : Serge

## Le cube d'air de Philippe Lamour

« **Q**UE voulons-nous ? Substituer certains politiciens à d'autres politiciens ? Préparer les « bonnes élections » ? Non. Nous voulons créer une atmosphère, des institutions, un régime où puissent respirer ceux qui sont nés vers 1900, la France qui vient.

» *C'est ce qu'ont rêvé les générations de la Victoire. C'est ce qu'elles doivent réaliser. Nous sommes les fils du vingtième siècle. Nous réclamons notre cube d'air. Pas autre chose.*

» *Nous cherchons l'Etat qui nous donnera les institutions adaptées à notre façon de voir, de penser et d'agir, à nos goûts, à nos besoins. Qui pensera jeune, clair, neuf. Et qui réalisera.*

»... *Nous croyons que c'est l'Etat fasciste, qui apportera la foi, l'organisation et la discipline, qui permettront :*

1° *Une vie sociale organisée, encadrée par des institutions solides, fécondes, propres à assurer la grandeur et la prospérité de la Nation.*

2° *La libération de l'individu pour le développement de la plénitude de ses initiatives et de ses talents, et le reclassement des valeurs pour l'utilisation rationnelle des mérites.*

3° *La réalisation d'une civilisation jeune, adaptée à la transformation du monde, comportant une nouvelle prospérité et une nouvelle beauté. »*

(Philippe Lamour : « La République des producteurs » 1926).

André devait se retrouver quelques années plus tard au PPF de Doriot, Maurice Barral devait rejoindre la gauche progressiste, Philippe Barrès, le fils du grand écrivain nationaliste, allait devenir gaulliste, Marcel Bucard devait finir sa carrière devant le peloton d'exécution pour son action pro-allemande sous l'Occupation. Quant à l'économiste Philippe Lamour, le doctrinaire du mouvement, celui qui définit le premier ce que pouvait être un fascisme français, il siège depuis 1945 dans tous les organismes sociaux, aménage les régions, préside les fédérations de producteurs, et il est l'une des personnalités les plus éminentes du Languedoc-Roussillon.

Si « Le Faisceau » était à l'origine un fils illégitime de

« l'Action française », il devait compter parmi ses premiers dirigeants un certain nombre d'hommes en provenance directe de la gauche : Hubert Bourgin venait de la SFIO, Marcel Delagrangé était l'ancien maire communiste de Périgueux. Le journaliste Marcel Dumoulin avait affiché son appartenance à la démocratie chrétienne. Henri Lauridan était l'ancien secrétaire général de l'Union départementale du Nord de la CGTU. Louis Doré et René Venot étaient eux aussi des dirigeants syndicalistes. Le docteur Julien Beaugendre était un ancien socialiste.

L'organe du « Faisceau », « Le Nouveau Siècle » qui devait paraître jusqu'à la déconfiture du mouvement en 1928, eut pendant sa courte existence une rédaction aussi brillante que diverse, où figuraient plusieurs académiciens ou futurs académiciens : René Benjamin, Roger Giron (futur gaulliste), Henri Massis, Georges Suarez (qui devait être fusillé après la Libération), Jean et Jérôme Tharaud, Pierre Benoit, Jean Oberlé (celui de la radio de Londres), Xavier Vallat (le futur commissaire général aux affaires juives du gouvernement de Vichy), Abel Bonnard (que l'on allait retrouver dans le sillage de Doriot puis ministre de l'Instruction publique du maréchal Pétain), James de Coquet (celui de « Figaro »), Pierre Dominique (celui de « Rivarol »), Claude Farrère, André Maurois, André Thérive, Jean Luchaire (fusillé à la Libération), et Pierre Descaves.

C'est dire que l'esprit de la marche sur Rome avait alors pénétré dans les secteurs les plus divers de la pensée française.

Il est vrai que le secrétaire délégué à la propagande financière du « Faisceau » fut pendant un temps Jacques Debù-Bridel, futur sénateur gaulliste de la Seine, aujourd'hui gaulliste de gauche et président de l'Association des combattants de la Résistance.

## Les Camelots du Roi à l'assaut du « Faisceau »

Le premier mouvement fasciste entra en agonie en 1927. Qui donc lui avait porté les coups dont il allait mourir bien vite ?

Ce n'était pas la gauche, mais l'Action française. Les campagnes contre Valois, traité de « bourrique », dénoncé comme un indicateur de police et comme un escroc par la presse maurrassienne avaient stoppé le recrutement.

Une des premières réunions du Faisceau, salle des Horticulteurs, devait être sabotée par les Camelots du Roi : « *Vers 21 heures, Georges Valois était à la tribune, racontera un journaliste du « Temps », lorsqu'une fusée allumée tomba sur l'estrade : elle avait été lancée sur l'orateur qu'elle blessa. Ce fut le signal d'un déchaînement général. D'autres engins furent allumés : une insupportable fumée, sentant le soufre, rendit l'atmosphère irrespirable. Les camelots d'AF se jetèrent sur la tribune, bousculant les membres du Faisceau, MM. G. Valois, directeur du « Nouveau Siècle », Jacques Arthuys, rédacteur en chef, Bourgin, président du Faisceau universitaire, les contraignant par la force à descendre. A demi suffoqués, les assistants évacuèrent la salle, les bousculades continuèrent jusque dans le vestibule. Les pompiers furent appelés d'urgence pour parer à tout danger. Quand ils arrivèrent, la salle était complètement vide, ils se bornèrent à l'aérer. A l'arrivée de la police, il ne restait là que des fascistes molestés. »*

Accusée de tourner en rond, de subir échec sur échec, l'AF peut au moins interdire que l'on tienne boutique en son fief étudiant. Valois, effaré, se venge en traçant un vif portrait de l'un des responsables du méchant chahut, le colonel Larpent.

— *C'est un grand corps dégingandé, les chaussettes en vrille, avec une tête de microcéphale, et des oreilles décollées. La sombre brute. Le vieux militaire abruti par la cigarette. J'ai*



Une parade maigrichonne du premier mouvement fasciste français, le « Faisceau » de Georges Valois (1925).

*été épouvanté. J'ai commencé d'entrevoir que, avec les gens de cette espèce, l'affaire Dreyfus pouvait avoir été une fantastique histoire construite sur rien du tout.* (sic)

Une terrible explication a eu lieu peu de temps auparavant entre Maurras et Valois. Le maître de l'AF avait accusé le disciple de détourner de l'argent de l'Action française vers son propre hebdomadaire. Pour Valois tout était clair.

— *Maurras et ses commanditaires avaient toléré ma politique ouvrière, tant qu'ils avaient pu la mener sur le plan de la littérature, mais du jour où je déclarais que nous passions à l'action pratique, on voulait m'arrêter net.*

Le fondateur du Faisceau français cherche alors à trouver une nouvelle clientèle en se rapprochant de la gauche syndicale. Cette manœuvre provoque aussitôt une scission dans son mouvement, Philippe Lamour partant avec la plupart des militants de Paris et de la banlieue. Les derniers fidèles, séparés de Valois, tentèrent encore de faire survivre un parti fasciste révolutionnaire, où, avec le Dr Winter, Maurice de Barral, Marcel Dumoulin on retrouvait Le Corbusier et Hubert Lagardelle.

En vain. Le premier mouvement fasciste français avait vécu.

Mais bien d'autres ligues, partis, groupes ou groupuscules s'inspirèrent peu ou prou de l'esprit fasciste qui alors s'emparait des pays européens.

## Un bonapartiste lance les Jeunesses patriotes

Tel le mouvement des Jeunesses patriotes qui naquit en 1924 d'une scission provoquée au sein de la vieille Ligue des patriotes du général de Castelnau par ses éléments les plus jeunes et les plus dynamiques, réunis autour de Pierre

Taittinger, jeune député bonapartiste et industriel entreprenant.

Dès sa naissance, le nouveau mouvement connut un événement tragique. Le 25 avril 1925, des coups de feu étaient tirés rue Darnémont à la sortie d'une réunion des JP, tuant quatre militants.

Ce drame bouleversa les Parisiens et le mouvement de Taittinger reçut des adhésions par centaines. Les fonds qui étaient rares jusque-là commencèrent à affluer dans ses caisses et quelques mois plus tard le mouvement pouvait faire paraître un hebdomadaire intitulé « Le National ».

Entre 1925 et 1928, Taittinger allait rassembler quelques-uns des hommes qui, pendant plus de cinquante ans, illustreraient la droite classique en France : Henri de Kérillis, le pasteur Soulier, Jean Ybarnégaray, Désiré Ferry, Henry Bordeaux.

Les Jeunesses patriotes sont à ce moment, sans nul doute, beaucoup plus proches que le Faisceau des définitions de la droite classique. Les Jeunesses patriotes sont revenues aux bases nationalistes et rejettent totalement le socialisme. Malgré tout, dans sa condamnation formelle des puissances d'argent, le mouvement de Taittinger lance les idées qui s'épanouiront au temps de Vichy dans la Révolution nationale et dans sa Charte du travail.

Les Jeunesses patriotes seront tout naturellement dans la rue le 6 février pour dénoncer « la république des voleurs ». Le mouvement n'y survivra pas.

En 1935, il est frappé par la dissolution des ligues. Il tente de se reconstituer dans le parti national populaire que le ministre de l'Intérieur du Front populaire, Roger Salengro, s'empresse d'interdire. Ce parti renaîtra sous la forme du Parti républicain national et social qui dénonce « l'oppression du capitalisme international et la dictature des trusts » et exprime de façon très nette les principes d'une droite corporatiste.

A sa direction siègent, aux côtés de Pierre Taittinger : Philippe Henriot, futur ministre de l'Information de Vichy, le

pasteur Soulier, Xavier Vallat, Joseph Denais, René Richard (futur dirigeant syndicaliste) et Roger de Saivre.

Ce dernier avatar des JP cessera toutes ses activités à la déclaration de guerre en 1939.

## Le parfumeur ami du peuple

Jusque dans les années trente, aucun admirateur français du « modèle » transalpin n'avait encore osé imiter le fascisme dans ses goûts immodérés pour l'uniforme. La Solidarité française, fondée en 1933, en référence aux chemises noires, ne devait pas hésiter à revêtir ses hommes de chemises bleues.

Quand on évoque ce mouvement groupusculaire, on ressuscite le souvenir du commandant Jean-Renaud, ancien officier d'ordonnance du radical Albert Sarraut en Indochine. En réalité, le fondateur et le commanditaire de la Solidarité française n'était autre que le fantasque parfumeur milliardaire François Coty, patron du « Figaro » et créateur de « l'Ami du Peuple ». Admirateur du Duce, chatouillé par l'ambition politique, Coty fit appel aux anciens combattants et à l'éditorialiste de « l'Ami du Peuple », Jean-Renaud. A la Solidarité française, malgré la chemise bleue, on hésite encore à se déclarer « fasciste » mais on lutte ouvertement contre les communistes, les trusts et pour la construction d'« un ordre corporatiste ». On ne se prive guère, également, de dénoncer « les Juifs et les francs-maçons ». Cela n'empêche pas le mouvement de recruter son service d'ordre chez les travailleurs nord-africains, particularité qui lui vaut de n'être plus appelé que la « Sidilarité française » par les militants des ligues concurrentes.

Le mouvement progressa régulièrement jusqu'à la déconfiture financière (pour cause de divorce) et la mort du Napoléon de la presse et de la parfumerie. Le commandant Jean-Renaud en prit alors la direction avec, parmi ses principaux adjoints, l'avocat Laurent-Cely, le père de l'écrivain Jacques Laurent, alias Cécil Saint-Laurent.

A ce moment la Solidarité française fut considérablement gênée dans son recrutement par le succès des Croix de feu, Coty s'étant beaucoup intéressé à ce mouvement d'anciens combattants à ses débuts ; mais la rupture était consommée depuis qu'il avait lancé son propre mouvement.

Aujourd'hui encore, on ne peut assimiler les Croix de feu à la droite fasciste sans provoquer la réaction indignée des héritiers du colonel de La Rocque, toujours prêts à jurer que cette organisation, créée par d'authentiques héros de la guerre 14-18, s'inscrivait dans la logique d'une droite républicaine et légaliste.

Pourtant, ceux qui fondèrent le mouvement en 1927 ne cachaient pas leur hostilité au régime des partis, à la République parlementaire, à la gauche dans son ensemble, qu'elle soit radicale ou marxiste,

## Les Croix de feu et la mystique « anciens combattants »

Cette politisation du mouvement, à partir de la mystique « anciens combattants », s'accroît encore lorsque le colonel François de La Rocque, brillant soldat de la guerre 14 et ancien collaborateur du maréchal Foch, succéda au capitaine Genay comme chef de l'organisation,

Alors que le 6 février 1934 devait provoquer la disparition de plusieurs mouvements de la droite activiste, il allait au contraire assurer le développement très rapide des Croix de feu et des Volontaires nationaux.

Les Croix de feu étaient le 6 février place de la Concorde — pour cette vaste réaction nationale au scandale Stavisky —, ils y étaient tout comme l'Action française, les Jeunesses patriotes et la Solidarité nationale. Curieusement, la grande presse d'information attribua le rôle principal dans cette émeute parisienne au colonel de La Rocque et à ses 12 000 militants parisiens, alors qu'il fut établi par la suite qu'en refusant de porter le coup fatal au régime menacé, La Rocque fut, en fait, le 6 février, l'homme qui sauva la République.



Le « grand Jacques » Doriot prend la parole lors d'un meeting du PPF à Marseille, en juillet 1936.



**Une cérémonie des Croix de feu. A droite, le colonel de La Rocque (alias « Casimir »). A gauche, Jean Mermoz.**

Il chercha lui-même, par la suite, à établir qu'il avait chassé le gouvernement Daladier, mais en réalité « Casimir » — ainsi qu'on le surnommait — avait refusé d'assumer la responsabilité essentielle au moment où tout aurait pu basculer.

Des accusations graves (jamais confirmées par le moindre document sérieux) furent portées contre le colonel. Son ancien adjoint, activiste déçu, le duc Pozzo di Borgo, déclara notamment à l'hebdomadaire de droite « Choc » :

— *Puisque le colonel émarge aux fonds secrets, il est bien naturel que la presse, elle aussi stipendiée par le gouvernement, monte ses hauts faits en épingle et lui attribue en même temps ceux des autres.*

Il est certain que l'action des Croix de feu, et plus encore les déclarations de leur chef devant la commission parlementaire d'enquête sur les événements du 6 février 1934 permirent à la gauche de nourrir une vaste campagne sur les thèmes de la menace « fâchiste ». Cette campagne allait aboutir à la constitution du Front populaire, à la victoire de la gauche aux élections législatives et à la dissolution des mouvements de droite.

Peut-on dire aujourd'hui que l'organisation des Croix de feu fut un mouvement fasciste ?

Son programme prévoyait le refoulement des travailleurs étrangers sans travail, la réforme du statut des sociétés anonymes, la lutte contre les tendances monopolistiques des grandes sociétés, mais aussi la réduction du nombre des parlementaires, le contrôle des ressources de la presse et des partis politiques, la rupture avec la Société des nations,

Parmi les députés qui reprirent à leur compte le programme des Croix de feu, il faut citer Jean Ybarnégaray, Jean Chiappe,

Edouard Frédéric-Dupont (actuel député RPR de Paris), Henri de Kérillis, Georges Scapini (le futur ambassadeur aux prisonniers du gouvernement de Vichy), Emmanuel Temple, Jean-Louis Tixier-Vignancour, mais aussi le docteur Cousin, président de l'Union antimaçonnique de France.

Le 18 juin 1936, le mouvement des Croix de feu fut dissous par un décret portant la signature du président du Conseil, Léon Blum, du ministre de l'Intérieur, Roger Salengro, et du garde des Sceaux, Marc Rucart. Quelques jours plus tard était déclaré à la préfecture de police le Parti social français que présidait le colonel de La Rocque.

Il avait à ses côtés le maréchal Franchet d'Esperey, l'aviateur Jean Mermoz, le tennisman Jean Borotra (futur ministre du gouvernement de Vichy), sans oublier quelques-uns de ceux qui allaient devenir un peu plus tard les lieutenants de Jacques Doriot au P.P.F., Bertrand de Maud'huy, Claude Popelin et Yves Paringaux.

Personne ne pouvait alors s'y tromper. Le Parti social français n'était qu'un camouflage juridique des Croix de feu. Le gouvernement de gauche prit alors prétexte de cette évidence pour engager, en avril 1937, des poursuites contre ses dirigeants pour reconstitution de ligue dissoute.

Jean Mermoz venait de disparaître au cours d'un vol au-dessus de l'Atlantique et ne put donc être inculpé avec ses camarades La Rocque, Ybarnégaray, Charles Vallin.

C'est finalement sous les coups de la droite classique que le colonel de La Rocque et son mouvement perdirent leur grande influence. Face aux accusations lancées par Pozzo di Borgo, l'ancien président du conseil André Tardieu, appelé à témoigner, confirma qu'à vingt ou vingt-cinq reprises, dans son

appartement parisien de l'avenue de Messine, il avait reçu le colonel de La Rocque et lui avait versé des sommes importantes sur les fonds secrets,

L'ancien garde des Sceaux, Henri Lémery, raconta une conversation avec le ministre de l'Intérieur lors de la chute du gouvernement Doumergue. Comme Lémery craignait des incidents de rues de la part des Croix de feu, il se vit interrompre d'un mot :

— *De ce côté, rassurez-vous, rien à craindre, La Rocque comprend et je l'ai bien en main...*

Henry Coston, dans son « Dictionnaire de la politique française, » rapporte que « l'affaire La Rocque, comme on disait alors, empoisonna les milieux de droite jusqu'à la guerre ».

Finalement, le P.S.F. disparut avec celle-ci. Dans un premier temps, le colonel de La Rocque soutint le gouvernement du maréchal Pétain et le P.S.F. fut autorisé. Le parti prit alors le titre de Progrès social français, tout en cachant mal son hostilité formelle aux autorités d'occupation. Dès le 16 juin 1940, La Rocque titrait « Résistance » un éditorial du « Petit Journal » dont il s'était assuré le contrôle en 1937.

A partir de mai 1942, La Rocque eut le contact permanent avec l'Intelligence Service en Espagne. Le virage historique était pris : les anciens Croix de feu étaient invités à œuvrer pour la Résistance dans le cadre du réseau Klan, à la fois antinazi et anticommuniste.

Ce réseau travailla en liaison avec Londres sous le commandement du colonel de La Rocque jusqu'en février 1943, époque à laquelle il fut arrêté et déporté en Allemagne.

Cela ne devait pas le mettre pour autant à l'abri du zèle des « épurateurs » à la Libération. A son retour, en mai 1945, il était incarcéré malgré son état de santé et devait mourir en résidence forcée le 28 avril 1946.

## Le melting-pot doriote

La tentative la plus proche du fascisme par son vaste recrutement populaire reste celle du Parti populaire français, le P.P.F. de Jacques Doriot. En raison de la personnalité de son chef, ancien rival de Maurice Thorez à la direction du Parti communiste en rupture de discipline depuis deux ans, on prétend souvent que le P.P.F., créé en juin 1936, est né de la volonté de quelques anciens stalinien.

En fait, il y avait de tout parmi les 450 délégués présents au « rendez-vous de Saint-Denis », le jour de sa naissance : des communistes dissidents venus avec Doriot et Barbé du rayon majoritaire de Saint-Denis, mais aussi des anciens maurrassien, des anciens Croix de feu, des radicaux, des socialistes.

Henri Barbé, Jules Teulade, Alexandre Abremski, Marcel Marschall, Victor Arrighi étaient des figures alors très connues du mouvement communiste. Paul Marion (futur ministre de Vichy) avait enseigné à l'école des cadres de Bobigny. En revanche, Yves Paringaux venait des Volontaires nationaux, Bertrand de Jouvenel et Pierre Pucheu avaient tenté de lancer le groupe « Travail et nation » et nombre d'autres venaient des mouvements de droite.

Des hommes venaient au melting-pot doriote pour tenter la première grande aventure « nationale-populaire » : Bertrand de Maud'huy, fils de général ; Pierre Dutilleul, dont toute la famille était engagée au P.C. ; Simon Sabiani, le chef marseillais ; le père du comédien Gérard Philipe ; le leader algérien Jean Fossati ; le journaliste Henri Lèbre ; l'écrivain Drieu La Rochelle ; Camille Fégy, un ancien de « L'Humanité » ; Claude Jeantet qui avait dirigé les Camelots du roi au quartier Latin ; le journaliste et aventurier Jean Fontenoy ; l'écrivain Ramon Fernandez, et bien d'autres encore.

On raconte encore que Doriot fit enfermer Marion dans une villa de la région parisienne sous la garde de quelques militants et ne lui permit de sortir que lorsqu'il eut rédigé le programme du parti.

Le P.P.F., à partir de 1937, disposait de son mouvement de jeunes, copié sur les jeunesses communistes ou fascistes : l'U.P.J.F. (Union populaire de la jeunesse française), pépinière de cadres politiques nouveaux que l'on retrouve aujourd'hui encore sous les horizons les plus divers.

Le chef pour la région de Bordeaux se nommait alors Maurice Duverger. Au congrès de 1937 de l'U.P.J.F., le futur grand juriste lançait avec fougue :

— *Si tant de jeunes ouvriers, si tant de nos camarades se sont détournés de la patrie, c'est parce qu'ils n'ont vu d'elle que ce masque posé sur son visage et qui la défigure : le régime capitaliste ! Mais ce masque, nous l'arracherons... Autour de Jacques Doriot, nous réaliserons l'unité de la jeunesse française.*

Armand Lanoux, futur académicien Goncourt et compagnon de route du Parti communiste, signait ses premiers articles dans la presse doriote. Il faut dire que « L'Emancipation Nationale », « La Liberté », « Jeunesse de France » et les autres journaux que contrôlait le parti à Paris et en province collectionnaient les signatures d'écrivains éminents, mais aussi celles de jeunes journalistes promis à des carrières très diverses.

En quelques semaines, le P.P.F. avait recueilli plus de 150 000 adhésions. A l'école de l'organisation communiste, il était dès 1937 le plus actif et le plus structuré des partis de l'opposition nationale.

La première crise interne très sérieuse serait due à l'affaire de Munich. Doriot était munichois. Il affirmait que la France n'était pas en état de faire la guerre à l'Allemagne hitlérienne. Au bureau politique, Bertrand de Jouvenel et Pierre Pucheu, soutenus par Paul Marion, Yves Paringaux et Victor Arrighi, avaient combattu énergiquement le point de vue de Doriot et de Barbé. Il y eut alors des démissions et un certain nombre d'exclusions. La fédération Paris-Ville du P.P.F. vit partir un nombre important de ses cadres. Henri Barbé procéda alors à une reprise en main... Le parti perdait ainsi quelques-uns de ses plus brillants intellectuels et aussi des personnages comme Pucheu, Popelin, de Plas qui avaient alimenté les caisses du parti grâce à leurs relations dans la plus haute industrie. Le P.P.F. dut alors licencier la plupart de ses permanents.

La crise se prolongea jusqu'en 1939 et elle s'aggrava encore au début de la guerre lorsque Barbé rompit avec Doriot.

On a souvent dit que grâce aux amitiés qu'il comptait dans les rangs de la Cagoule — cette conjuration politico-militaire —, le P.P.F. avait trouvé des encouragements et des soutiens financiers dans l'Italie fasciste. En réalité, un seul parti français copia sans complexe l'expérience italienne, le Parti franciste.

## Bucard et la nostalgie des tranchées

Il avait été créé en septembre 1933 par Marcel Bucard, un officier revenu de la guerre 14-18 avec dix citations et la rosette de la Légion d'honneur. De belle prestance, Bucard restait un nostalgique de l'héroïsme et de la camaraderie des tranchées :

— *Nous, les vrais de la guerre, sommes-nous jamais redescendus du front ? confiera-t-il un jour.*

C'est pourquoi, dès les années vingt, ce fils de maquignon beauceron avait été de tous les coups. Il était passé tour à tour au Faisceau, à la Solidarité française, au Parti socialiste national de l'ancien socialiste pacifiste Gustave Hervé. Bucard avait même

participé à la fondation des Croix de feu, à la quête d'un fascisme français qui donnerait le grand coup de balai.

Comme le P.P.F. de Doriot qui ne devait découvrir l'antisémitisme qu'en 1941, le Francisme de Bucard se défendait à l'origine de tout racisme et dénonçait violemment les campagnes de certains de ses concurrents. En revanche, il ne ménageait pas la franc-maçonnerie comme en témoigne cette diatribe qui suivit, en 1935, le retour de Gaston Doumergue (« Gastounet ») à Tournefeuille après dix-huit mois de pouvoir :

*« Nous n'avons admis le cabinet de Doumergue que comme une transition, un acheminement vers un gouvernement de dictature de salut public s'opposant à l'odieuse dictature des Loges : le Gouvernement que veut instaurer le Francisme. »*

La dissolution des Ligues porta un coup fatal au Francisme qui n'avait jamais eu une grande audience dans le pays, malgré les rodomontades de son chef et l'activisme de ses chemises bleues. De l'aveu même de Paul Lafitte — le « numéro trois » du Francisme —, moins de 15 000 personnes sont passées au parti de 1933 à la guerre. Le sociologue René Rémond n'a vu dans le Francisme qu'« une plate copie sans ombre d'intelligence » du style mussolinien. De fait, Bucard se vantait d'avoir constitué « le seul, je dis bien le seul, parti vraiment fasciste en France ». Jouant de cette parenté, il avait réussi à se faire stipendier par Rome dès 1934 et sans doute jusqu'en mai 1936. Le « chef », quant à lui, recevait 10 000 liras par mois, à titre personnel, depuis son entrevue avec Mussolini en mai 1935 jusqu'au coup de poignard dans le dos italien de 1940. Dès la guerre déclarée, Bucard avait endossé l'uniforme pour un nouveau et courageux baroud — refusant de se rendre aux Allemands en 1940 — avant de s'enfoncer dans la Collaboration.

La Collaboration ? A partir d'exemples comme celui de Bucard, la gauche depuis 1944 a tout mis en œuvre pour faire croire que les cadres du collaborationnisme pro-allemand venaient exclusivement des rangs fascistes.

La réalité n'est pas si simple. De même que la gauche française a fourni des hommes à la Résistance et à la Collaboration, de même les « chemises bleues » de notre avant-guerre se sont retrouvées dans les deux camps.

Joseph Darnand, le chef de la Milice française, était un ancien cagoulard, mais combien de ceux qui avaient avec lui milité dans l'ombre du général Duseigneur et de Pozzo di Borgo avaient dans le même temps rejoint à Londres le général de Gaulle !

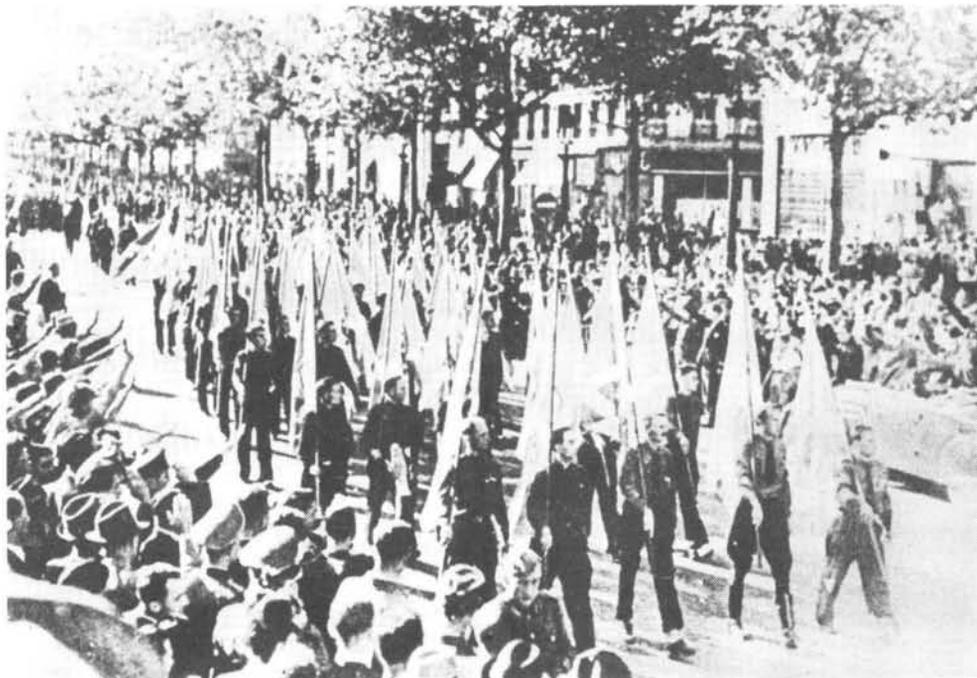
Quand on feuillette la collection de « Combats », l'hebdomadaire de la Milice sous l'Occupation, on retrouve les noms d'hommes qui ont illustré les diverses aventures de l'avant-guerre, mais aussi ceux de personnages qui, par la suite, ont brillé sous d'autres cieus : François-Charles Bauer (François Chalais), Jean Savant, Serge Jeanneret, Pierre Mac-Orlan, Colette, Guy Vinatrel, Emile Vuillermoz, Jean Lousteau, etc.

De la même façon, la Bibliothèque nationale garde témoignage du concours apporté à la presse de l'Occupation par certains des hommes qui firent peu de temps après profession d'antifascisme : Claude Roy signait alors à « L'Alerte » et à « L'Echo des étudiants ». Maurice Bouvier-Ajam collaborait à « France », revue de l'Etat nouveau, à laquelle François Mitterrand prêtait également son talent, François-Charles Bauer appartenait à la rédaction d'« Idées », revue de la Révolution nationale. Serge Bromberger et Louis Terrenoire honoraient de leurs signatures, en 1941, le journal des Compagnons de France.

Le plus surprenant est sans doute le regroupement des personnalités qui se réalisa autour de l'Institut d'études corporatives et sociales, entre 1941 et 1944, sous le patronage du maréchal Pétain, en vue de mettre sur pied l'« Etat corporatif ».

L'un des principaux dirigeants était Maurice Bouvier-Ajam, devenu depuis un éminent représentant de l'économie marxiste. Maurice Duverger n'hésitait pas à y donner des cours toujours suivis avec le plus grand intérêt. Et parmi les personnalités qui siégèrent dans ses multiples conseils, centres régionaux, offices d'organisation et collèges, on trouverait à l'occasion des futurs ministres de De Gaulle, de Giscard et de Mitterrand.

A croire que le fascisme, comme l'antifascisme, a été beaucoup plus souvent une question de lieu ou d'opportunité qu'une affaire de conviction.



**En août 1943, plusieurs milliers de « gardes-françaises » — le service d'ordre du P.P.F. — défilent devant Doriot. Une foule nombreuse se presse sur les trottoirs des Champs-Élysées.**

# LE RÊVE PASSE...

par **Christian de la MAZIÈRE**

Journaliste et écrivain, Christian de la Mazière a fait le récit de ses engagements passés dans « Le rêveur casqué » (Editions Robert Laffont, 1972), après avoir apporté dans le film « Le chagrin et la pitié » un éclairage non conformiste sur la période de l'Occupation.

**T**OUTE ma jeunesse a été baignée dans l'antimarxisme. Mon père, après la Grande Guerre, s'est porté volontaire pour combattre les Bolcheviks en Pologne. La Russie soviétique voulait reconquérir les territoires que la création du jeune Etat polonais lui avait fait perdre. J'ai donc été élevé dans le culte de la Pologne renaissante et dans le rejet du marxisme.

En 1936, je suis à Saumur, ville de garnison privilégiée, avec son Ecole de cavalerie. L'armée était alors une grande muette qui ne digérait pas les échecs d'une paix inachevée. Pas plus qu'elle ne digérait la grande révolte nationale et spontanée de 1934. Nous, les fils d'officiers à l'ombre de la citadelle médiévale du château de Saumur, faisons



Affiche pour la journée d'athlétisme du III<sup>e</sup> Reich (1934).

soudainement connaissance avec les luttes politiques.

\*  
\*\*

Pour mes camarades, pour moi, la notion d'esthétique l'emportait encore sur la réflexion.

A l'heure où notre idéologie se noyait dans des lectures diverses, anarchiques, nous n'avions que des guides à penser. Ces aînés, toute une équipe de jeunes intellectuels — Brasillach, Rebatet, P.A. Cousteau — qui déjà s'éloignaient du vieux maître Maurras.

Notre besoin d'action dépassait la doctrine. Tout contribuait alors à nous attirer progressivement vers ce qui se passait à l'étranger. L'important pour nous était l'aventure hors de nos frontières.

Les actualités cinématographiques nous apportaient des images brûlantes sur le renouveau de l'Allemagne. Nous étions plus sensibles à l'esthétisme du geste, de la parade, des réunions dans l'exaltation des chants autour de feux de camps. Sensibles à l'émotion qui entraîne sans retenue vers l'adhésion totale ; cela, à la vue des grands rassemblements de Nuremberg, des grandes messes ferventes au milieu de mers d'oriflammes. Et toute cette jeunesse en uniforme : conquérante, heureuse. Alors que, entraîné vers le déclin, notre pays s'assoupissait.

Certains camarades germanistes revenaient de séjours passés en Allemagne, avec des récits enthousiastes. De longs reportages magnifiaient les événements en Italie, en Allemagne, en Espagne...

Nous prenions la couleur du temps.

C'est alors que les clivages s'affirmèrent. Pour ma part, je participais, mais je n'étais pas encore un militant.

Il faudra 1936, l'arrivée du Front populaire. Dès lors, deux camps s'organisèrent : les fascistes et les antifascistes, la droite et la gauche.

A cette époque, si je ne savais pas encore très bien ce qu'était le fascisme, je savais, en revanche, ce qu'était l'anticommunisme.

\*  
\*\*

A Saumur, la sortie du collège était le théâtre d'homériques empoignades. Un jour, un camarade réussit à m'entraîner chez le neveu de l'historien Louis Madelin... Une heure après, mon présent



Détachement des Jeunesses hitlériennes sur le Foro Mussolini, à Rome.

était scellé : je me devais de participer à des réunions et à la vente de l'« Action française », chaque dimanche, sur le parvis des églises.

Il est évident que mon environnement familial, la stricte observance de certaines règles régissant la tradition m'inclinaient plus vers un nationalisme de combat que vers une réflexion marxiste.

Aussi, notre fascisme tout simple était alimenté par les anathèmes de Maurras, les colères fulgurantes de Léon Daudet, les analyses subtiles d'Henri Massis... On ignorait superbement les écrits de Carducci et la pensée de Giovanni Gentile. Nous nous retrouvions chaque semaine dans le seul cinéma de la ville, à communier par les actualités avec les discours du Duce, la bataille d'Erythrée et d'Ethiopie, les messes de Nuremberg et l'impitoyable guerre d'Espagne.

\*  
\*\*

Au jour le jour, notre conviction se forgeait sans littérature, à la réalité de ces événements. L'exécution de José-Antonio Primo de Rivera et celle du philosophe Ramiro de Maetzu, le massacre de milliers de prêtres et de religieuses, l'exemplaire sacrifice des Cadets de Tolède... tout cela nous

poussait à tricher sur notre âge pour rejoindre les rangs du franquisme...

Notre besoin de sacrifice, de grandeur, était impérieux. Nous avions la conviction de participer à une croisade qui allait, dans son élan, affirmer la primauté de notre religion. On dévorait, chaque jour, les communiqués militaires. On attendait, impatients, fébriles, l'instant qui nous verrait tourner le dos à notre vie quotidienne pour, clandestins de la nouvelle révolution, rejoindre nos aînés.

Hélas ! nous vivions à l'intérieur d'un système qui n'autorisait pas notre engagement physique. Nous devions nous contenter de cette contradiction. Elle allait nous poursuivre toute notre existence. Nous avons participé aux prémices d'une révolution sociale, toute nouvelle dans sa forme, comme dans son aboutissement. Elle allait sombrer, bientôt, avec nos rêves, dans les orages de fin du monde. Il ne nous restait plus que des souvenirs, épars, tronqués, d'où le culte de l'amitié survivait... notre fierté et notre désenchantement.

Pourquoi étions-nous fascistes ? A l'époque, nous croyions le savoir. Aujourd'hui, en suis-je vraiment certain ?...

# LE DUCE CHOISIT L'ALLEMAGNE

par Jean BOURDIER



Le 8 janvier 1935, à Rome, Pierre Laval paraphe le traité franco-italien (derrière Laval, Alexis Léger ; à l'extrême droite, Mussolini). L'Italie est encore une « carte jouable » contre l'Allemagne.

**J**USQU' A l'été 1934 (1) Mussolini est l'allié objectif — et il le prouve — de la Grande-Bretagne et de la France. Cette situation correspond d'ailleurs à l'essentiel de ses aspirations. Certes, comme le disait Malaparte au pauvre Israël Zangwill, il « n'est ni végétarien ni christian scientist ni social-démocrate » et « il n'a pas appris les bonnes manières politiques à Oxford » (2), mais il aime ce qui est français ou anglais et déteste à vue tout ce qui est allemand.

Dans le même temps, n'oublions pas, même si tout a été fait dans la relation courante de l'Histoire pour éliminer ce souvenir, que, dès son ascension au pouvoir, Mussolini a suscité des envolées laudatives chez les représentants les plus « libéraux » de l'opinion et de la politique en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

## Mussolini = Shakespeare

Dans l'intéressant petit livre qu'il a consacré au Duce (3), Willy Spercq s'est amusé à dresser sommairement un « florilège

du temps que l'Italie étonnait l'Europe ». Ce qui nous donne, par exemple :

« L'œuvre de Mussolini est une des merveilles du XX<sup>e</sup> siècle » (« New York Herald Tribune », 7 octobre 1925).

« Nous avons en lui le César moderne, le Napoléon de 1925 » (« New York Herald Tribune », 21 novembre 1925).

« Il apparaît de nos jours de plus en plus évident que nous sommes témoins d'une autre révolution des idéologies mon-

(1) Le 25 juillet 1934, à Vienne, lors d'une tentative de putsch, un commando nazi assassinait le chancelier Engelbert Dollfuss. Depuis deux ans, ce petit homme mystique mettait en œuvre une politique originale, sorte de fascisme tempéré par le droit Canon, qui le conduisit à interdire le parti national-socialiste autrichien (13.3.1933), et à écraser par les armes les milices ouvrières de Vienne (février 1934). A l'annonce de sa mort, Mussolini, conscient de la menace hitlérienne et du risque d'Anschluss, porta plusieurs divisions sur la frontière du Brenner. Mais la mollesse des réactions occidentales lui fit comprendre que les cartes étaient désormais dans les mains d'Hitler.

(2) Curzio Malaparte : « Technique du coup d'Etat », Grasset, 1931.

(3) « Tel fut Mussolini », Fasquelle, 1955.

# L'assassinat de Matteotti : plus qu'un crime, une faute

« **I**Ls ont tué Matteotti ! ». Ce 13 juin 1924, la rumeur de l'assassinat du député et leader socialiste Giacomo Matteotti, disparu depuis trois jours, se répand dans Rome.

Au Montecitorio, la Chambre des députés, le président du conseil Benito Mussolini monte à la tribune devant les travées désertées de l'opposition. Il est pâle quand, d'une voix basse, il commence :

— *S'il y a quelqu'un dans cette salle qui ait le droit d'être, plus que tous, ému et indigné, c'est moi seul. Seul un de mes ennemis... pouvait commettre ce crime qui nous frappe d'horreur et qui nous arrache des cris d'indignation.*

Les sicaires qui ont enlevé et poignardé Matteotti sont pourtant bien des fascistes. L'organisateur, celui qui a réuni les hommes de main, est un squadriste bien connu pour sa violence, Amerigo Dumini. Le directeur d'un petit journal profasciste, Filippo Filipelli, a prêté la voiture qui a servi au rapt. Et, accuse Dumini, deux proches de Mussolini, Cesare Rossi, chef du service de presse de la présidence du conseil, et Giovanni Marinelli, secrétaire administratif du parti fasciste, ont commandé le crime.

L'opinion indignée se pose la question : Mussolini a-t-il donné l'ordre de tuer Matteotti ?

A la Chambre, dans la presse et le pays, Matteotti, riche propriétaire terrien converti au socialisme, portait de rudes coups au nouveau pouvoir de Mussolini à qui, citations à l'appui, il reprochait d'avoir trahi les idéaux de sa jeunesse. Ses discours dénonçant les violences commises impunément par les squadristes, les pressions exercées sur les électeurs dans certaines circonscriptions en ont fait la bête noire du « Popolo d'Italia » et des fascistes. Mais, dans le même temps, comme l'affirme Dino Grandi (1), Mussolini songeait à ouvrir son gouvernement à l'opposition, notamment aux socialistes. L'accord de plusieurs personnalités aurait déjà été acquis.

(1) *Ministre des Affaires étrangères, puis ministre de la Justice et président de la Chambre des faisceaux et des corporations, il provoqua la chute de Mussolini en le mettant en minorité au Grand conseil fasciste du 24 juillet 1943. Le témoignage de Grandi a d'autant plus de poids qu'il a tout intérêt à noircir le « Duce ».*

Dans ce cas, l'assassinat de Matteotti condamnait définitivement cette tentative d'ouverture. Les éléments extrémistes, très excités en ce début de 1924 (mille fascistes sont en prison pour des forfaits divers) ont très bien pu décider de saboter ce projet — dont parlaient les initiés — en mettant un cadavre entre Mussolini et les partis de l'opposition.

Mais l'explication est sans doute ailleurs. Après la dernière intervention de Matteotti, le 4 juin, le bruit court qu'il va bientôt dénoncer l'affairisme de certains dignitaires fascistes. Or Filipelli surtout, mais aussi Marinelli et Rossi — tous trois mêlés à l'assassinat pour des raisons diverses — n'ont pas la conscience tranquille. Ils peuvent donc commander le crime, en sachant que, de toutes façons, ils se pareront aux yeux des fascistes purs et durs d'avoir débarrassé l'Italie du plus dangereux des adversaires du fascisme.

Certitude, Mussolini semble désemparé par le meurtre :

— *Les imbéciles, dit-il à Fasciolo quand il apprend la mort de Matteotti. Ils l'ont assassiné... C'est pire qu'une faute grave. Ils le paieront.*

Il n'ignore pas que Rossi, incarcéré avec ses complices, l'accuse. A Marinelli et à Rossi, il aurait dit, après un discours de Matteotti : « *Quel parti ai-je donc qui laisse à tel point les mains libres aux opposants ? Que font les squadristes ?* » Il se souvient qu'à la Chambre, le 6 juin, publiquement, il a lancé aux députés les plus virulents contre lui :

— *Vous mériteriez une décharge de plombs dans le dos !* Mussolini songe alors à démissionner. « *Ma position est intenable, on ne peut plus rester au gouvernement avec un mort entre les pieds* », se plaint-il à un fidèle de Bologne. Mais le roi lui indique le chemin, calmement :

— *Continuez votre travail !*

Alors, il se ressaisit et fait front. Le 3 janvier 1925, il prend la parole à la tribune de la Chambre :

— *Je vous déclare ici, en présence de cette assemblée et devant tout le peuple italien, que j'assume, à moi tout seul, la responsabilité morale et historique de tout ce qui est arrivé.*

Le fascisme en complet veston a vécu. Commence alors le règne sans partage du Duce et du parti unique.



Mussolini trône sur le cercueil de Matteotti (caricature italienne d'époque.)

diales suscitée par l'inlassable et fertile génie italien » (Lord Rothermere, dans le « Daily Mail » du 2 mars 1927).

« Les incrédules se sont enfin rendu compte du grand intérêt que suscitent l'homme et son entreprise » (François Coty, dans le « Figaro » du 21 mai 1928).

« L'œuvre du fascisme n'est rien de moins qu'un miracle » (« Morning Post », 24 octobre 1928).

« C'est un élizabéthain. Tout en tenant compte des changements de circonstances, il est pour l'Italie moderne ce que Raleigh et Drake étaient pour l'Angleterre au temps de la reine Elizabeth... Personne ne pourrait faire ce que Mussolini a déjà fait sans être grand — sous certains rapports au moins — grand par la force de volonté, par le courage, par l'idéal qui assigne à l'homme un noble but » (Ward Price dans le « Daily Mail »).

« On ne peut douter que Mussolini ne soit un grand homme : celui qui a retenu son pays au bord de l'abîme. Et le grand homme est en train de devenir dieu. Puis-je dire que j'ai assisté à ce miracle ? » (Emile Henriot).

« J'admire M. Mussolini, j'aime son courage, la magnifique école d'énergie qu'il a faite de l'Italie, son grand défi à la facilité, son entreprise d'héroïsme » (Louis Gillet).

« Mussolini est l'homme de la providence » (Pie XI).

« L'homme aux yeux d'aigle qui guide les destinées de l'Italie » (Cardinal Pacelli, futur Pie XII).

« Mussolini est l'unique figure gigantesque d'Europe » (l'archevêque de Canterbury).

« Mussolini est le plus grand génie de l'ère moderne » (Thomas Edison).

« Je ne crois pas qu'en Europe il existe des hommes aussi exceptionnels que Mussolini » (Stanley Baldwin).

« Malheureusement, je ne suis pas un surhomme comme Mussolini. Je suis un simple mortel qui est loin de posséder son sang-froid et son inépuisable réserve d'énergie » (Gandhi).

« Le gouvernement britannique aurait beaucoup gagné en suivant l'exemple de Mussolini » (Lloyd George).

« Mussolini est le plus grand homme d'Etat de l'Europe moderne » (Sir Samuel Hoare).

« Les lois du Duce et de ses fidèles constituent une pierre milliaire de l'évolution mondiale » (Antony Eden) (4).

« Mussolini est le génie romain incarné, le plus grand législateur vivant... Si j'avais été italien, je suis sûr que j'aurais été de tout cœur avec vous du commencement à la fin de la lutte triomphale contre les appétits bestiaux et les passions du léninisme... »

« Je dirai encore un mot sur l'aspect international du fascisme : votre mouvement a rendu service au monde entier » (Winston Churchill).

Le sentiment général, sauf à l'extrême gauche, ne le cédait en rien à celui des dirigeants s'étant exprimés ci-dessus. Dans les années trente, E. Phillips Oppenheim, l'un des auteurs de romans policiers et d'espionnage les plus populaires de Grande-Bretagne, publiait un petit livre que nous dirons aujourd'hui de « politique-fiction ». On y voyait l'Italie ployer sous le joug d'une dictature policière intolérable ; en effet, Phillips Oppenheim imaginait qu'un coup d'Etat malencontreux avait renversé... le régime fasciste, cher au cœur de tous les Italiens — et des honnêtes gens du monde entier. Heureusement, organisés en réseaux de résistance, les fascistes réussissaient, à la satisfaction générale, à reprendre le pouvoir pour rendre figure humaine à l'Italie.

Mais cette alliance de fait et d'esprit était aussi fragile qu'elle était utile. Pour plusieurs raisons, dont la première, l'essentielle, résidant dans le fait que l'Italie fasciste elle aussi était, à sa manière, fille du traité de Versailles. Bien que l'Italie figurât parmi les vainqueurs de 1918, elle avait été la parente pauvre du traité. Après une guerre qu'elle avait quand même faite, elle se trouva rangée parmi les nations défavorisées d'Europe, les « nations prolétaires », selon l'expression de Mussolini. Pire, sa fierté nationale avait été atteinte.

C'est cela même qui permit l'accession au pouvoir de

(4) Le rapprochement de ces deux dernières citations, également laudatives et enthousiastes, devait prendre un aspect tragiquement cocasse. Nous allons voir très vite pourquoi.



**Le chancelier Dollfuss (au centre), lors de la journée catholique de Vienne, en septembre 1933. Communistes et nazis le surnommeront « le nain sanglant ».**

Mussolini et des fascistes, qui avaient pour programme essentiel de rendre à l'Italie fierté et prospérité.

Pour assurer une véritable alliance stabilisant l'Europe au moins sur son front sud, il eût fallu que la Grande-Bretagne et la France tendissent la main à l'Italie. Or, malgré l'harmonieux concert de louanges dont nous venons de vous donner un faible aperçu, elles ne le firent point.

Elles ne le firent point parce que, dans l'esprit des gouvernants britanniques et français, à quelques exceptions près, le préjugé politique — et même « politicien » — finit par l'emporter sur le sens élémentaire de l'intérêt de l'Etat. C'était là une faute équivalant à une trahison — une double trahison, même : celle du pays et celle de la mission — mais on ne peut que la constater. Dans la mesure, du moins, où l'on peut percer le rideau de secret entourant, pour des raisons trop aisément compréhensibles, cette phase capitale de l'histoire européenne.

## Pour les beaux yeux de Ménélik

En fait, devant la pression morale et intellectuelle d'une gauche pétitionnaire toujours active, les responsables nationaux français et britanniques capitulèrent et trahirent tout ce qu'ils eussent dû défendre, à commencer par la paix. Certes, Mussolini était un dictateur — mais qu'était d'autre un Staline, avec les massacres et la terreur en plus ? — mais la paix de l'Europe et donc du monde dépendait finalement de lui. Qui peut sérieusement soutenir que, sans cet axe Rome-Berlin que les sourcilieux « démocrates » britanniques et français ont contraint Mussolini, rejeté par eux, à conclure, Hitler eût osé attaquer à l'Ouest ?

Et le plus tristement comique de l'affaire est que la rupture définitive des démocraties occidentales avec l'Italie fasciste survint pour les beaux yeux noirs d'un tyranneau féodal et vaguement esclavagiste qui ne faisait certainement pas de la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » sa lecture de chevet : Sa Majesté Ménélik, empereur d'Abyssinie, le Négus, en un mot. Celui-là même qui devait être renversé une quarantaine d'années plus tard comme « oppresseur du peuple » et « obscurantiste » par un soulèvement « dans le sens de l'Histoire » ayant au moins le simple mérite de révéler l'étendue du trésor personnel constitué par ce monarque éclairé sur le dos d'un peuple vivant — et surtout mourant — dans la plus atroce des misères.

Mais la genèse exacte de cette rupture, dans sa criminelle simplicité, est encore moins fréquemment racontée.

Le 3 octobre 1935, Mussolini, désireux à la fois d'effacer le souvenir de l'humiliante défaite italienne d'Adoua, en 1897, et de tailler à son pays un puissant empire colonial, envoya ses troupes à la conquête de l'Abyssinie. Le 7 octobre, la Société des Nations condamna l'Italie et, environ cinq semaines plus tard, le 18 novembre, les opérations se poursuivant, son conseil décida des sanctions économiques à l'encontre du gouvernement de Rome. Toutefois, le ministre français des Affaires étrangères, qui était alors Pierre Laval, et son homologue britannique, sir Samuel Hoare, tous deux d'accord « pour ne rien faire qui puisse jeter Mussolini dans les bras de l'Allemagne », selon la propre expression de Laval, conjuguèrent leurs efforts pour faire exclure le pétrole, le fer, le cuivre et l'acier, de la liste des matières dont la livraison serait dorénavant interdite à l'Italie — ce qui revenait, dans l'immédiat, à rendre des « sanctions » assez dérisoires.

De plus, les 7 et 8 décembre 1935, Laval et Hoare confèrent en privé à Paris — où le ministre britannique s'était, en principe, arrêté sur la route de la Suisse, où il était sensé se



« Le Négus : une position bien assise ». Dessin d'Arthur Szyk (album « Futuropolis »).

rendre pour raisons de santé. Et tous deux élaborèrent un projet de compromis avec l'Italie sur le problème abyssin — le « plan Laval-Hoare » — offrant à Mussolini environ les deux tiers du territoire abyssin, mais laissant subsister une Ethiopie indépendante augmentée d'un couloir d'accès à la mer en Erythrée.

Il est hors de doute que ce plan eût été accepté par l'Italie, avec peut-être quelques retouches, puisque Mussolini, le 18 décembre — avant les démissions forcées de Laval et de Hoare —, fit adopter par le Grand Conseil fasciste la proclamation suivante :

« Le Grand Conseil, réuni le 18 décembre au soir pour examiner l'appel adressé au Duce par les gouvernements de la France et de l'Angleterre, déclare combien il apprécie sincèrement l'esprit amical inspirant la communication faite par ces deux gouvernements dans le but de trouver une solution au conflit italo-éthiopien. Il prend bonne note des déclarations explicites des gouvernements anglais et français précisant ces propositions. Il décide de considérer celles-ci comme une base de négociation possible, en laissant au gouvernement le soin de formuler les réserves nécessaires à sauvegarder les droits de la nation. »

Mais cette prise de position était déjà dépassée au moment même où elle était formulée : un complot politique judicieusement monté, en France comme en Grande-Bretagne, avait fait voler en éclats le plan Laval-Hoare et, avec lui, les derniers espoirs de maintenir l'Italie dans le camp des alliés franco-britanniques.

Ce complot éclata le 17 décembre avec la publication, par le quotidien britannique « Daily Telegraph », mais sous la signature d'un journaliste français, André Giraud dit « Pertinax », d'un large résumé du plan Laval-Hoare, encore soumis, pourtant, au secret diplomatique. Déjà, des échos bizarrement

indiscrets avaient paru dans la presse française. Une campagne aussi violente que bien orchestrée se déchaîna. Rentré de Suisse en toute hâte le 16 décembre, sir Samuel Hoare dut démissionner le 18, tandis que s'engageait, à la Chambre des communes, un débat frôlant parfois l'hystérie et qui voyait les travaillistes se ranger en bloc contre le plan Laval-Hoare.

Dans le même temps, Pierre Laval, en butte aux mêmes attaques à la Chambre des députés, réussissait tout juste à se tirer d'affaire. Mais pas pour longtemps. Le 9 janvier 1936, le texte intégral du plan Laval-Hoare était publié simultanément par « Pertinax » dans « L'Echo de Paris » et par l'illustre Geneviève Tabouis dans le journal de gauche « l'Œuvre ». Et Laval dut démissionner à son tour, le 23 janvier, pour être remplacé par Pierre-Etienne Flandin.

Il était indiscutable qu'il y avait eu complot, et que ce complot venait de haut. En effet, le secret le plus absolu devait entourer le plan Laval-Hoare et les négociations qui s'ensuivraient éventuellement.

Comme le précise Geneviève Tabouis elle-même dans ses souvenirs : « Pierre Laval avait donné de sérieuses consignes de silence au Quai d'Orsay. Toute publication, pronostic ou allusion aux résultats des négociations tripartites sont rigoureusement interdits. « Autrement, tout est foutu », précise-t-il à son chef de presse, Pierre Comert. »

Mais elle se garde bien de préciser l'origine de la « fuite », visiblement calculée, dont elle fut la bénéficiaire. Car les deux journalistes, très judicieusement choisis — tous deux étaient des fanatiques de la SDN et tous deux collaboraient simultanément à des journaux français et anglais, « L'Echo de Paris » et le « Daily Telegraph » pour Pertinax, « l'Œuvre » et le « Sunday Times » pour Geneviève Tabouis — ne furent, dans cette affaire, que des « courroies de transmission », des instruments.

La fuite, elle, n'avait pu se produire qu'à un niveau élevé, gouvernemental.

Etudiant cette affaire dans ses « Grandes controverses de l'histoire contemporaine » (5), Jacques de Launay avance trois noms possibles, dont un seul peut paraître vraiment sérieux :

« Alexis Léger (6), qui devait s'illustrer plus tard dans la littérature sous le nom de Saint-John Perse ; Pierre Comert, chef du service de presse du quai d'Orsay ; Quilici, rédacteur diplomatique à l'agence Havas ».

Mais il est un autre personnage vers lequel doivent se tourner très attentivement les regards : le très élégant — au moins dans

sa mise — Anthony Eden, qui succède, le 22 décembre 1935, à sir Samuel Hoare à la tête du Foreign Office — « Hic fecit cui prodest » ? Ce jeune et fringant conservateur a trente-sept ans, les dents très longues, beaucoup de relations et a construit sur la SDN une carrière qu'il veut extrêmement brillante. C'est un ennemi juré et déclaré de Hoare, dont il convoite très ostensiblement le portefeuille.

De toute manière, le résultat est atteint : l'Italie est maintenant rejetée dans les bras de l'Allemagne.

Sir Ivone Kirkpatrick écrit à ce sujet (7) :

« L'effondrement du plan Laval-Hoare fut accueilli avec soulagement à Berlin. Quand l'ambassadeur de Pologne avait vu Hitler peu avant la publication du plan, il l'avait trouvé très énervé et son attitude eut un écho dans la presse allemande, qui dénonça le « complot contre la Société des nations ». Quelques jours plus tard, la démission de Hoare et le désaveu des propositions par l'Angleterre créèrent pour l'Allemagne une situation nouvelle et favorable. Mussolini était définitivement séparé des puissances occidentales, le prestige de la SDN était ébranlé, la discorde régnait entre la France et l'Angleterre, le monde avait assisté à une funeste démonstration d'indécision donnée par les gouvernements démocratiques et Hitler se trouvait encouragé à croire qu'il pourrait se lancer sans grand risque dans une politique d'agression ».

De fait, moins de trois mois plus tard, en mars 1936, il réoccupait, pratiquement « au bluff », la Rhénanie. La machine à fabriquer la guerre était dorénavant en route.

On comprend maintenant pourquoi l'histoire officielle entoure de tant d'omissions et de tant de raccourcis « pudiques » les accablantes réalités de la politique franco-britannique à l'égard de l'Italie durant ces années. Et que quelques « historiens » par trop futés persistent simplement à « amuser le tapis » avec la fameuse correspondance secrète entre Churchill et Mussolini. Cette correspondance — qui a existé et devait être fort chaleureuse — n'a aucune importance politico-historique réelle, si ce n'est à prouver que Churchill était moins bête que la moyenne de ses honorables collègues, chose déjà bien connue. Le torpillage volontaire du plan Laval-Hoare, en revanche, en a une et elle est énorme. C'est pourquoi on l'évoque si peu.

(5) Editions Rencontre, 1964.

(6) Secrétaire général du Quai d'Orsay.

(7) *op. cit.*



**Le « saut mortel » du bersaglier. Les troupes d'élite du Duce — recrutées pour plus de sûreté parmi des gymnastes — devaient l'effectuer en uniforme.**

# L'ILLUSION LYRIQUE DES ÉCRIVAINS FASCISTES

par Paul SERANT



De droite à gauche, Robert Brasillach, Georges Blond et Charles Lesca, directeur de « Je suis partout », tribune des écrivains fascisants français.

**O**N a souvent accusé les écrivains fascistes ou fascisants d'avoir trouvé leur inspiration hors de leur pays.

A première vue, le reproche semble être fondé. Ces écrivains ont souhaité que la France imite l'Italie de Mussolini, l'Espagne de Franco, voire, pour certains d'entre eux, l'Allemagne de Hitler.

Mais les dictateurs fascistes et leurs partisans reconnaissent eux-mêmes s'être largement inspirés de penseurs français. Mussolini proclamait volontiers sa dette envers Georges Sorel et envers Charles Maurras auquel Franco, lui aussi, se référait. L'Allemagne hitlérienne voyait en Gobineau, Vacher de Lapouge et Drumont les précurseurs de sa propre doctrine raciste. Et n'était-ce pas Barrès qui avait honoré « la terre et les

morts » en des termes bien proches de ceux qu'employaient les régimes fascistes ? N'était-ce pas en France que le « socialisme antimarxiste » était né au XIX<sup>e</sup> siècle ?

Les écrivains fascistes français n'avaient donc pas eu le sentiment de se « dénationaliser ». Pas plus, en tout cas, que ceux qui succombaient au même moment à l'« illusion lyrique » stalinienne — le mot est de Malraux.

Certes, on pouvait croire en 1928, après l'expérience du « Faisceau » (1), que le fascisme français ne serait qu'une aventure sans lendemain. Quelques années plus tard, cependant, des écrivains et journalistes français étaient à nouveau tentés par

(1) Voir notre chapitre « L'échec du fascisme français ».

le fascisme — et certains d'entre eux n'hésiteraient pas à se proclamer fascistes français.

L'un d'eux, Pierre Drieu La Rochelle, a déjà derrière lui une importante expérience politique. Jeune combattant de 14-18, il est revenu de la guerre profondément européen. Il a d'abord pensé que l'on pourrait bâtir l'Europe par une entente des États démocratiques. Il a écrit sur ce thème plusieurs essais, *Le Jeune européen, Genève ou Moscou, L'Europe contre les patries*. Il a créé avec Emmanuel Berl une revue, *Les derniers jours*, il a milité avec Gaston Bergery au Front commun, avec Ernest Mercier au Redressement français, avec Pierre Dominique au Parti radical. Mais chacune de ces expériences s'est terminée par une déception.

Est-il vraiment fait pour la politique active, ce descendant de Vikings devenu l'un des écrivains parisiens les plus écoutés, et les plus aimés des femmes ? On pourrait en douter quand on lit par exemple sous sa plume :

« *Je ne me livre jamais à une cause ; car il en est d'autres. Il faut être en mesure de les expliquer et d'en assimiler quelque partie... La curiosité et la sympathie pour tout remuement d'idées, un esprit de vigilance m'entraînent loin, mais de tous côtés.* »

Propos d'un observateur ou d'un moraliste, qui semblent assez éloignés de tout esprit militant. Et pourtant, Drieu, sans cesse déçu, ne se résigne pas à prendre du recul ou à se retirer du jeu politique.

## La République menacée

Pour lui comme pour beaucoup de Français, les événements de février 1934 ont un effet décisif. L'affaire Stavisky et ses prolongements ont provoqué dans le pays une formidable vague d'antiparlementarisme. Le 6 février 34, les anciens combattants et les activistes « nationaux » rassemblés place de la Concorde voudraient s'emparer du Palais-Bourbon. Quelques jours plus tard, les militants de gauche et d'extrême-gauche affrontent eux aussi la police et la garde mobile. Entre les manifestants des deux bords, un sentiment commun : la haine du Parlement, encore attisée par une dure répression qui a fait une vingtaine de morts et de très nombreux blessés.

A la suite de cette colère populaire qui a mis la République à deux doigts de sa perte, Drieu pense que l'heure est venue de rassembler les éléments les plus dynamiques de la droite et de la gauche au nom d'un même idéal : c'est alors qu'il n'hésite pas à se déclarer fasciste. Mais s'il entend rompre définitivement avec la gauche classique, il rejette non moins vivement la réaction : il veut un *socialisme fasciste*, titre du livre qu'il publie en cette année 34. Il réclame la constitution d'un nouveau parti, qui ne pourra être que « national et socialiste ». Ce parti, dit-il, « *ramassera les radicaux désabusés, les syndicalistes non fonctionnarisés, les socialistes français, les anciens combattants et les nationalistes qui ne veulent pas être dupes des manœuvres capitalistes* ».

Bref, un rassemblement des « *meilleurs éléments de tous les camps* », comme Mussolini et Hitler prétendent l'avoir effectué au sein de leurs peuples respectifs...

Non moins ambiguë et incertaine, la position de l'Action Française et de ceux qui gravitent autour d'elle : école d'opposition, l'A.F. ne se proclama jamais ouvertement fasciste ; qui plus est — l'exemple de Drieu et d'autres le prouve —, certains intellectuels fascistes ne furent jamais attirés par elle.

Pourtant, si Maurras n'était pas fasciste, l'admiration qu'avaient pour lui Mussolini et Franco était réciproque. Malgré cela, Drieu, qui fut sans doute le plus important des écrivains fascistes français, n'a pu supporter la profession de foi

monarchiste de l'Action française, ni son hostilité à la construction européenne. Mais il est vrai aussi que certains de ses cadets séduits par le fascisme — à commencer par Robert Brasillach et Lucien Rebatet, les plus doués d'entre eux dans le domaine littéraire — trouvèrent d'abord dans l'Action française ce qu'ils cherchaient, avant de devenir fascistes.

Pourquoi, dès le début des années trente, Brasillach, Rebatet et aussi Lucien Combelle, Maurice Bardèche, Georges Blond, Jean de Fabrègues, Claude Roy, Thierry Maulnier, Maurice Blanchot, Kléber Haedens et d'autres sont-ils d'Action française, même s'ils négligent — comme Brasillach — de lui donner une adhésion en règle ? C'est qu'ils ne sont pas attirés par le marxisme et le personnalisme chrétien d'Emmanuel Mounier, et que, parmi les formations dites « nationales », l'Action française est la seule où la culture tienne une place prédominante. Le directeur du journal qui porte le même nom que le mouvement, Charles Maurras, est un écrivain, et ses deux principaux collaborateurs, Léon Daudet et Jacques Bainville, le sont aussi. C'est dans ce journal que Brasillach et Rebatet font leurs premières armes : et Maurras, très intransigent quant à ses propres préférences esthétiques aussi bien que politiques, permet à ces jeunes gens de dire ce qu'ils veulent en matière de littérature, d'art, de musique, de théâtre ou de cinéma. Imagine-t-on aujourd'hui le directeur d'un quotidien confiant la responsabilité de son feuilleton littéraire à un garçon de vingt et un ans ? C'est pourtant ce qui se passe pour Brasillach, tandis que le jeune Rebatet traite de musique et de cinéma.

Au début, ces jeunes écrivains sont monarchistes, et ils ne voient aucune contradiction entre ce choix et l'admiration pour le fascisme : Maurras lui-même rappelle que le dictateur italien a gardé — voire sauvé — la monarchie. Mais Rebatet, Brasillach et plusieurs de leurs camarades ont bientôt le sentiment que la monarchie est devenue, pour leur vieux maître, une option purement théorique, et que cette option bloque les chances d'un changement de société en France au lieu de le favoriser.

Au reste, le monarchisme de l'Action française deviendra quelque peu ambigu quand, en 1935, le duc de Guise, prétendant au trône, confiera à son fils, le comte de Paris, le soin d'organiser la propagande monarchiste.

Certaines idées du prince — en particulier sa volonté de justice sociale — ne peuvent déplaire aux jeunes écrivains fascistes. Mais en même temps, le comte de Paris condamne les dictatures et affirme son attachement aux libertés fondamentales, et aussi son estime pour ce qu'il y a de positif dans les partis de gauche comme dans ceux de droite. Visiblement, il entend être un candidat au trône démocrate. Dès lors, les jeunes fascistes voient dans le comte de Paris une sorte de politicien radical-socialiste plutôt que le chef intransigent et violent dont ils rêvent. Un prétendant, peut-être, mais le contraire d'un prétendant fasciste !

S'ils continueront à tenir leurs chroniques dans *l'Action française*, jusqu'en 1940, Brasillach et Rebatet ne peuvent y traiter les sujets proprement politiques que les directeurs du journal se réservent. Ils devront trouver d'autres organes pour mener leur combat.

L'un de ces organes — celui qui va compter le plus — est « *Je suis partout* ».

C'est en 1931 que l'éditeur Arthème Fayard — déjà propriétaire d'un autre hebdomadaire : « *Candida* » — fonde « *Je suis partout* » qui, comme son nom l'indique, est consacré à la politique internationale. Le groupe Fayard est très proche de l'Action française. Daudet et Bainville écrivent dans *Candida*. La rédaction en chef de *Je suis partout* est confiée à Pierre Gaxotte, ancien secrétaire de Maurras, historien et journaliste



Pierre Gaxotte, rédacteur en chef du premier « Je suis partout », créé par Fayard. Après l'invasion, Gaxotte ne s'exprimera plus qu'en zone sud.

brillant. Il va faire appel aux jeunes écrivains fascistes qui pourront affirmer sans ménagement leur hostilité à la démocratie internationale et au communisme, tout comme leurs sympathies pour l'Italie de Mussolini et l'Espagne de Franco.

En 1936, après la victoire du Front populaire aux élections, les dirigeants du groupe Fayard prennent peur, et décident de mettre fin à l'existence de *Je suis partout*, trop engagé à leurs yeux. Cette décision n'est pas du goût de l'équipe : Gaxotte et ses jeunes amis décident de continuer à faire paraître le journal, quitte à accepter une importante réduction de leurs salaires.

Ils vont réussir : « *Je suis partout* » paraîtra jusqu'à la défaite de 1940, puis reparaitra en 1941, pour ne finir ses jours qu'à la Libération.

Cependant, l'équipe de « *Je suis partout* » ne sera pas aussi homogène qu'on pouvait l'imaginer au départ. Deux tendances s'affirmeront en son sein : celle qui s'inquiète de la renaissance du danger allemand à travers l'hitlérisme, et celle pour laquelle l'entente avec l'Allemagne, si dangereuse soit-elle, vaut encore mieux que la guerre. Brasillach, Rebatet et leurs camarades Pierre-Antoine Cousteau, Alain Laubreaux, Henri Lèbre, font partie de ce second courant.

D'autres jeunes nationalistes fondent, en 1936, l'hebdomadaire « *L'Insurgé* ». Le plus doctrinaire d'entre eux est Thierry Maulnier, ancien camarade de Brasillach à Normale et futur académicien ; l'autre est l'essayiste Jean-Pierre Maxence. Ce choix d'un titre emprunté à Jules Vallès est significatif. Tout comme Drieu, tout comme l'équipe de « *Je suis partout* », Maulnier et Maxence sont à la fois hostiles au Front populaire et désireux de marquer leur accord avec les revendications ouvrières qui leur semblent légitimes. Là comme ailleurs, la volonté d'unir le « national » et le « social » réapparaît vigoureusement ; le haut patronat est traité sans plus de ménagements que ses adversaires de gauche.

Cette tentative durera deux ans. Entre-temps, Thierry Maulnier fonde avec l'écrivain catholique Jean de Fabrègues une revue mensuelle, « *Combat* », destinée à permettre la confrontation et la libre discussion entre des écrivains nationalistes de nuances diverses.

La politique étrangère ne va pas tarder à diviser l'équipe. Pour certains collaborateurs de la revue — à commencer par ses deux fondateurs — il est de plus en plus difficile de militer pour un fascisme français, à l'heure où les grandes puissances fascistes étendent leur influence en Europe au détriment de l'influence française. Thierry Maulnier écrit : « *La démocratie affaiblit la France, mais les défaites de la démocratie l'affaiblissent aussi.* »

Autrement dit, la France doit assurer son relèvement intérieur sans se lier à une éventuelle « *internationale fasciste* ». Thierry Maulnier et Jean de Fabrègues estiment également que certains aspects des régimes totalitaires — en particulier le racisme hitlérien — sont incompatibles avec les meilleures traditions françaises.

Pour Brasillach et Rebatet — comme pour Drieu —, c'est essentiellement en dotant la France d'un régime aussi « *efficace* » que les régimes allemand et italien que l'on peut la sauver. Il ne s'agit pas de copier servilement ces régimes, mais il faut s'inspirer de leur orientation fondamentale. D'autre part, s'il faut se préparer à l'éventualité d'une nouvelle guerre avec l'Allemagne, il faut aussi tout mettre en œuvre pour qu'elle n'éclate pas. La France doit donc se méfier de l'influence des démocraties anglo-saxonnes, dont certains éléments sont acquis à l'idée d'une éventuelle « *croisade antifasciste* » (sans abandonner son hostilité absolue envers l'Allemagne, Maurras lui-même refuse une semblable « *croisade* », dont les conséquences seraient plus catastrophiques encore pour la France que 14-18).

Dans le domaine pratique, cette division se traduit de la façon suivante : les fascistes serrent les rangs à *Je suis partout*, tandis que certains de leurs camarades s'éloignent d'eux de plus en plus.

## Le chef introuvable

Le paradoxe des intellectuels fascistes français, c'est de ne pas trouver le chef et le parti capables d'incarner leurs espérances.

Dans le monde de droite — ou, si l'on préfère, « national » — le chef de parti le plus important à l'époque du Front populaire est le colonel de La Rocque, président du Parti social français (P.S.F.). Mais, s'il est traité de fasciste par les socialistes et les communistes, La Rocque est profondément suspect à l'Action française et aux fascistes. Les autres « chefs nationaux » ont une personnalité trop mince pour faire figure de candidats au pouvoir. Même Marcel Bucard qui, bien que se proclamant le chef du seul parti fasciste français, le Francisme, n'apparaît aux écrivains que comme un personnage théâtral quelque peu ridicule.

Sans doute certains « nationaux » unis à l'Action française adopteront-ils le slogan : « *Maurras au pouvoir* ». Mais c'est une expression symbolique, concernant davantage les idées de l'homme que l'homme lui-même. Déjà âgé de plus de soixante-dix ans, affligé de surdité et n'ayant aucune expérience de la « politique politicienne », Maurras ne peut guère apparaître comme un futur chef d'Etat — même s'il n'était au pouvoir que pour préparer les voies du roi.

Un homme va pourtant cristalliser quelque temps les espérances des militants fascistes : Jacques Doriot.

Avant de se brouiller avec le Parti communiste, Doriot a été l'une des personnalités les plus marquantes de ce parti. Quand il

# Drieu : petit cousin de Werther

par Dominique BORDE



Drieu la Rochelle (à droite), songeur, écoute l'intervention de son ami Brasillach lors d'un meeting du P.P.F., en mai 1943.

« *L n'y a pas d'art sans société et sans assez vaste société* », écrivait Drieu La Rochelle dans « le Français d'Europe ». Dire que cette petite phrase lapidaire résume les ambiguïtés de l'écrivain pris dans le mouvement de son temps serait hâtif. Mais elle image assez nettement l'une des dualités qui habitèrent Drieu pendant toute sa vie.

Ecrivain, penseur politique ou dandy ? Chercher à définir Drieu à travers son œuvre, riche et éparse, n'est déjà pas si aisé, mais essayer de le saisir et de le retenir dans son action politique découragerait plus d'un dogmatique. C'est que Drieu fut toute sa vie une pensée pure perdue parmi son siècle. Un regard lucide sur le monde et l'humanité qui l'entourait mais aussi un acteur aveuglé des mouvements de son époque dont il ne se privait pas pourtant de dénoncer les erreurs et d'annoncer les espérances.

Ce vieux jeune homme au physique fragile et nonchalant, à l'allure d'éternel adolescent, long et mince, impose déjà une séduction qui échappe à tous les âges. Il a le front haut et bosselé des intellectuels où des cheveux rares forment comme une couronne ou un halo tandis que ses yeux clairs tour à tour moqueurs ou perdus semblent regarder au-delà de ce qu'on leur montre. L'homme est élégant sans recherche, à l'aise sans forfanterie, aristocrate sans avoir les titres. C'est un hobereau des lettres descendu de sa tour d'ivoire pour regarder le monde de plus près. Engagé très jeune dans la guerre de 1914, il a trouvé dans les combats un terrain exceptionnel à ce dépassement du moi qui l'obsédera toute sa vie : « *Tout d'un coup je me connaissais, je connaissais ma vie. C'était donc moi, ce fort, ce libre, ce héros* », écrit-il dans « La comédie de Charleroi ». Etre un héros, voilà ce qui manquera à Drieu revenu à la vie civile. Les femmes occuperont l'intellectuel en recherche de sensations fortes qui passera des unes aux autres, avec vertige ; mais l'homme d'action restera les mains vides.

## La tentation du néant

Heureusement, une grande idée va se faire jour : l'Europe que Drieu prend à bras le corps. Ce visionnaire y voit l'unique solution pour enrayer l'hégémonie des peuples. L'idéaliste y décèle le remède aux déchirements qu'il a connus. Mais cette vision globale ne l'empêche pas de ressentir et de traduire les malaises intimes. A la suite du suicide de

son ami Jacques Rigaut, il écrit comme dans un souffle « Le feu follet » (sa première œuvre à avoir été portée à l'écran par Louis Malle en 1964). Ce roman d'un suicide ressemble autant à l'écrivain qu'à son modèle. L'homme en quête d'action — l'homme à cheval — y nie l'essence même de celle-ci et sa lucidité débouche sur le néant. Une tentation qui le fascine qui l'effraie. Il lui faut tuer la mort par l'action et s'engager. Le Congrès de Nuremberg fournit au penseur la réponse du concret qui le rassure. Drieu se donne au fascisme comme seule force de progrès puis confirme son engagement en s'inscrivant au PPF de Doriot. Plus tard, il en démissionnera puis y reviendra, toujours acteur d'un dernier combat. Son retour avec Doriot en 1942 il l'explique sans détour à Pierre Andreu : « *Alors qu'il y a tant de gens qui me haïssent, j'ai voulu leur donner une raison bien claire de me haïr et de me tuer* ». Sans plus y croire il ira au bout de son choix alors que son regard se dirige vers Moscou et un totalitarisme que cet impénitent croit plus parfait. Mais il est trop tard, l'intellectuel doit payer pour le politique. Drieu choisit de s'en aller sans se livrer à ses ennemis. Mort par trop forte dose de véronal et de gaz ou par excès d'idéalisme ?

Il est très symbolique que l'œuvre de Drieu soit restée sur un roman inachevé (« Mémoire de Dirk Raspe ») et tout aussi révélateur que son action politique soit demeurée à l'état de projet avorté.

Mal à l'aise dans le siècle, trop à l'étroit dans les règles littéraires, Drieu, prophète de l'impossible et poète des profondeurs, est le contraire d'un carriériste ou d'un militant. Comme l'a noté Pol Vandromme : « *Il s'est appliqué à être Fabrice, c'était un petit cousin de Werther* ».

Drieu s'est inventé un champ de bataille pour y livrer sa propre guerre. Vaincu par le doute, il a péri des certitudes du monde. Mais cet homme de l'échec a laissé des traces profondes, car ce sont ses hésitations et son malaise qui nous remuent encore. Aujourd'hui, on se replonge dans « Gilles », « Rêveuse bourgeoisie », « Une femme à sa fenêtre » ou « Feu follet » pour y retrouver une empreinte de l'écrivain en oubliant les errances du politique. Le temps a effacé ce dernier pour ne révéler qu'un homme en quête de lui-même et des autres.

Sa grande victoire est d'être entré dans l'éternité par la porte du doute.

fonde le Parti populaire français (P.P.F.), c'est, chez les intellectuels fascistes, l'enthousiasme. Un ancien communiste amenant avec lui à la « cause nationale » des milliers de ses anciens camarades, que rêver, pour les jeunes fascistes, de plus exaltant ?

En effet, le P.P.F. attire à la fois des fascistes déçus par l'Action française et les autres ligues, et des communistes déçus par leur parti. Et la joie avec laquelle des nationalistes se trouvent aux côtés d'anciens communistes doit être notée : ils sentent qu'ils ne pourront aboutir à rien si des hommes venus de l'autre bord ne s'entendent pas avec eux.

Car s'ils sont anticommunistes, les jeunes intellectuels fascistes ne veulent toujours pas être davantage conservateurs. « *Nous ne voulions pas être les gladiateurs de la bourgeoisie* », a dit Brasillach. Pour employer une expression souvent utilisée aujourd'hui, ils rêvent d'une « troisième voie », aussi anticapitaliste qu'antimarxiste.

Cette aspiration est celle de beaucoup d'intellectuels de l'époque. Elle correspond notamment à la recherche d'Emmanuel Mounier et de ses camarades de la revue « *Esprit* ». Mais ceux-là ne conçoivent le changement souhaitable que dans le cadre démocratique. Les fascistes, au contraire, ne le voient possible que par l'action d'un chef s'appuyant sur un parti unique.

Cependant, les grands moments du P.P.F., où les anciens communistes Jean Fontenoy et Camille Fégy fraternisent avec les anciens radicaux Bertrand de Jouvenel et Pierre Drieu La Rochelle, et le réactionnaire Abel Bonnard, ne durent pas longtemps. Malgré le dynamisme de son parti, Doriot perd son siège de député, et il renonce à ses fonctions de maire de Saint-Denis. Et, surtout, il accepte des concours politiques et financiers qui, en dépit d'un langage « révolutionnaire », le situeront bientôt à droite...

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, les fascistes des pays démocratiques sont généralement unis autour d'un seul chef. En France, les militants fascistes ou fascisants se partagent entre cinq ou six chefs, — le démon gaulois — dont aucun n'est assez fort pour l'emporter sur les autres.

Décus par ces divisions, les intellectuels considèrent avec admiration les fascistes étrangers. À l'époque, les voyages — y compris dans les pays voisins — sont beaucoup plus rares qu'aujourd'hui. Les intellectuels qui se déplacent ont fréquemment tendance à mettre au compte de son régime les mérites fondamentaux du pays qu'ils visitent. Brasillach et Rebatet sont émerveillés par ce qu'ils constatent en Allemagne, en Italie, en Espagne : la mise au rencart des anciens politiciens, la promotion de la jeunesse, la joie qui paraît émaner des foules rassemblées pour acclamer leur chef charismatique. Quelle tristesse pour eux de retrouver en rentrant une France désordonnée, malthusienne, rongée par la haine politique !

Il y a pourtant, dans les pays qu'ils admirent, un envers du décor. Un envers parfois effroyable. « *L'Action française* » a d'ailleurs été l'un des premiers journaux à publier des informations sur les camps de concentration hitlériens. Mais, pour Mussolini, qui a suspendu les libertés politiques et syndicales, pour Franco, qui a provoqué en Espagne une terrible effusion de sang, elle n'a guère que des éloges : ces dictateurs ne sont-ils pas « latins », donc civilisés ?

Sans doute Drieu, marqué à jamais par l'expérience des tranchées de 14-18, Brasillach et Rebatet, formés par Maurras, éprouvent-ils quelque inquiétude devant l'Allemagne hitlérienne. Mais c'est davantage une inquiétude quant à la puissance allemande, qu'une inquiétude quant aux caractéristiques du régime hitlérien.

En 1936, un romancier breton d'inspiration mystique,



Lucien Rebatet dédicace « *Les décombres* », l'un des grands succès de librairie de l'année 1942.

Alphonse de Chateaubriant, se rend en Allemagne et en rapporte un livre enthousiaste sur l'hitlérisme, en lequel il voit une renaissance de la chrétienté médiévale ! Relativement ménagé à gauche (Chateaubriant est un grand ami de Romain Rolland, lui-même admirateur du communisme) ce livre, « *La gerbe des forces* » est au contraire rejeté par l'autre bord, y compris par les fascistes. « *C'est Jocrisse au Walhalla* », écrit Brasillach dans « *L'Action française* ». Entre les futurs partisans de la collaboration avec l'Allemagne, l'entente est donc loin de régner à l'époque.

Divers ouvrages viennent cependant apporter de l'eau au moulin des jeunes fascistes. Moraliste dédaigneux de son temps, mais observateur pénétrant et grand stylistes, Abel Bonnard publie en 1936 « *Les modérés* », implacable procès de la droite conservatrice. Quelque temps plus tard, l'adhésion de Bonnard au P.P.F. montre où vont désormais les préférences de l'écrivain.

Autre allié objectif — et combien prestigieux — des jeunes fascistes : Louis-Ferdinand Céline. Jusqu'à son voyage en Russie, cet auteur des plus surprenants romans de l'époque était, bien qu'individualiste absolu, généralement classé à gauche. Les impressions antisoviétiques qu'il rapporte de Moscou dans « *Mea Culpa* » bouleversent l'idée qu'on se faisait de lui. Puis le voilà qui, bien vite, va plus loin, avec deux pamphlets torrentiels, « *Bagatelles pour un massacre* » et « *L'école des cadavres* ». Pamphlets dont l'antisémitisme est tellement outrancier qu'André Gide veut y voir une satire de cette passion. Il arrive en effet que Céline se moque de lui-même et de ses idées. Cependant, les jeunes écrivains

# Marinetti : Benito m'a tout pris !

**D**ANS un « Crapouillot » d'avant-guerre, Galtier-Boissière évoque sa rencontre, dans les années 20, avec Filippo Tommaso Marinetti, auteur quelque peu oublié du « Roi bombance » et principal inspirateur, avec d'Annunzio, de l'esthétique fasciste :

« Les clans d'avant-garde se livraient de furieuses batailles. L'inventeur du futurisme, l'Italien Marinetti, avait le don de déchaîner la bagarre : ses conférences sur le « Tactilisme » et sur le « Bruitisme » furent particulièrement mouvementées. Le plus bizarre, c'est que l'assaut était mené contre le chef futuriste par ses enfants « naturels » — comme il les appelait avec dédain — les dadaïstes. L'équipe du Crapouillot comptait les coups, non sans marquer une certaine sympathie à Marinetti, qui, invité à un de nos dîners, nous avait d'abord éblouis par sa verve, puis avait tenté en vain de nous convaincre que « le Monte Tomba, c'était MILLE FOIS plus TERRIBLE que Verdun » !

« Au théâtre de l'Œuvre, Marinetti déchaîna le tumulte. A peine était-il apparu sur scène que les trois quarts de la salle le huaient, tandis que quelques rares rangées le soutenaient de leurs applaudissements. Le chahut était infernal et les manifestants projetaient sur le plateau tous les objets qui leur tombaient sous la main. Mais depuis vingt ans Marinetti avait pris l'habitude d'être sifflé sur toutes les scènes du monde, et comme il parlait parfaitement français, allemand,

anglais et espagnol, il répliquait aux interpellations et aux injures dans la langue même de l'interrupteur, avec un à-propos extraordinaire.

« Lorsque les manifestants se furent égosillés, les combats commencèrent : un hercule souffletait le petit Tristan Tzara et le chef des dadaïstes s'écroulait. Mais à peine avait-il touché le plancher que, tel Antée, il reprenait des forces nouvelles et se redressait automatiquement comme un jouet mécanique, pour essuyer de nouveaux coups.

« Pendant un silence relatif, un dadaïste lança d'une voix de stentor : « L'Italie est la seule nation qui ait été vaincue dans la Grande Guerre ! »

« L'ambassadeur d'Italie, qui occupait l'avant-scène côté jardin, se leva, outré, et s'éclipsa.

« Après ce meeting mouvementé, Marinetti vint nous rejoindre pour dîner. Avec force gestes et dans un français d'une étonnante pureté, il nous expliqua que Mussolini lui avait volé toutes ses idées à lui, Marinetti, aussi bien l'interventionnisme aux côtés de la France en 1915 — « A Turin, chaque soir, disait-il, nous nous battions à coups de canne et dans les réunions publiques nous défenestrons les contradicteurs ! » — que le « Fascio » en 1920. Benito n'était qu'un vulgaire plagiaire ! »

(Jean Galtier-Boissière,  
« Le panier de crabes », novembre 1938.)

fascistes le portent aux nues, car sa condamnation du « bellicisme » des démocraties et sa sympathie pour les régimes fascistes ne peuvent que les enthousiasmer — même s'ils prennent leurs distances avec certaines de ses positions.

N'oublions pas non plus Henri Béraud, le truculent éditorialiste de « Gringoire » (le concurrent de « Candide »). Ancien homme de gauche lui aussi, Béraud se déchaîne contre le Front populaire, et contre les Anglo-Saxons qui soutiennent selon lui sa politique étrangère. Son article « Faut-il réduire l'Angleterre en esclavage » est l'un des grands moments de la presse de l'époque.

Il faut ajouter que, sans devenir fascistes, de grands écrivains tels que Paul Morand, Jacques Chardonne, Henry de Monther-

lant, Jean Giraudoux, Daniel Halévy, Alfred Fabre-Luce évoquent occasionnellement ce qui leur semble digne d'intérêt dans les régimes fascistes. Et Paul Claudel n'hésite pas à publier un poème en l'honneur de l'Espagne nationaliste...

## Les premiers épurés

Certains historiens pensent que l'occupation allemande marqua l'apogée des écrivains fascistes. Elle fut surtout le temps de leur désillusion.

Tout d'abord, la division qui s'était manifestée dès l'époque de Munich se confirma. Maurras estimait que l'on ne pouvait pas écrire déceimment en zone occupée : Gaxotte, Maulnier,

Le vendredi 7 février 1944

Es page 3 - LE GRAND MATIN, samedi matin par 1.5. 1944

ORDRE DU JOUR

**JE SUIS PARTOUT**

Le Grand hebdomadaire Politique et Littéraire

MEMBRE DU VIRE-CAJOU

CAMUS

**VIVE LA RÉVOLUTION !**

ont crié en se séparant les dix mille auditeurs de Je Suis Partout à la Salle Wagram

Charles Lesca

Ralph Soupault

Morales

En janvier 1944,  
« Je suis partout »  
s'accroche  
encore au mirage  
d'une révolution  
impossible.

Haedens, Béraud réagirent comme lui et ne s'exprimèrent qu'en « zone sud ».

A Paris, la situation des fascistes ralliés à la collaboration fut plus complexe qu'il n'y paraît. Car s'ils étaient eux-même « collaborationnistes », d'autres l'étaient autant qu'eux, sans être fascistes pour autant. De plus, il suffira de quelques mois pour comprendre que, loin d'être favorisée par la conjoncture, l'apparition d'un fascisme français était de plus en plus improbable. Car ni le maréchal Pétain, ni Pierre Laval n'ont une sensibilité fasciste : le premier souhaite une « Révolution nationale » conforme aux données du nationalisme classique, plus « autoritaire » que vraiment « totalitaire » ; le second croit davantage à la ruse diplomatique de style républicain qu'à la violence. Quant aux divers « chefs » fascistes qui s'agitent à Paris, ils excluent par leurs rivalités toute formation d'un « parti unique », parti que, d'ailleurs, les Allemands ne semblent pas souhaiter réellement.

Sans doute, les écrivains fascistes disposent-ils de plusieurs tribunes, sans doute connaissent-ils de grands succès littéraires ; Drieu et Brasillach publient de nouveaux livres, tandis que les anciens sont réédités, et ils fascinent beaucoup de jeunes lecteurs. De son côté, Lucien Rebatet remporte en juillet 42 un triomphe avec « *Les décombres* », l'un des plus étonnants pamphlets du demi-siècle. Mais le drame de ces hommes est d'avoir associé leur création littéraire à une position politique de plus en plus irréaliste. C'est que — contrairement au communisme — le fascisme n'avait jamais abouti à une véritable « internationale », si ce n'est dans les rêves de quelques intellectuels. Dès lors, les fascistes français, intellectuels ou militants, font de plus en plus figure aux yeux de la population d'illuminés — ou d'agents de l'Allemagne. La France occupée est nationaliste, de plus en plus nationaliste, mais ce nationalisme est fatalement hostile et au fascisme, et à cette collaboration dont on continue à parler, mais que les exécutions d'otages, les persécutions et les déportations raciales, la réquisition des travailleurs et la répression contre les maquis portent au comble de l'impopularité.

« *Il n'y a jamais eu de fascisme français* », écrivait Drieu en 1943. De son côté, Rebatet écrivait tardivement : « *L'espérance est fasciste* », ce qui signifiait en somme que le fascisme n'avait jamais eu, en France, d'existence autre que virtuelle.

Dès cette époque, dans la sensibilité populaire française, fascisme est synonyme de collaboration, et collaboration de trahison. Qu'ils adoptent en 1943 une position « modérée »



Louis-Ferdinand Céline, par Gen Paul.

(comme Drieu, Brasillach et Combelle dans « *Révolution nationale* ») ou « extrémiste » (comme Rebatet, Cousteau, Laubreaux et Dorsay dans « *Je suis partout* »), qu'ils restent sur le sol français à la Libération, comme les premiers, ou qu'ils se réfugient en Allemagne comme les seconds, les écrivains fascistes ne sont plus en mesure de modifier cet état de choses. Et l'épuration de 1944-45 — à laquelle beaucoup de dénonciateurs et de profiteurs sauront échapper — fera d'eux ses victimes idéales.



« Le livre et le fusil », ou le délicat mariage de l'intellectuel et du militant. Exposition de la Révolution fasciste, Milan, 1938.

# LE FASCISME, CONDIT

par Maurice BARDÈCHE

« Je suis un écrivain fasciste. On devrait me remercier de le reconnaître : car c'est, au moins, un point établi dans un débat dont les éléments se dérobent », affirme Maurice Bardèche en tête de son livre « *Qu'est-ce que le fascisme ?* » (Les sept couleurs, 1962). Pourtant, cet agrégé de lettres s'est longtemps tenu à l'écart de la politique militante. Ami et beau-frère de Robert Brasillach, ce sont les rigueurs de l'épuration qui l'amènent à rompre le silence, d'abord dans la « *Lettre à François Mauriac* » puis dans « *Nuremberg, ou la terre promise* » (sur le procès fait aux vaincus par les vainqueurs)... Ce dernier livre lui valut de connaître les prisons de la IV<sup>e</sup> République. Maurice Bardèche est aussi l'auteur d'ouvrages qui font autorité sur Balzac, Stendhal, Flaubert et Proust et d'une « *Histoire du cinéma* » en collaboration avec Robert Brasillach.

**J**E n'aime pas la politique. Si vous pensez que le fascisme consiste à faire défiler des garçons bottés en chemises brunes ou noires, dites-vous que ce n'est pas ma définition du fascisme. J'ai défendu les fascistes, c'est tout différent : parce que j'ai connu des fascistes et parce que je déteste le mensonge. J'ai protesté contre une falsification des faits et contre une entreprise de dénaturation des âmes et de confiscation des volontés fondée sur cette falsification. Je reste convaincu que j'avais raison.

On nous a menti et on continue à nous mentir : parce que ce mensonge est indispensable aux politiciens en place. Mais ce mensonge s'effrite aujourd'hui, il s'effondrera demain. On finira par regarder les expériences fascistes comme des expériences politiques qui ont été obérées et défigurées par les nécessités dramatiques de la guerre, mais qui ont pour caractère essentiel l'exaltation de certaines valeurs morales : le courage, l'énergie, la discipline, la responsabilité, la conscience professionnelle, la solidarité, dont la disparition est le drame des sociétés qui ont suivi. Être fasciste aujourd'hui, c'est souhaiter que ces mots aient un sens pour les peuples.

\*\*

Comme ces phrases peuvent surprendre dans l'état d'ignorance où nos contemporains sont maintenus, je me sens obligé d'y ajouter quelques précisions.

Avant de détester le fascisme, il faudrait essayer



Poursuivi après la publication de « *Nuremberg, terre promise* » (1951), Maurice Bardèche plaide sa cause devant les juges.

# ION DE NOTRE SALUT

de le comprendre. Le fascisme est né, historiquement, de la colère des anciens combattants contre les politiciens. Mais il a été, plus profondément, une opposition spontanée contre la démoralisation de la guerre et de l'après-guerre qui accompagna la transformation d'une société rurale stable, économe, patiente, courageuse, attachée à l'honnêteté et au civisme en une société de salariés ayant pour horizon l'augmentation des salaires, pour guide l'idéologie, pour instrument la politique.

Les mouvements fascistes sont nés d'une réaction contre cette dénaturation des peuples. Cette réaction eut partout le même point d'appui. Dans leur désarroi, ceux qui refusaient ce monde nouveau de l'après-guerre se sont reportés à une image-type de la grandeur passée de leur peuple, pour l'Italie celle des légions de Rome, pour l'Allemagne celle des Germains d'Arminius qui avaient vaincu l'armée du consul Varus, pour la Roumanie ou la Hongrie, celle de leurs paysans combattants, pour l'Espagne l'image de l'honneur castillan : non pas une idéologie, mais un modèle moral, celui qui incarnait le mieux ce qu'ils étaient ou ce qu'ils avaient voulu être dans les tranchées où ils s'étaient battus.

En détruisant, après la Seconde Guerre mondiale, cette renaissance de la conscience nationale sous prétexte d'anéantir l'idéologie raciste, on a détruit une solution politique originale qui permettait à la fois de briser les idéologies destructrices de l'unité nationale et les excès du capitalisme sauvage.

Or, le racisme constitué en idéologie ne fait pas partie de la définition du fascisme ni même de la définition du national-socialisme. Comme les autres idéologies, il part d'une idée juste qui a été outrée et déformée en devenant un système. Ses excès ont été les excès auxquels aboutit toute pensée systématique.

En réalité, les régimes fascistes n'ont pas été des régimes de contrainte pour les individus. Ils ont généralement respecté les libertés individuelles et n'ont réprimé que le sabotage, le parasitisme et la spéculation. En revanche, ils ont assuré aux peuples la plus précieuse des libertés, celle d'être eux-mêmes et non pas ce qu'on a décidé qu'ils sont : liberté que nous ne connaissons plus.

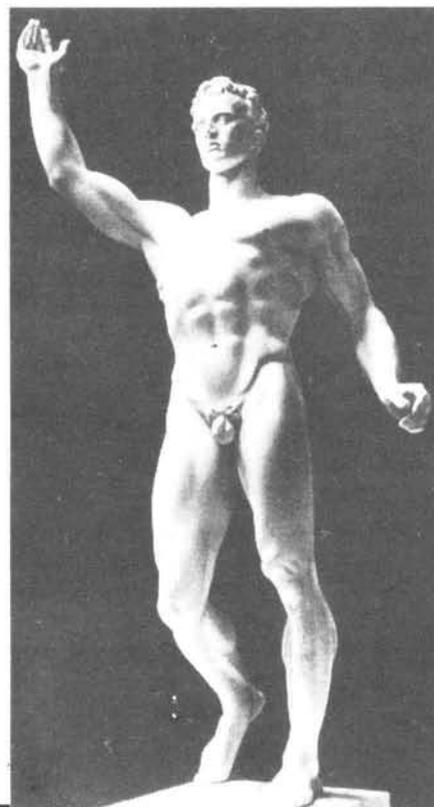
\*\*

Les régimes fascistes ont été ou ont essayé d'être des régimes de solidarité et de justice sociale, qui ont été ensuite déformés par les contraintes de la guerre. Tout régime de solidarité et de justice sociale exige un Etat fort : mais un Etat fort n'a pas

besoin d'idéologie : il a besoin seulement de bon sens et de générosité.

Je ne crois pas à l'histoire des régimes fascistes et de la Seconde Guerre mondiale telle qu'on la présente aujourd'hui. Cette histoire n'est pas encore faite : et ce qui en a été fait, on nous le cache. Le dossier des falsifications est copieux : il porte sur les faits, les documents, les omissions. Je laisse à chacun la tâche d'en dresser ce qu'on aperçoit, dès maintenant, de ce catalogue. Tout homme qui réfléchit devrait prendre conscience de nos illusions : nous broutons comme des bêtes sans raison le mensonge de notre victoire, le mensonge de la Résistance, le mensonge de notre liberté. Ces mensonges ont nourri des idéologies d'autodestruction, l'antiracisme, la lutte des classes. Et cette nourriture frelatée est le secret de notre impuissance.

Très bientôt, dans vingt ans, dans dix ans peut-être, la race blanche en Europe devra lutter pour sa survie. Cette bataille suprême exigera des régimes forts, des gouvernements de salut public. Elle ne pourra être conduite que dans le dépérissement des idéologies et par le recours aux qualités viriles que je disais. Il ne faut pas se demander aujourd'hui si ces régimes forts sont possibles, il faut savoir qu'ils sont inévitables : sous quelque nom qu'on leur donne. Car ils sont la condition de notre salut.



« Le messager », sculpture d'Arno Brecker.

# HITLER ÉTAIT-IL FASCISTE ?

par Jean-André FAUCHER

**L**E 24 février 1920 naît — discrètement — à Munich le Nazional-Socialistische Deutsch Arbeiter Partei (1), le NSDAP qui en deux décennies sera amené à beaucoup faire parler de lui... Il prend aussitôt pour emblème l'étendard rouge à cercle blanc frappé de la croix gammée.

Est-ce à dire que l'histoire du nazisme commence vraiment ce jour-là ? En 1911, l'ingénieur Robert Jung et l'ouvrier Fritz Stein avaient déjà fondé un *Deutsch Arbeiter Partei*. En 1918, un serrurier socialiste, Anton Drexler, avait fait paraître un ouvrage intitulé *Der Nationalsozialismus*.

Depuis plusieurs années déjà, un courant d'idées était donc apparu, visant à mobiliser la classe ouvrière au service du nationalisme allemand. La doctrine qui allait porter Adolf Hitler était ainsi proposée aux Allemands bien avant la marche sur Rome de Mussolini. Et la version allemande se donnait d'emblée le racisme pour fondement.

Hitler n'avait encore que vingt ans quand il découvrit à Vienne, dans un petit débit de tabac de la Felberstrasse des exemplaires de la revue « Ostara ». Son auteur se faisait appeler Georg Lanz von Liebenfels et prétendait être né en 1872 à Messine. Il devait être établi plus tard qu'il se nommait en réalité Adolf Josef-Lanz et qu'il était né plus prosaïquement à Penzing, un faubourg de Vienne, en 1874.

Ce Lanz avait créé en 1899 un ordre de chevalerie pour libérer le christianisme des « influences juives » et pour rendre ses vertus traditionnelles — réelles ou mythiques — à la race germanique. La revue « Ostara » était l'organe de cet Ordre du Temple Nouveau. Il avait déjà choisi la croix gammée comme symbole.

Le jeune Hitler rendit visite à l'inquiétant personnage un jour de 1909. Et il le salua comme son maître.

En 1932, Lanz devait écrire à un ami :

— *Tu as été l'un de nos premiers adhérents et Templiers. Sais-tu qu'Hitler est l'un de nos disciples ? Tu verras bientôt son triomphe, le nôtre par conséquent, car il va déclencher un mouvement qui ébranlera le monde.*

C'est seulement dans l'Allemagne de la défaite, alors qu'il était lui-même revenu du front blessé et décoré, qu'Adolf Hitler ajouta à son antisémitisme de base la mystique de l'ancien combattant qui devait inspirer pendant plusieurs années toutes les ligues nationalistes et les corps-francs lancés dans une impitoyable guerre civile contre le *Rote Front* et les milices rouges.

Bouleversé par la défaite, écœuré par le désordre de son pays, le 16 septembre 1919 Hitler prenait la carte du minuscule *Deutsch Arbeiter Partei* fondé quelques mois plus tôt par Anton Drexler et par l'économiste Gottfried Feder. Son ami le capitaine Röhm, belle figure de reître germanique, était son parrain. Rapidement, le journaliste Karl Harrer, président du parti, pressant les dons de l'ex-caporal, confiait à Hitler le poste de chef de la propagande. Quelques jours plus tard, le

DAP modifiait son titre et devenait le NSDAP. Il ne faisait ainsi que suivre l'exemple du *Deutsch Arbeiter Partei* d'Autriche qui, en mai 1918, était devenu de *Deutsch National Socialistische Arbeiter Partei*, le DNSAP.

Il existait par ailleurs, en Allemagne, deux formations socialistes qui se recommandaient du national-socialisme, celle que dirigeait Streicher à Nuremberg, et celle qu'animait le docteur Otto Dickel à Augsburg. Un peu plus tard, on allait voir apparaître la croix gammée sur les casques d'acier des soldats volontaires de la brigade de corps-francs Ehrhardt, qui ne connaissaient même pas l'existence d'Adolf Hitler. C'est dire que jusque là on ne voyait pas l'originalité du groupuscule munichois.

Ce fut indiscutablement à cette époque que Hitler mit au point sa doctrine. La référence raciste devenait le thème essentiel de l'unification allemande.



L'emblème de la « Société de Thulé », fondée par Karl Haushoffer. La « svastika » (d'un mot sanskrit signifiant « vie heureuse ») servait déjà de signe de ralliement aux jeunes Allemands, un siècle plus tôt.

(1) Parti national-socialiste des travailleurs allemands.

**Hitler et Röhm à la Braunau Haus de Munich. En 1934, l'armée obtiendra la tête du vieux compagnon de lutte.**



En effet, l'Allemagne n'avait pas d'unité religieuse comme l'Italie. Elle n'avait pas d'unité historique comme la France. Elle n'avait pas d'unité géographique et économique comme la Grande-Bretagne.

Qu'à cela ne tienne. Hitler susciterait le mythe de la race germanique, l'érigerait en culte, avec ses rites et ses messes noires ou brunes. Il est d'ailleurs à noter que dans les réunions publiques qu'il tient dans les années mil neuf cent vingt-vingt-deux, Hitler, lorsqu'il s'agit de faire vibrer la corde du patriotisme, invoque aussi bien l'exemple de Mussolini que celui... d'Atatürk. Mais il serait tout aussi vain de chercher dans son programme une référence explicite au fascisme italien qu'à la révolution kémaliste... Hitler est fasciné par l'Allemagne prussifiée. Ses inclinations vont aux doctrines nordiques, au paganisme antisémite de Nietzsche (2) — qu'il n'a pas lu. Tout cela est contraire non seulement aux idées politiques de Benito Mussolini mais aussi — et c'est sans doute plus important — à la sensibilité du Duce. Leur point commun est une même recherche de l'ordre, ou plutôt un refus du désordre qui accable simultanément l'Allemagne et l'Italie à demi victorieuse.

L'alliance des obsessions antisémites de la jeunesse d'Hitler et des aspirations nationalistes des anciens combattants dans une Allemagne démilitarisée et partiellement occupée par ses vainqueurs constituera l'élément de base de la doctrine nazie. Ce sera, compte tenu du prestige d'une armée conservatrice, mais pétrie par la tradition chrétienne, toute l'ambiguïté de la tactique hitlérienne dans les années précédant la prise du pouvoir : où Mussolini rencontra l'âme italienne, Hitler dut imposer une mythologie.

En 1920, le jeune officier aviateur demi-solde Rudolf Hess fit connaître à Hitler les théories géopolitiques fumeuses de Karl Haushofer, un ancien général devenu professeur à l'université

(2) *Prophétique, l'auteur d'« Ainsi parlait Zarathoustra »* écrivait : « Je voudrais des barrières pour empêcher les cochons d'entrer dans mes doctrines. »

de Munich. Y voisinent, à côté de vues pangermanistes classiques, les germes de l'alliance japonaise.

L'idée de regrouper les nationaux-socialistes des différentes organisations ne vint pas non plus d'Hitler lui-même. Ce fut un avocat de Vienne, Walther Riehl, leader du NDSAP autrichien qui, en août 1920, organisait à Salzbourg une réunion internationale à laquelle assistèrent les nationaux-socialistes tchèques et des militants venus de Munich. Hitler était alors, dans son propre parti, l'objet d'une violente campagne organisée par ceux des siens qui voulaient fusionner le même NSDAP avec le parti socialiste allemand de Brüner et de Streicher.

Au moment où se produisait en Italie la « marche sur Rome » — événement sans le moindre retentissement dans l'Allemagne éperdue de la défaite — le NSDAP comptait en Allemagne quinze mille adhérents dont six mille hommes étaient incorporés dans la SA, son service d'ordre militarisé. Ces derniers portaient un uniforme feldgrau et un casque d'acier, leur chef étant le capitaine aviateur Hermann Goering, l'ancien commandant de l'escadrille Richthofen — du nom du Guynemer allemand de la guerre 1914-1918.

Hitler lançait alors à ses troupes :

— *Il n'y a plus qu'une alternative : la croix gammée ou l'étoile soviétique, le despotisme universel de l'Internationale ou le Saint Empire de la nation germanique.*

Rosenberg, devenu le rédacteur en chef du quotidien du parti avait, à ce moment une influence déterminante sur Hitler et contribuait à élaborer la doctrine nazie. Le diplomate français, Robert Buchez qui était à Munich le témoin de ces événements devait écrire :

— *D'origine russe, Rosenberg avait lu fébrilement, fanatiquement, sans méthode et sans choix : depuis les exégèses de la Bible jusqu'à la théosophie néo-bouddhiste de sa compatriote, Madame Blavatsky, en passant par les thèses sur l'aryanisme, l'histoire juive, celle de la franc-maçonnerie, les légendes*

nordiques et la métaphysique hindoue. Il absorba surtout les idées de Houston Stewart Chamberlain, dont le livre « La Génèse du XX<sup>e</sup> siècle » contribua beaucoup à faire de lui le plus fougueux des antisémites pseudo-scientifiques.

## Le futur Führer se gave de sucreries

Le 9 novembre 1923, dans le centre de Munich, à la tête de deux mille partisans, Hitler et le général Ludendorff — pourtant réputé le meilleur cerveau de l'armée allemande de la Grande Guerre — tentaient un putsch ridicule. Cette journée des dupes devait rester pour les Allemands le Kahrfreitag (le vendredi saint se dit « Karfreitag »), jeu de mots sur le nom du conservateur bavarois Gustav von Kahr qui, après avoir fait mine de se rallier aux conspirateurs, fit tirer sur la marche des nazis à la Feldhernhalle. Bilan : quinze morts ; Goering grièvement blessé. Hitler donnait le bras à Scheubner-Richter quand celui-ci, frappé à mort, l'entraîna dans sa chute... et lui sauva sans doute la vie. Le grain de sable de Cromwell... « La police, expliquait un témoin, a visé le sol, les balles ont ricoché et les éclats provenant du pavé de granit ont provoqué de vilaines blessures ».

Curieusement, cet épisode grotesque — à ne pas retenir pour les amateurs de coup d'Etat — fournit au nazisme sa première légende héroïque. Le procès d'Hitler qui suivit le fit connaître dans le monde entier. Avec un sens exceptionnel de la propagande, Hitler fit du box des accusés une tribune qui porta sa voix dans toute l'Allemagne et d'où il parvint à intéresser les correspondants de presse venus de tous les pays. Il allait rester enfermé jusqu'au 20 décembre 1924 dans la prison de Landsberg à cinquante kilomètres de Munich.

Cette détention fut mise à profit par ses rivaux dans les instances du NSDAP. A ce moment, Gregor Strasser fut élu député au Landtag de Prusse. Grâce au journal socialiste « Berliner Arbeiter Zeitung » que venait de racheter son frère



« Je serai tout aussi bon que Mussolini, mais les autorités ne le permettent pas. » Simplicissimus, 1929.

## Suivez le Guide

« **J**USQU'A l'époque du putsch, nul n'avait songé à appeler Hitler autrement que Herr Hitler. Mais après l'épisode de Landsberg, Hess s'avisait de le désigner sous le nom de Chef ; il forgea par la suite le mot de Führer, calqué sur le Duce de Mussolini. C'est aussi à cette époque que commença à se généraliser la formule Heil Hitler. Elle était, au début, parfaitement anodine. Les Autrichiens se sont abordés pendant des générations en disant Heil Untel ou Heil mein Lieber. Les cyclistes eux-mêmes, lorsqu'ils croisaient un groupe de leurs camarades, se lançaient au passage un All Heil retentissant. Avant le putsch, nous disions couramment Heil Gœring ou Heil Hess sans que cette formule eût quoi que ce soit de suspect : c'était une façon comme une autre de se saluer. Puis, un beau jour, Heil Hitler devint parmi les gens du Parti une sorte de mot de passe, et dire Heil Schmidt ou Heil Hanfstaengl fut dès lors considéré un peu comme un crime de lèse-majesté. »

(Ernst Hanfstaengl, « Hitler : les années obscures », éditions de Trévise, Paris, 1967.)

Otto, il fit de ses sections du Nord de l'Allemagne la force la plus importante du mouvement national-socialiste.

Rosenberg, qui remplaçait Hitler à la tête du parti, se trouva bien vite en conflit avec Streicher et avec Hermann Esser. Bien qu'il ait fait élire neuf députés au Reichstag, privé de son chef, le NSDAP se dispersait en factions rivales. Ainsi le major Buch voulant reconstituer les SA se heurtait au Frontbahr, que venaient de créer Röhm et Bruckner. Depuis sa prison, comme d'habitude, Hitler refusait d'arbitrer, pensant bien qu'il profiterait de ces rivalités à sa sortie de Landsberg.

Dans sa cellule, tout en se gavant de sucreries expédiées par ses admiratrices, Hitler était absorbé dans la rédaction de « Mein Kampf », la Bible illisible du nazisme, fortement influencée par Rudolf Hess, le futur « Dauphin », du chef nazi. « Ces deux hommes, racontera un témoin des « années difficiles », s'étaient étroitement rapprochés durant cette période ; c'est alors que je les entendis se tutoyer pour la première fois. Drexler et Eckart, ainsi qu'un ou deux vieux camarades du temps de guerre, étaient, à part Hess, les seuls à bénéficier de ce privilège. Röhm, quant à lui s'obstinait à tutoyer Hitler, mais celui-ci répondait invariablement en le vouvoyant — ce qui, du reste, ne paraissait pas décourager Röhm le moins du monde ».

Un jour, méditant sur l'échec du putsch, Hitler avoua son goût pour les procédés expéditifs :

— Nous devons apprendre à utiliser des méthodes beaucoup plus brutales, disait-il en appuyant sur le « r » de « brutal ».

Peu après, il déclarait préférer la voie légale pour conquérir le pouvoir. Il s'arrêta finalement à cette solution — celle du Diable qui se fait ermite — contre l'avis de la plupart des chefs du parti.

Sortant de Landsberg, il trouva le national-socialisme agonisant. Le 17 février 1925, devant cinq mille auditeurs dans la salle du Bürgerbrau, il annonça la reconstitution du NSDAP. Et il exigea la réconciliation publique de ses lieutenants, recevant le serment de fidélité de Julius Streicher, Max Amman, Rudolf Hess, Gottfried Feder, Hermann Esser et du docteur

Frick. Toutes les petites ligues nationales-socialistes prirent la décision de se dissoudre.

Tout n'était pas réglé pour autant. Drexler, Strasser, Röhm et Rosenberg avaient refusé de venir faire amende honorable. Un peu plus tard, Röhm annonçait par voie de presse sa décision de se retirer de la vie politique, suivi peu après par Brückner.

Dans le même temps, Strasser se conduisait dans le nord de l'Allemagne comme s'il était le seul patron du NSDAP. Il n'avait pas de mots assez féroces pour dénoncer « *la clique de Munich* ». Un conflit grave éclata lorsque les deux frères Strasser, avec l'accord des formations de la gauche ouvrière, exigèrent l'expropriation des domaines des anciennes familles régnautes. Hitler s'y opposait, affirmant que cette mesure de nationalisation était une escroquerie imaginée par les Juifs !

## Goebbels veut exclure le petit-bourgeois Hitler

Au cours d'une réunion des chefs hitlériens à Hanovre, Feder et Ley défendirent les arguments d'Hitler. C'est alors que Josef Goebbels, futur ministre de la propagande du III<sup>e</sup> Reich, lança d'une voix forte :

— *Je demande que le petit-bourgeois Adolf Hitler soit expulsé du parti national-socialiste.*

Rust ajoutait sans précaution :

— *Chez nous, aucun pape ne peut se prétendre infallible.*

Gregor Strasser renforça son alliance avec les socialistes et il s'abstint d'assister à une nouvelle réunion des chefs nazis organisée par Hitler à Bamberg. Il se fit représenter par Goebbels. Ce dernier, avec un art consommé du coup de théâtre, fit alors volte-face. A la surprise générale, il déclara que c'était Hitler qui avait raison et que Strasser faisait fausse route. En remerciement, Hitler allait lui confier, quelques jours plus tard, le commandement du secteur Berlin-Brandebourg.

En janvier 1927, un meeting de masse fut organisé à

Spandau. Un défi avait été lancé aux organisations de gauche. Elles s'empressèrent de le relever et cinq cents militants marxistes se mêlèrent à l'assistance. Goebbels parla pendant deux heures sur le thème du socialisme et, curieusement, la plupart des opposants, envoyés pour saboter la réunion l'écoutèrent avec intérêt. A l'extérieur de la salle, pendant ce temps, la bagarre éclatait. On avait sorti les gourdins et les couteaux. Il fallut transporter à l'hôpital un SA grièvement blessé. A peine plus tard, l'étudiant en droit Horst Wessel, fils d'un pasteur luthérien, était tué d'une balle dans la bouche par un certain Ali Höhler. Il n'était pas seulement le chef d'une section de SA. Poète à l'occasion, il était l'auteur de l'hymne hitlérien « *Die Fahne Hoch* ». Goebbels allait faire de lui le martyr des chemises brunes. C'est alors que le sombre « *Horst Wessel Lied* » devint le chant officiel des nazis.

A la fin de l'année 1927, le parti comptait 72 600 adhérents. Aux élections qui suivirent, le 20 mai 1928, les nationaux-socialistes obtinrent 809 000 voix et n'enlevèrent que douze sièges. Parmi les députés figuraient Hermann Goering, Goebbels Grégor Strasser, Frick et le général Von Epp.

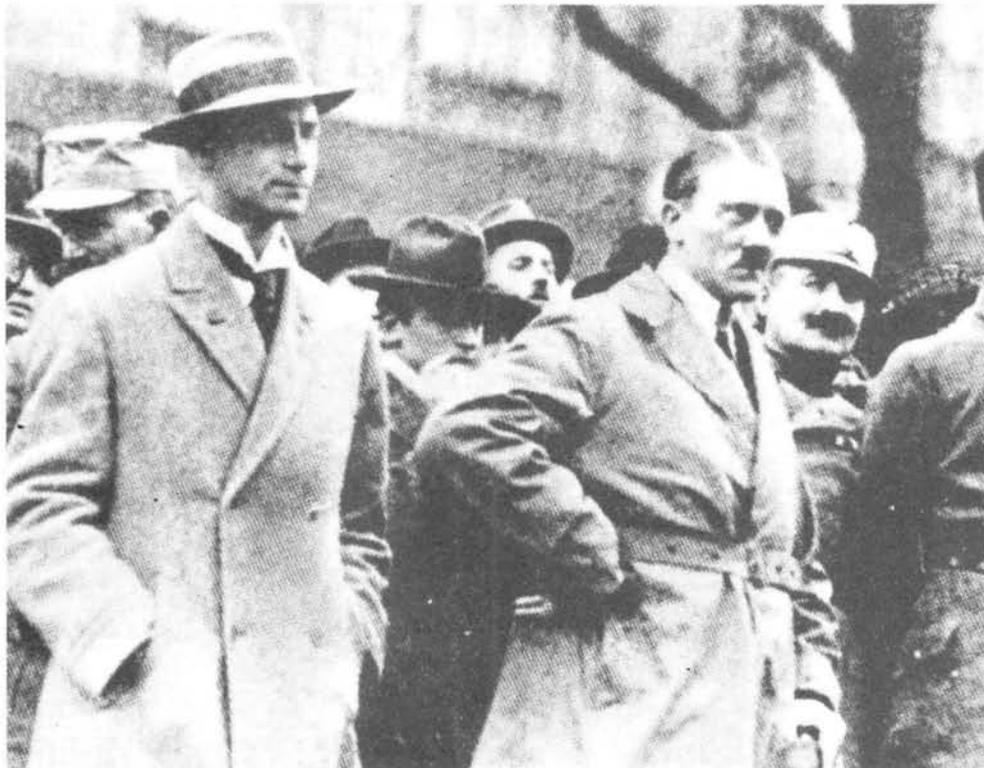
Ce piètre résultat rassurait la gauche, en Allemagne comme en France. Ces agités, pensait-on, n'étaient décidément guère dangereux ! Jamais Hitler ne réussirait à prendre le pouvoir. Son parti allait vite perdre la peu d'influence qu'il conservait encore.

A cette date, Von Bredow, l'un des chefs du service secret allemand, déclarait à Canaris :

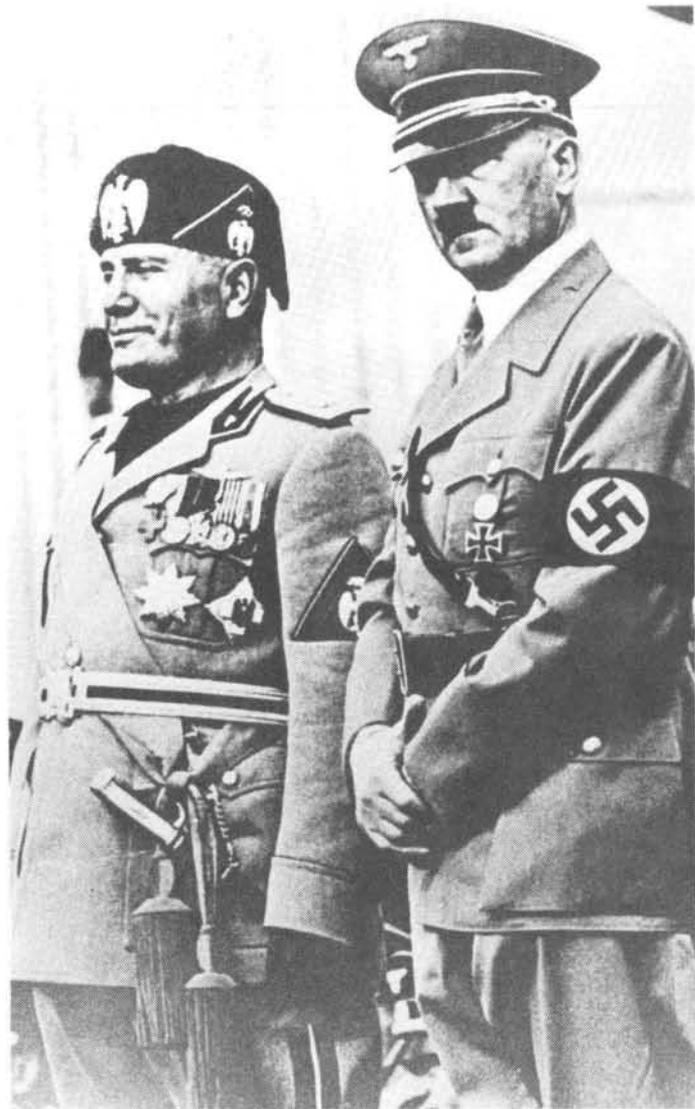
— *Le NSDAP n'est pas pris au sérieux. Hitler n'est qu'un petit agitateur solidement tenu en main par la direction de la Reichswehr.*

En 1929, l'aspirant Himmler prit le commandement des échelons de protection, ou SS, des hommes en uniforme noir avec un insigne à tête de mort sur la casquette. C'est à ce moment précis que se développa dans toute l'Allemagne la période des affrontements sanglants entre les chemises brunes et les militants communistes.

Le développement de la guerre civile amena Hitler à conclure



**Hitler et Rosenberg (à gauche) en 1923 : deux auteurs de livres illisibles qui ont changé le monde.**



Lorsque Mussolini le reçoit à Venise (à gauche) en 1934, Hitler a encore le maintien d'un disciple timide. Trois ans plus tard, l'élève est monté en grade, et c'est un autocrate triomphant qui accueille le Duce à Berlin.

avec le patronat allemand l'alliance qui devait le porter au pouvoir. Contrairement à ce qu'on a dit souvent, ce n'est pas la confrontation avec la réalité du pouvoir qui amena Hitler à renoncer aux éléments socialistes de son programme. C'est au contraire la mise à sa disposition par le patronat allemand de moyens nouveaux qui lui permit d'accéder à la Chancellerie. Devant les nouveaux affrontements et les désordres, Hugenberg, l'homme de l'industrie lourde, proposa à Hitler de s'associer à lui pour lancer un référendum contre l'adoption par l'Allemagne du plan Young sur les réparations dues par l'Allemagne aux alliés, Hitler accepta de faire cause commune.

La gauche du NSDAP, atterrée par ce qu'elle considérait comme une compromission grave avec le grand capitalisme, éleva une protestation par la voix de Strasser. A toutes les critiques Hitler rétorquait :

— *Hugenberg possède de puissants moyens de diffusion et de propagande. Il va les mettre à notre disposition et nous les utiliserons pour nous faire mieux connaître dans tout le Reich.*

Les événements allaient lui donner raison. Pendant cette campagne, payée par l'argent des grosses sociétés industrielles, le « Führer » — comme l'appelaient désormais ses partisans en imitant le « Duce » italien — vit venir à lui le Dr Schacht, futur grand argentier du III<sup>e</sup> Reich, et le prince Auguste-Guillaume de

Hohenzollern, illustre rejeton de la famille royale de Prusse, qui lui amenaient la considération des bien-pensants.

Aux élections du 14 septembre 1930, le NSDAP recueillait 6 500 000 voix et faisait élire cent sept députés.

L'état-major ne croyait toujours pas au danger hitlérien. Le général von Schleicher confiait à Canaris :

— *Les hitlériens ne sont pas dangereux. Je supervise moi-même les leaders du mouvement et, puisque le peuple allemand a le goût de l'embrigadement, je préfère voir les masses s'orienter vers le national-socialisme plutôt que vers le bolchevisme.*

Devant l'ampleur de la protestation des nationaux-socialistes de gauche qui étaient de plus en plus nombreux à lui reprocher de trahir leur révolution, Hitler prit la décision de faire revenir en Allemagne le capitaine Röhm — qui s'était engagé dans l'armée bolivienne comme instructeur — pour lui donner la responsabilité de la réorganisation des SA et des SS et mater ainsi les éléments les plus activistes.

Il y avait maintenant trois millions et demi de chômeurs. Les communistes de Ernst Thälmann — qui devait mourir à Buchenwald en 1944 — crurent alors pouvoir développer

l'agitation dans la rue pour risquer la prise du pouvoir. Cette menace rejeta vers Hitler des millions de citoyens de toutes les couches sociales.

## Champion de la « légalité »

Au moment où Hitler prétendait rassurer, alors même que le parti nazi était ouvertement soutenu par Emil Kirdorf, qui lui avait ouvert les caisses noires de la sidérurgie, les députés nazis déposèrent un projet de loi préparé par Strasser, Feder et Frick prévoyant l'expropriation des Juifs orientaux, des magnats de la banque et de la Bourse, ainsi que la nationalisation des grandes banques. Walter Funk, rédacteur en chef d'un journal financier de Berlin et agent de liaison entre les milieux industriels et le parti nazi, fit comprendre à Hitler que la plaisanterie allait le priver de soutiens financiers importants.

Autre chantage, celui des SA de Röhm qui menaçaient de passer à l'action après les élections du 13 mars 1932 où Hitler était arrivé en seconde position derrière le maréchal Hindenburg, avec onze millions de voix, soit 30 % des suffrages. Fidèle à sa tactique, Hitler s'emportait :

— *Passer ainsi à l'illégalité, ce serait offrir au gouvernement l'occasion qu'il attend de lâcher la Reichswehr contre nous. Nous aurions à faire face à la fois à l'armée et à la classe ouvrière.*

Dans le Reichstag de 1932, le parti disposait de deux cent trente députés. Il avait obtenu dans le pays 13 700 000 voix et comptait 1 200 000 adhérents. Dans toute l'Allemagne 350 000 hommes portaient l'uniforme des SA ou des SS.

Devant les violences des SA, les menaces des projets socialistes de Feder et Strasser, le patronat interrompit un moment ses versements. Dans son journal intime, Goebbels notait alors que la situation financière de l'organisation à Berlin était désespérée.

Trahissant Hitler, Gregor Strasser accepte alors de devenir vice-chancelier dans le gouvernement Schleicher. Il a derrière lui les sections nationales-socialistes de l'Allemagne du Nord, la moitié du groupe parlementaire au Reichstag et toute l'aile gauche ouvrière du NSDAP. La crise s'aggrave encore lorsque Frick, chef du groupe parlementaire, décide de se solidariser avec Strasser. Il s'agit cette fois, de toute évidence, d'un coup de force pour ramener la ligne du NSDAP vers des formules socialistes.

Hitler, qui craint les réactions de l'armée et celles des banquiers, réagit très vite et isole Strasser dans le parti, avec l'appui de Goebbels.

Ayant neutralisé sa gauche, en signe de bonne volonté Hitler peut maintenant endormir la droite allemande. En janvier 1933, au domicile de Ribbentrop à Dahlem, il scelle un accord entre les nationaux-socialistes et tous les partis nationalistes de la droite allemande. Entré l'alliance nationaliste contre la gauche socialiste et l'alliance des socialistes contre la droite nationaliste, Hitler a définitivement tranché.

Si l'on reconnaît que l'expérience de Mussolini représentait une tentative de synthèse entre les aspirations du socialisme et du nationalisme, il faut admettre alors que le fascisme allemand s'arrête à cette date. En fait, Hitler, toujours sensible à la nécessité tactique du moment, ne manqua pas, devenu chancelier, de donner de nombreux coups de barre qui infirmaient ce jugement : un coup à droite, un coup à gauche selon l'opportunité.

Au pouvoir en janvier 1933, avec l'appui des dirigeants

## Mussolini et le racisme

« **N**ATURELLEMENT, il n'y a plus de races à l'état pur. Même les Juifs ne sont pas demeurés sans mélange. Ce sont justement des croisements heureux qui ont produit souvent la force et la beauté d'une nation. La race, c'est un sentiment, non une réalité. Le sentiment y entre pour quatre-vingt-quinze pour cent. Je ne croirai jamais qu'on puisse faire la preuve biologique qu'une race est plus ou moins pure... La fierté nationale ne nécessite aucunement un état de transe provoqué par la race... L'antisémitisme n'existe pas en Italie. »

(Emil Ludwig, « Entretiens avec Mussolini ».)



IL FASCISMO E IL PROBLEMA RAZZIALE

## Esplicite parole del Duce

« Anche nella questione della razza noi tireremo diritto, »



Convaincu de l'absurdité des thèses racistes (en haut), Mussolini n'en déclenche pas moins, après son voyage triomphal à Berlin, une campagne de presse antijuive (ci-dessus). Mais l'antisémitisme trouvera peu d'écho dans l'opinion et sera condamné par Pie XII.

# La voix de son maître

**L**e verbe joue un rôle capital dans les régimes d'autorité. Mais l'audition des grands discours officiels et tardifs ne peut nous faire comprendre ce qui suscita, d'abord dans un auditoire restreint, puis sur des foules, la puissante fascination du « Chef ». Le témoignage d'Ernst Hanfstaengl, qui connut Hitler à ses débuts et appartint, douze années durant, à son proche entourage, est à ce titre irremplaçable. Le texte suivant évoque sa première rencontre avec le petit agitateur autrichien, alors entre deux prisons.

« Avec ses lourdes bottes, son complet sombre, son gilet de cuir, son col blanc demi-souple et sa drôle de petite moustache, le personnage ne payait guère de mine. On eût dit d'un garçon de buffet de gare. Mais après que Drexler l'eut présenté au milieu d'un tonnerre d'applaudissements, Hitler se redressa et passa devant le banc de la presse d'un pas vif et assuré qui, sous le pékin, trahissait le soldat.

« La salle était électrisée. C'était, je crois, la première fois qu'Hitler paraissait en public après un court séjour en prison, peine qu'il s'était vu infliger pour avoir troublé une réunion tenue par un séparatiste bavarois du nom de Ballerstedt ; aussi était-il obligé de surveiller dans une certaine mesure ses paroles, de crainte de se faire appréhender de nouveau par la police. C'est peut-être la raison pour laquelle son discours fut si magistralement « enlevé » : jamais je n'ai entendu un orateur manier comme lui l'allusion mordante et l'ironie. Et lui-même n'a jamais, depuis, atteint de tels sommets. On ne saurait juger vraiment de ses dons oratoires d'après ses discours des dernières années. Avec le temps, et à force de s'adresser à des foules immenses, Hitler en était arrivé à se caricaturer lui-même ; et sa voix, déformée par les microphones et les haut-parleurs, avait fini par perdre ses qualités premières. Il possédait, au début de sa carrière, une maîtrise de ses inflexions, de ses phrases et de ses effets qui n'a jamais été égalée. Et ce soir-là, il était au sommet de sa forme. [...]

« La tournure harmonieuse de ses phrases, la malice de ses insinuations portaient en quelque sorte la marque des conversations qui ont cours dans les cafés de Vienne. Il ne pouvait renier ses origines autrichiennes. Bien qu'il s'exprimât la plupart du temps avec un accent haut-allemand fort correct, l'intonation de certains vocables le trahissait. Je me rappelle qu'il prononçait, par exemple, la première syllabe du mot « Europe » ou « européen » a-you, ce qui est caractéristique du parler viennois, au lieu de oy en allemand du Nord. Sentant qu'il avait capté l'attention de son auditoire, il prit insensiblement appui sur sa jambe droite en avançant nonchalamment le pied gauche, tel un soldat en position de repos, et se mit à se servir de façon calculée, et avec une grande intensité d'expression, du geste des bras et des mains. Il parlait posément, sans brailler ni aboyer, comme il ne se priva pas de le faire par la suite ; et il avait des trouvailles empreintes d'un humour moqueur qui portait admirablement, sans être agressif pour autant. [...]

« Comme s'il s'échauffait, son débit s'accéléra, ses mains expressives marquant la thèse et l'antithèse, accompagnant l'envol et la chute de ses périodes, soulignant l'ampleur des problèmes évoqués et le jaillissement de ses idées. De temps à autre, une apostrophe fusait. Hitler, alors, levait légèrement la main droite comme s'il voulait attraper une balle, ou se croisait les bras ; et il avait tôt fait, en deux ou trois mots, de remporter l'adhésion de son auditoire. Sa technique rappelait les feintes et les parades d'un



« Hitler, peintre en bâtiment ». (Dessin de Sennepe.)

escrimeur, ou les rétablissements d'un funambule. Il me faisait parfois penser à un violoniste virtuose qui, sans arriver à l'extrémité de son archet, suggère avec délicatesse la note suivante : l'allusion a une vertu que ne possède pas le verbe explicite.

« J'étudiais l'assistance. Qu'était-il advenu de la foule disparate que j'avais vue une heure plus tôt ? Qu'est-ce qui, brusquement, soudait ensemble ces gens que la chute vertigineuse du mark condamnait à travailler sans relâche pour gagner à peine de quoi vivre décemment ? Le brouhaha des voix, le tintement des chopes avaient cessé ; les spectateurs buvaient chacune des paroles de l'orateur. A quelques pas de moi, une jeune femme gardait les yeux rivés sur Hitler : littéralement subjuguée par la vision de la future Allemagne que celui-ci évoquait, elle semblait plongée dans une sorte d'extase. »

(Ernst Hanfstaengl, « Hitler : les années obscures ». Editions de Trévise, Paris, 1967.)

nationalistes comme Hugenberg, il s'employa dans un premier temps à briser la résistance des communistes.

L'arrestation de 4 000 communistes après l'incendie du Reichstag suffit à rassurer ceux qui n'avaient soutenu Hitler que pour empêcher un putsch communiste.

En avril, les mesures contre les juifs se succédèrent. Il y eut aussi des actions dirigées par Goering contre les sociaux-démocrates. Toutes ces mesures rapportèrent au Führer la neutralité, sinon l'adhésion de l'armée.

En juin, désireux d'arriver très vite au parti unique, Hitler prit des mesures contre les formations nationalistes de la droite et Hugenberg quitta le gouvernement.

## Qui t'a fait roi ?

Restait à briser la sourde hostilité des SA au sein de son propre parti. Au cours d'un meeting à Bad Reichenhall, Hitler adressa un avertissement très net aux récalcitrants :

— *A quiconque s'élèvera contre l'autorité régulière de l'Etat, on mettra brutalement la main au collet, quelle que soit sa situation.*

Devant les chefs SA, dans l'été 1933, il précisa :

— *Il faut maintenant réaliser la synthèse entre l'idéal du national-socialisme et les exigences de la réalité économique.*

— Qui t'a fait roi ? répondait Röhm, menaçant, lors du rassemblement de 80 000 SA à Tempelhof quelques jours plus tard :

— *Celui qui s'imagine que la tâche des sections d'assaut est terminée devra se résigner à l'idée que nous sommes là, quoi qu'il advienne.*

Devant les représentants de la presse étrangère à Berlin, Röhm expliquait bien le conflit qui allait aboutir quelques mois plus tard à l'atroce « nuit des longs couteaux » :

— *La révolution que nous avons faite n'est pas une*

*révolution nationale, mais une révolution national-socialiste. Nous tenons même à souligner le dernier mot : socialisme. Le seul rempart qui existe contre la réaction est représenté par nos sections d'assaut, car elles sont l'incarnation totale de l'idée révolutionnaire. Le militant en chemise brune s'est engagé dès le premier jour sur la voie de la Révolution, et il n'en déviara pas d'une semelle, jusqu'à ce que notre dernier but soit atteint.*

Le 29 juin 1934, Hitler se décidait à agir, persuadé — ou faisant semblant de l'être — que Röhm préparait un complot avec le général von Schleicher. Le 30, les chefs SA, les contestataires du NSDAP, les principaux adversaires de gauche, von Schleicher, Gregor Strasser, le chef de cabinet de von Papen, le colonel von Bredow, l'écrivain Edgar Jung étaient assassinés par les SS. Au total, dix-neuf chefs supérieurs et trente et un chefs de la SA avaient été fusillés, trois chefs des SS avaient subi le même sort, treize chefs des SA avaient été abattus alors qu'il s'opposaient à leur arrestation, trois autres s'étaient suicidés, cinq membres du parti, n'appartenant pas aux SA avaient été passés par les armes. Enfin, trois SS avaient été exécutés, pour excès de brutalité ou plutôt pour éliminer des acteurs de ces scènes.

De cette hécatombe parmi les premiers militants du nazisme, Hitler tirait cyniquement la conclusion, quelques mois après, à Nuremberg :

— *Le XIX<sup>e</sup> siècle, cet âge des nerfs, s'achève avec nous. Pendant le millénaire qui s'ouvre aujourd'hui, il n'y aura plus d'autre révolution en Allemagne.*

C'était la dernière pelletée de terre jetée sur les cadavres de Röhm et de ses amis.

Le national-socialisme entrait dans sa phase impériale. Tout comme en Italie, le régime, privé peu à peu de son impulsion populaire, lierait le sort de la nation aux ambitions de son chef. La maladresse des démocraties, la logique du pouvoir absolu, vertigineux et l'insolente bonne fortune du dictateur allemand pousseront bientôt Mussolini à conclure une alliance que tout condamnait, et que la catastrophe commune sanctionnera. Pour le plus grand malheur de l'Europe.



Le dialogue Hitler-Mussolini, vu par Chaplin dans « Le Dictateur ».

# LES CLASSES D'

par Jean-François CHABRUN

**C**RITIQUE d'art — on lui doit une étude magistrale sur Rodin —, poète intimement lié au mouvement surréaliste, romancier et journaliste, Jean-François Chabrun était étudiant lorsqu'il se découvrit antifasciste, ce qui le conduisit à participer, dès 1940, à la Résistance active.

**C'**EST un phénomène bien connu. Plus les guerres s'éloignent dans le temps, plus il y a d'anciens combattants. On n'ose plus trop se vanter d'avoir été à Verdun. Ce serait avouer un âge qui ne pardonne pas. Mais pour ce qui est de la Résistance, par exemple, on ne compte guère, aujourd'hui, que sur les doigts de deux ou trois mains ceux qui n'en étaient pas, pour le meilleur ou pour le pire.

Beaucoup plus rares cependant sont ceux qui se vantent — ou même simplement se souviennent — d'avoir été les apprentis sorciers en pantalon golf de cette étrange et brève période où une après-guerre pas encore terminée allait subitement, et sans qu'on en prît clairement conscience, devenir une avant-guerre.

Sur fond espagnol de guerre civile internationalisée, la fameuse bi-polarisation droite-gauche se rebaptisait fascisme-antifascisme. Mussolini, dans l'opération, gardait encore la paternité du terme, mais était largement dépassé puisque, désormais, le fascisme désignait toutes sortes de pouvoirs, à condition qu'ils fussent dictatorialement assis sur des partis uniques, conservateurs, socialistes non soviétiques, racistes, nationalistes, ou le tout à la fois.

\*\*

A Paris, dans cette sorte de campus universitaire qui se compose de la rue Soufflot, du boulevard Saint-Michel, de quelques rues annexes et d'une partie du jardin du Luxembourg quand les grilles sont ouvertes, c'est au cri de « Jèze au poteau ! », auquel répondait celui de « le fascisme ne passera pas ! », que les jeunes lycéens d'Henri IV — dont j'étais — apprirent la nouvelle bi-polarisation de la bouche de leurs aînés, ceux de la faculté de droit notamment. Ces derniers, parmi lesquels les partisans du « poteau », dominaient largement, manifestaient en effet leur réprobation (ou leur sympathie) à l'égard d'un de leurs professeurs qui avait commis le crime de devenir conseiller du Négus dans le conflit qui l'opposait à l'Italie fasciste.

Entre le Panthéon et la place Saint-Michel, d'énormes bagarres s'ensuivirent, au cours desquelles la légende veut que se rencontreront le maurrassien Pierre Boutang, admirable traducteur de Platon, et sa femme, qui demeureront toute leur vie fidèles à eux-mêmes et à leurs opinions opposées.

Mais cette preuve éclatante et touchante de la supériorité de la qualité humaine sur le déchainement des

passions politiques passa bien entendu inaperçue. Désormais, tous les samedis après-midi, le Boul'mich allait devenir le théâtre d'une guerre civile qui commençait avec la fermeture des cours et se terminait généralement à l'heure de l'apéritif — ce que les publicitaires de l'époque appelaient « l'heure du Berger ». C'était aussi l'heure où il fallait rentrer dîner chez papa-maman avec des vêtements déchirés, ce qui n'allait pas sans problème.

Technique habituelle : les vendeurs criards et hargneux de journaux estudiantins déambulaient sous l'escorte d'une bande de fiers-à-bras, prêts à intervenir lorsqu'ils étaient invectivés, puis attaqués par d'autres vendeurs accompagnés d'autres protecteurs. Et quand l'affaire devenait trop importante, la police « dispersait » à coups de bâton blanc ou de pèlerine roulée. Assez rarement toutefois, car les affrontements étaient le plus souvent très brefs, à la façon des « actions ponctuelles mobiles », comme on dit en termes de guérilla.

\*\*

D'un côté, donc, les fascistes, parmi lesquels se distinguaient les Camelots du roi armés de cannes plombées, les Jeunesses patriotes dont l'uniforme consistait en un trench-coat bleu marine et les Bucardiens portant chemise également bleue, mais d'un bleu plus clair, baudières et bérets, tous décorés de leurs insignes propres. On les reconnaissait également à ce qu'ils venaient parfois au secours les uns des autres en cas de danger.

De l'autre, les communistes, les socialistes, les anarchistes, les trotskistes ou ceux de la LAURS (Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste). On ne les distinguait, eux, que par leurs insignes, les titres de leurs journaux et leur petit nombre. Mais ils pouvaient devenir redoutables lorsque, coincés par l'ennemi, ils parvenaient à faire prévenir par téléphone la LICA (Ligue contre l'antisémitisme) de Bernard Lecache. Surgissait alors avec la rapidité d'une voiture de pompiers un mini-car chargé de boxeurs nord-africains qui nettoyaient le terrain en deux temps trois mouvements, avec une efficacité toute professionnelle.

L'intervention de l'Empire français dans ces bagarres d'étudiants parisiens ne se bornait d'ailleurs pas à celle des boxeurs de Bernard Lecache. Conscients de l'infériorité numérique du parti antifasciste, nous décidâmes un jour d'embaucher un énorme et superbe Nègre dont le rôle consistait à nous frayer un chemin en moulinant de ses longs bras à travers la foule. Impressionnés par ce spectacle, les Camelots du roi en embauchèrent un autre, tout aussi noir, non moins énorme et non moins

# UN ANTIFASCISTE



**Au Quartier latin, les étudiants nationalistes conspuent Gaston Jéze, avocat du Négus (janvier 1936).**

combatif, jusqu'au jour où l'un d'eux balança d'un revers du bras un passant dont la tête faillit rouler sous la roue d'un autobus qui passait par là. La police prit alors l'initiative d'arrêter chaque samedi les deux Nègres dès leur apparition sur le terrain, au début de l'après-midi, pour ne les libérer que le soir venu et les manifestants rentrés chez eux.

En semaine, sur le large trottoir du boulevard Saint-Michel, le plus animé, celui de droite en descendant vers la Seine, la guérilla prenait une autre tournure. Il s'agissait de repérer, au revers des vestons, les insignes et de les arracher ; le plus dangereux à porter étant celui d'Amsterdam-Pleyel, le grand rassemblement antifasciste suscité et contrôlé par les communistes avec la complicité de généreux et naïfs intellectuels de tout poil — dont j'étais.

Il n'était pas moins dangereux de n'avoir pas une tête comme les autres. Ainsi, mon ami et condisciple d'alors, Francis Crémieux, fils du critique dramatique Benjamin Crémieux. Mais c'était plutôt à sa mère, née Comnène et descendante directe des empereurs de Byzance exilés en Corse, que Francis devait un type oriental du genre Assynien (voir les personnages des stèles célèbres, barbes en moins). J'ai rarement descendu le boulevard Saint-Michel avec lui sans qu'il se fût traité de « sale métèque » ou de « sale youtre » (1). Et nous devons faire face. Le fascisme proprement dit avait déjà opéré sa jonction avec le racisme.

Il serait trop long d'analyser ici les raisons de cette poussée de fièvre fasciste dans le haut lieu culturel d'un pays de tradition démocratique.

La position des antifascistes pouvait et peut toujours se définir plus rapidement. Elle procède d'une réaction viscérale autant qu'intellectuelle : d'évidence, les hordes braillardes qui tentaient par la violence d'imposer leurs slogans (je dis bien leurs slogans, pas leurs idées) nous apparaissaient comme les pionniers d'un totalitarisme primaire.

On objectera que notre définition du fascisme correspondait dans ses grandes lignes, mais sous le masque du principe de la lutte des classes, à celle qu'on pourrait donner du régime soviétique, c'est vrai. Il est également vrai que les antifascistes ont longtemps cru qu'une idée-force ne pouvait être vaincue que par une autre idée-force considérée comme un contre-feu. Staline et les communistes étaient là pour ça. Quitte à s'apercevoir, longtemps après le contre-feu qui, pourtant, avait coûté des millions de morts soviétiques sans lesquels nous serions peut-être encore sous le joug nazi, avait aussi contribué à l'alimentation de l'incendie.

(1) Et pourtant, Francis Crémieux avait à ce moment-là fait l'acquisition du trench-coat réglementaire des Jeunesses patriotes qu'il portait encore lorsque nous nous retrouvâmes sous d'autres noms, à Marseille, en 1942.

# TOUS FASCISTES... SAUF

par André BRISSAUD

**E**N 1948, à Bruxelles, j'ai rencontré un bien curieux personnage, né aux Indes, M. N. Roy, ami d'André Malraux, de Paul-Henri Spaak (chez qui nous étions), et, bien entendu, de toute la Nomenklatura communiste internationale car (ce que j'ignorais alors) Lénine avait fait de lui — vers 1920 — l'un des principaux délégués du Komintern en Asie. En tant que tel, il figure parmi les fondateurs des partis communistes de Chine, du Vietnam, de l'Inde, d'Indonésie, du Siam, etc.

Etrange personnage. Séduisant. Intelligent. Possédant un humour à la manière des Britanniques qui l'avaient élevé. Il nous expliquait — je le répète : c'était en 1948 — pourquoi et comment il venait de rompre définitivement avec Staline, en claquant les portes du Kremlin. Le dictateur rouge était resté silencieux. Après le départ de Roy, Staline avait simplement téléphoné à Béria que Roy pouvait quitter librement mais définitivement le territoire soviétique, qu'il n'avait plus aucune responsabilité dans le Parti dont il était à présent exclu.

Je revis Roy plusieurs jours de suite, tant à Bruxelles qu'à Paris... Nous étions politiquement aux antipodes l'un de l'autre. Pourtant, à la veille de son départ pour Calcutta, il me remit l'énorme rapport, rédigé en anglais, émanant du VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste qui s'était tenu treize ans plus tôt à Moscou, en août 1935, pendant vingt-cinq jours. Roy me dit :

— *Ce rapport n'a jamais été connu du grand public. Il était destiné à l'« appareil » du Komintern. Je vous le donne. Vous y trouverez des choses surprenantes.*

C'était vrai. J'en ai utilisé une toute petite partie dans quelques articles publiés alors dans « Combat », où je travaillais. Puis, j'ai oublié cet énorme rapport qui dormait dans un carton, dans ma cave. Récemment, j'ai retrouvé ce rapport. Il est stupéfiant. Le bloc des résolutions votées à la fin de ces vingt-cinq jours de discussions n'a pas été diffusé, ni en brochure ni dans la presse. Le sujet revêtait pourtant une importance capitale pour l'avenir, nous le savons maintenant. Il ne s'agissait ni plus ni moins de décider quel devait être l'ennemi commun du communisme, le plus nocif, le plus dangereux. Un mot : le fascisme. Pourquoi ?

Nous sommes en 1935, le Komintern pousse l'Espagne et la France à la création d'un Front populaire, d'une action d'extrême gauche aussi révolutionnaire que possible. Qui, à cette époque, est le seul capable de s'opposer au jeu du Komintern ? Le fasciste Benito Mussolini, l'ancien anarchiste, l'ancien secrétaire du parti socialiste italien, dictateur en Italie depuis 1922, et qui, en août 1935, est au sommet de sa gloire internationale. La résolution finale de ce VII<sup>e</sup> Congrès parle ni plus ni moins de « l'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme ».



Les dictateurs marchent d'un même pas. Dessin de Kem, au moment du pacte germano-soviétique.

Ce VII<sup>e</sup> Congrès d'août 1935 marque un tournant capital qu'il ne faut pas oublier (1).

J'ai lu intégralement le rapport de conclusion (plus de quatre-vingts pages) présenté alors par George Dimitrov, secrétaire général de l'Internationale communiste (Komintern), plus tard « liquidé physiquement » par Staline et Béria.

Les communistes — disons : les Soviétiques — refusent de désigner plusieurs ennemis. Efficacité avant tout ! Il faut un objectif unique de lutte, un thème de propagande et de combat : le fascisme. Pas seulement le plus dangereux, selon Dimitrov, c'est-à-dire le fascisme mussolinien, mais tous les fascismes, selon le principe bien trop connu de l'amalgame, autrement dit : outre les fascistes italiens, sont à

# NOUS ?

abattre : les nationaux-socialistes allemands comme les sociaux-démocrates, les partisans de Salazar au Portugal, les nationalistes polonais, les phalangistes de José Antonio Primo de Rivera, en Espagne, les travaillistes en Angleterre, les socialistes et les radicaux-socialistes (sic) en France, sans parler des « ligues fascistes » de l'Action française, des Jeunesses patriotes, de la Solidarité française, des partisans de La Rocque et ceux du « renégat » Jacques Doriot. Je cesse de citer les noms des mouvements ou partis qui, dans le monde, sont nommés par Dimitrov.

C'est clair, net et précis. Shakespeare aurait dit : *To... be communist or not to be.*

Pas de voie intermédiaire. Pas de troisième voie.

En 1935, Dimitrov ne l'a pas caché lorsqu'il a déclaré :

— *Un peu de souplesse, comme disait Lénine, est parfois nécessaire. Mais le mouvement communiste international avorterait si nous ne savons pas rester nous-mêmes, si dans nos alliances « momentanées » avec des partis plus modérés (socialistes, radicaux-socialistes, sociaux-démocrates, travaillistes, etc.), nous en venons à oublier le but final ou certaines de nos revendications, à nous embourgeoiser. Nous ne pactiserons pas avec l'ennemi, mais seulement avec des amis moins avancés que nous. Néanmoins, dans ce front unique, nous serions perdus si nous ne gardions pas la maîtrise du mouvement, si nous ne savions utiliser sans nous asservir.*

Et Dimitrov d'ajouter :

— *On fera le Front commun contre l'ennemi fasciste, on fera le Front commun pour des revendications immédiates acceptables par tous, mais on gardera sa liberté pour les revendications spécifiquement communistes.*

Ces paroles de Dimitrov gardent un son terriblement actuel !

Mieux encore, sans doute, ce passage de la résolution finale du VII<sup>e</sup> Congrès de l'IC :

« *Le Congrès déclare au nom de toutes ses sections que celles-ci sont prêtes à engager immédiatement des pourparlers avec les partis respectifs de la II<sup>e</sup> Internationale en vue de réaliser l'unité d'action de la classe ouvrière contre l'offensive du capitalisme, le fascisme et la menace de guerre impérialiste. Et même que l'Internationale communiste se déclare prête à entrer en pourparlers, dans ce but, avec la II<sup>e</sup> Internationale.* »

L'objectif est bien défini. Il y a cinquante ans...

Comme me disait un jour André Malraux :

— *Il y a les communistes, et... les autres.*

(1) Ne pas confondre l'Internationale communiste (I.C.) ou Troisième internationale et la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam ou Deuxième internationale (à laquelle appartenait le parti socialiste français, S.F.I.O., de Léon Blum).

# L'ordre rouge

par Pierre DAIX

Journaliste et écrivain, Pierre Daix a participé à la Résistance dans les rangs communistes. Cela lui a valu de connaître, jeune homme, la déportation dans les camps nazis à Mauthausen. A la Libération, il est un des collaborateurs du ministre communiste Charles Tillon, avant de travailler à « Ce Soir » puis aux « Lettres françaises » dont il sera rédacteur en chef. La répression du printemps de Prague ouvre, enfin, les yeux de cet ami d'Aragon et de Picasso. Il fait alors le récit de son engagement communiste dans « J'ai cru au matin » (Ed. Robert Laffont, Paris, 1976).

**A**UX alentours de 1977, en Allemagne de l'Ouest, la Fraction armée rouge multiplia les attentats, avec l'idée de provoquer une répression de type hitlérien qui inciterait enfin le peuple à se détourner de la société de consommation et à s'engager dans la voie du socialisme.

Cette politique du pire, suscitant le « fascisme » pour mieux le terrasser, n'est-ce pas un étrange retour de l'histoire, et pas tant de l'histoire allemande que de l'histoire russe ?

Un siècle avant que ces jeunes gens, le plus souvent étudiants et issus de familles aisées ne se lancent dans le terrorisme, semblable phénomène avait rassemblé en Russie leurs homologues avec la même proportion remarquable de jeunes filles prêtes à tout. Pareillement, ils pensaient que le peuple ne pouvait trouver seul sa voie vers le progrès. Il fallait abattre le tsar autocrate et ses valets afin de provoquer les chocs décisifs et surtout détruire les illusions réformistes.

Lénine, qui naquit en 1870, vit son frère aîné exécuté en 1887 pour de telles actions. Exclu de l'université de Kazan en plein centre de la Russie, il partit faire son droit à Saint-Petersbourg. C'est là qu'il reçut la révélation de la science occidentale et, spécialement, du marxisme : l'Histoire et la lutte des classes apporteraient inéluctablement le socialisme. Il suffisait d'organiser le peuple à l'aide d'un parti et de lui apprendre à ne pas se laisser détourner, par la satisfaction de petites revendications immédiates, du seul objectif : la prise du pouvoir.

C'était le grand moment du scientisme et celui-ci régnait bien plus religieusement encore à Kazan qu'à Paris. Lénine se consacra dès lors au triomphe de la science du marxisme (allant jusqu'à ordonner aux plus grands physiciens du moment d'y conformer leurs recherches) et à la création du parti de type nouveau qui garde encore son nom. Il fut bientôt rejoint par Staline, pseudonyme (l'« homme

d'acier ») d'un jeune homme de dix ans son cadet, issu d'une famille pauvre de Tiflis et passé par le séminaire, qui avait des idées encore plus courtes que lui, mais un esprit de décision hors du commun. Puisque la révolution était appelée par la science, tout était bon pour la hâter. Et, quand la prise de pouvoir eut lieu en octobre 1917, événement d'autant plus significatif que Marx lui-même n'avait pas osé le prévoir dans un pays arriéré comme la Russie, tout devenait bon, désormais, pour conserver un pouvoir qui était celui même de la science, le but final de l'humanité souffrante.

On voit bien, avec le recul, que de telles idées ne pouvaient naître que dans des milieux excentriques par rapport à la culture européenne de l'époque, dans un pays tenu à l'écart des transformations sociales et économiques de la révolution industrielle et traité à de nombreux égards comme une réserve coloniale.

Mais c'est justement leur simplisme radical qui assura leur succès dans une Europe qui sortait pantelante, déboussolée, de la plus grande tuerie de



Les fossoyeurs de la démocratie allemande, en 1931, lors d'un meeting à Friedrichshafen : le communiste Walter Ulbricht — futur fondateur de la RDA — et Joseph Goebbels (assis au premier plan, à gauche).

tous les temps et qui ne parvenait pas à comprendre comment le progrès, qui semblait si assuré au siècle précédent, avait pu conduire à des destructions si épouvantables. On a fini par oublier que les socialistes français qui, à la fin de 1920 se rallièrent dans leur immense majorité à la III<sup>e</sup> Internationale de Lénine, voyaient l'Armée rouge en Pologne à quelques étapes de Paris et l'y appelaient de leurs vœux. Étrangement, la Pologne ne se laissa pas convaincre et l'Armée rouge ne put y prendre le relais des troupes tsaristes. Plus étrangement encore, l'Allemagne refusa la révolution prolé-

rienne et le PC français, de majoritaire dans la gauche, devint un groupuscule. Quant au rêve d'un déferlement planétaire de la révolution, il s'écroula définitivement quand Tchang Kai-chek, en 1927, extermina la plupart des cadres du PC chinois.

Qu'à cela ne tienne, la révolution existait en Russie. Staline, contre Trotsky (et contre Marx), décida qu'il fallait construire le socialisme dans ce seul pays. C'était la nouvelle loi de la science. Collectivisation forcée de l'agriculture, industrialisation forcée, Goulag pour les récalcitrants, jamais encore régime n'avait pratiqué sur une telle échelle un terrorisme d'Etat. Mais tout n'était-il pas bon pour défendre la révolution devenue forteresse assiégée dans un monde où régnait un capitalisme hostile ?

C'est alors que se produisit le nouveau miracle de la science marxiste : la crise fatale et terminale du capitalisme tant annoncée, éclata en 1929. La preuve enfin de la vérité de la Science. Staline alors, en sa haute sagesse, décida qu'il était grand temps que les arts et d'abord la littérature, la peinture, la sculpture apprennent à chanter la supériorité définitive du socialisme sur la noirceur capitaliste. C'est ce qui fut appelé le réalisme (parce que c'était la réalité, n'est-ce pas ?) socialiste (parce que c'était le point de vue de la Science). Pour plus de sûreté, Staline décida cependant d'enrégimenter les créateurs dans des unions chargées de veiller policièrement à l'accomplissement du programme.

Quatre ans plus tard, la crise, si elle produisait des chômeurs par millions, ne provoquait toujours pas la Révolution. Staline reprit espoir lorsque Hitler accéda au pouvoir. Enfin le peuple allemand allait comprendre et la révolution, par contrecoup, éclater en Allemagne... La désillusion survint au moment même où, quand on fit le bilan du premier Plan quinquennal (« réalisé » en quatre ans !), il fallut bien mesurer l'immense écart entre les résultats et la réalité. Comme le socialisme était la Science, les échecs ne pouvaient venir que du sabotage. La réalisation du socialisme exacerbait donc la lutte des classes. C'est ainsi que furent mis sur pied ces procès à grand spectacle où les accusés (dûment mis en condition par la torture, le chantage et le lavage de cerveau) avouaient tout ce dont Staline avait besoin pour justifier son infaillibilité. La terreur déferla non plus seulement dans tout le pays, mais dans tout le Parti, spécialement contre ceux qui gardaient en mémoire les promesses de la Révolution.

Dans le même temps, il convenait de glorifier le chef suprême. On sait ce qu'il en fut de ce que Khrouchtchev dénonça en 1956 comme un « culte de la personnalité ». C'était là quelque chose qui eût horrifié par-dessus tout Marx, qui n'avait pas écrit pour rien que « la religion est l'opium du peuple ».

Et le plus étrange est bien le succès de cette nouvelle religion auprès des intellectuels occidentaux. La protection de la Révolution devenait leur

seul espoir d'un progrès du monde et de l'Histoire, et ils surent trouver des raisonnements pour tout justifier. Un peuple aussi arriéré que le peuple russe avait besoin de pouvoir adorer ses dirigeants.

En somme, Staline concédait son culte à son peuple. Ce peuple qui n'avait jamais connu la démocratie avait aussi besoin d'être mené d'une main de fer, d'autant plus ferme que la brutalité capitaliste atteignait, avec le fascisme, son stade ultime. Il était normal que de vieux compagnons de Lénine trahissent. On ne dépouille pas si vite le vieil homme capitaliste... D'ailleurs, si on avait employé contre la 5<sup>e</sup> colonne espagnole les méthodes en usage à Moscou, Franco n'aurait jamais vaincu ! Les romans du réalisme socialiste disaient bien la réalité exaltante de la vie soviétique. La victoire de Stalingrad en 1943 donna définitivement à Staline son statut de chef génial et, au socialisme conçu au Kremlin, son statut de science des sciences...

## Les raccourcis de l'Histoire

Quarante années plus tard, il aura fallu que le PCF tombe à 11 % des suffrages, ce qui le ramène plus d'un demi-siècle en arrière, pour que certains de ses dirigeants se demandent s'il ne faut pas aménager cette religion du socialisme scientifique. Mais, en 1968 encore, elle enfiévrerait la gauche étudiante dans ses versions cubaine et chinoise, si bien d'ailleurs que l'écrasement du Printemps de Prague par des tanks à l'étoile rouge n'émut guère, chez nous. La religion stalinienne s'épanouit dans les guérillas et les pouvoirs militaires du tiers monde comme elle a exalté le terrorisme de la Fraction armée rouge et des Brigades rouges. Elle est presque toujours présente là où le terrorisme prend le pas sur la politique comme au Pays basque, et la tentative d'assassinat contre le pape montre que les moyens du stalinisme demeurent dans les arsenaux du KGB.

Plus l'industrialisation a rendu les sociétés complexes, plus il a semblé que l'économie échappait aux hommes, plus la tentation de prendre des

raccourcis en Histoire pour aller plus vite vers l'idéal s'est affirmée chez les révolutionnaires. S'il est absurde de voir dans la Terreur de 1792-1794 du stalinisme, c'en fut néanmoins à divers égards la préfiguration. La terreur d'Etat inventée alors a été depuis employée tant par les conservateurs que par les révolutionnaires — les premiers associés aux seconds dans le fascisme — dans l'espoir de résoudre les crises dans l'ordre social. Le stalinisme est le mariage — qui se prétend rationnel — entre les raccourcis de la terreur et l'idéalisation scientifique de l'Histoire. C'est bien pourquoi il a connu un tel succès en notre siècle si profondément modelé par les découvertes de la science, découvertes qui ont multiplié de façon fantastique les pouvoirs de l'homme. C'est bien pourquoi aussi, comme toute religion, il est si difficilement accessible par l'expérience. Ajoutons que l'accroissement des pouvoirs des machines, la conjonction des robots, de l'informatique, du nucléaire, de l'infamale centralisation des données, des décisions et de l'organisation qui en résultent, renforcent objectivement les tentations du stalinisme. D'un stalinisme qui se présentera bien sûr comme plus « éclairé » que le despotisme originel.

Il est naturellement de bon ton de se croire immunisé contre de semblables tentations. Mais il suffit de voir combien chez nous les pressions du PCF et de la CGT en faveur de l'étatisation de l'économie, de la presse, de l'enseignement, ont rencontré d'échos favorables à gauche pour vérifier que la religion du stalinisme est toujours là. Ce qui est nouveau, c'est qu'à la faveur de la crise, l'idéalisation de l'économie et de la politique qui régnait dans les cent-dix propositions du candidat Mitterrand soit désormais de plus de plus mise au rancart. Le peuple français a-t-il véritablement commencé une cure de désintoxication par rapport aux mirages qu'il a tirés de 1789 ? Peut-il y avoir de véritable déstalinisation autre qu'européenne ? L'accès de l'Europe à la modernité de la troisième révolution industrielle, c'est-à-dire sa sauvegarde contre la décadence, est sûrement à ce prix. C'est aussi le prix de la paix et de la liberté.



Dessin  
de  
Marty

# MOSLEY : LE FASCISME A L'HEURE DU THÉ

par Christian GRISEY



« Tom Mosley »  
en tenue de  
combat. Un bras  
tendu au-dessus  
de la Manche ?

« **O**LD enough for Flanders, old enough for Westminster » : assez vieux pour les Flandres, assez vieux pour Westminster (siège de la Chambre des communes). C'est la philosophie du jeune Oswald Mosley, sorti vivant de la grande boucherie de 1914 dans laquelle il s'est illustré avec courage.

Tout comme un certain caporal Adolf Hitler, à la même époque, comme l'ex-engagé volontaire Benito Mussolini, avec des milliers d'autres vétérans en Europe, le héros des Flandres est revenu des tranchées avec l'idée que « le monde ne devait plus jamais être le même ». Rejeton d'une grande famille de l'aristocratie terrienne, passé au moule des « bonnes » écoles, peaufiné par Sandhurst — le Saint-Cyr britannique —, le bouillant garçon, « Tom » pour ses amis, dispose de grandes facilités pour combler ses vœux. Au lieu de deviser hardiment avec la gentry à l'heure du thé ou de tuer le temps à son club autour d'un bridge, il se fait élire à Harrow sous l'étiquette du parti conservateur.

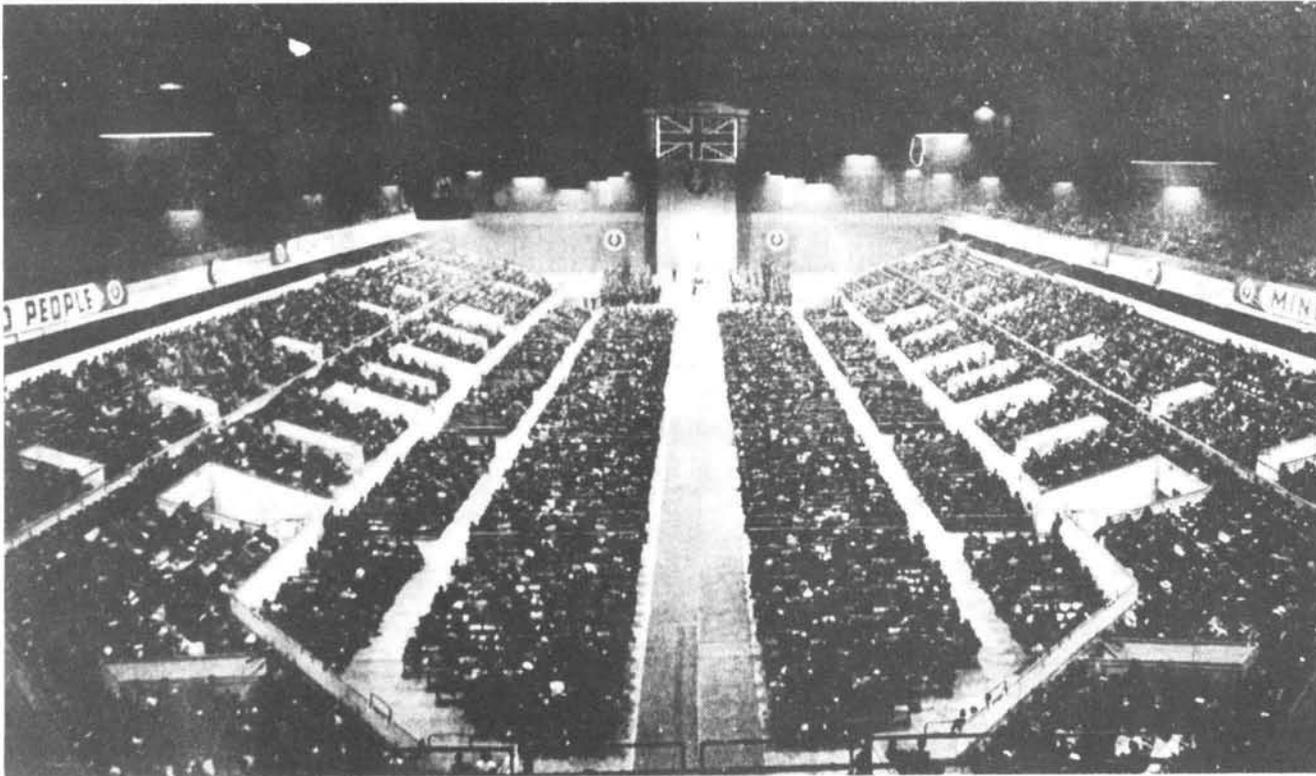
A cette époque, Béatrice Webb (1), trace le portrait du futur chef des fascistes anglais :

« Nous avons fait la connaissance de l'homme le plus brillant de la Chambre des communes, écrit-elle dans son journal. Voici l'homme politique parfait, qui est également un parfait gentleman », me dis-je lorsqu'il fit son entrée... Grand et mince, avec un visage plaisant quoique pas d'une beauté frappante, un air modeste mais digne, une voix agréable, sachant s'intéresser aux autres, ce jeune homme aurait fait son chemin dans le monde, même sans les avantages dont le hasard l'a doté : naissance, fortune, une femme aristocratique et superbe (2). C'est aussi un orateur accompli dans le grand style ancien, et un travailleur assidu dans le style moderne... Tant de perfection donne à penser qu'il y a un défaut dans la cuirasse... Y a-t-il en lui quelque point faible qu'un moment de tension révélera — le moment même où vous avez besoin de soutien — et qui le poussera à vous laisser tomber, vous ou votre cause, ou à vous écarter de son chemin ? »

Flatteur mais aussi prémonitoire. Car à peine élu, Mosley secoue le cocotier, abusant volontiers de la fameuse adresse à Walpole sur « le crime atroce qui consiste à être un jeune homme ». Aussi profite-t-il de ses connaissances dans l'aviation (il a servi un moment dans le Royal Flying Corps, ancêtre de la RAF) pour s'en prendre au secrétaire d'Etat à l'aviation, le quadragénaire Winston Churchill, pourtant membre du party Tory. Les atrocités de la police spéciale britannique en Irlande lui donnent une occasion plus sérieuse de rompre avec les conservateurs. Le dynamisme des travaillistes l'attire ; nostalgique de la camaraderie des tranchées, il trouve surtout les militants du Labor plus « sympathiques » que ses pairs. On n'en envoie pas moins le néophyte au casse-pipe à Birmingham, dans le fief conservateur de Neville Chamberlain. Des loisirs forcés

(1) Epouse et collaboratrice de l'économiste et homme politique travailliste Sidney Webb.

(2) Cynthia Curzon, fille de lord Curzon, secrétaire d'Etat au Foreign Office, décédée en 1933.



Un meeting des Chemises noires britanniques au Earl Court Exhibition Hall de Londres. Les banderoles portent des slogans pacifistes.

qui s'ensuivent, il tirera profit en voyageant aux Etats-Unis, d'où il reviendra très impressionné par l'efficacité industrielle américaine qu'il voudrait voir adaptée à l'Empire britannique.

Mais il est réélu aux Communes. Après avoir été le plus jeune député, il devient, dans le cabinet travailliste de Ramsay MacDonald, le plus jeune ministre du gouvernement de Sa Majesté. Il est chancelier du duché de Lancaster — c'est-à-dire ministre sans portefeuille. MacDonald charge Mosley d'étudier, avec trois ministres, le phénomène du chômage qui frappe le Royaume-Uni de plein fouet après le krach de Wall Street : un million et demi de chômeurs en janvier 1930 ; deux millions en juillet. Il empoigne la question à bras le corps, ne pouvant supporter, comme l'écrivait son ami l'écrivain Henry Williamson : « L'envoi cynique de ceux qui avaient survécu au bain de

sang de 14-18 dans la file des chômeurs » (3). Quand les hommes au pouvoir refusent ses propositions, dans « un acte d'arrogance » (Béatrice Webb dixit), il donne sa démission, se refusant, explique-t-il, à gouverner « avec de telles ficelles ».

D'autres auraient attendu ; sir Oswald n'attend pas et c'est là qu'il faut chercher ce « défaut de la cuirasse » dont parlait Mrs Webb. Mosley va donc défier les caciques du Labor party au congrès de Trafalgar Square. Acclamé, il présente un plan de résorption du chômage inspiré par les travaux du célèbre économiste Keynes, plan qui, à l'époque, passe pour terriblement audacieux : expansion du pouvoir d'achat au moyen d'une politique du crédit, planification du commerce extérieur, planification de l'industrie et contrôle des banques, grands travaux publics, école obligatoire prolongée de quatorze à quinze ans, abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans.

La motion Mosley est rejetée par 1 251 voix contre 1 046. Son avenir est scellé : il quitte le Labor pour former une sorte de troisième force, « le Nouveau Parti », qui réunit des hommes déçus par le Labor et les Tories. Mais ses candidats se font étriller aux élections de 1931.

D'ores et déjà le transfuge — quoiqu'il s'en défende — a choisi une voie qui rappelle le fascisme mussolinien. Le manifeste Mosley publié par le « Daily Telegraph » (8 décembre 1930) ne proclame-t-il pas :

« Il est impossible de résoudre la crise économique avec une machine parlementaire du XIX<sup>e</sup> siècle. Alors que le pouvoir de maintenir ou de changer le gouvernement doit, naturellement, être dévolu au Parlement, le gouvernement doit être investi de pouvoirs considérables pour une période déterminée afin de faire face à la crise économique et, pendant ce temps-là, n'être soumis qu'au contrôle général du parlement. L'organisation tout entière de l'exécutif, du Cabinet et des structures ministérielles doit être adaptée aux besoins de la situation

## SIR WINSTON et SIR OSWALD

DANS son autobiographie, « My Life », sir Oswald Mosley rapporte ainsi une scène entre Churchill et lui-même au début des années 20 dans un club londonien :

« Winston me dit des paroles dont je me souviens très bien, et pour cause : « Le fleuve de l'histoire coule à travers un paysage calme et paisible. Si calme qu'il peut contenir les figures méprisables de Baldwin et MacDonald (1). Mais nous arrivons aux chutes, les cataractes de la destinée. » Et, se penchant vers moi, il ajouta : « Mosley, notre temps viendra.

« Il est venu... Winston est allé à Downing Street, et moi en prison. »

(1) Les patrons politiques de Churchill à cette époque.

(3) Cité par Alastair Hamilton dans « L'Illustration fasciste », Gallimard 1973.

# Unity Mitford : la Walkyrie de Hitler



Les sœurs Mitford : de gauche à droite, Diana — qui épousa Mosley — Unity, la Walkyrie — et Jessica — farouche stalinienne.

« **J**E ne comprends pas, je suis normale, ma femme est normale et toutes nos filles sont folles », se lamentait un jour David Mitford, baron Redesdale, lui-même invétéré excentrique. Dans une famille aristocratique typiquement « british » où l'on cultive l'extravagance comme l'un des beaux-arts, l'aveu est de taille.

La quatrième des six filles de lord Redesdale, Unity Valkyrie, repousserait loin les limites de la provocation. Ses prénoms, elle leur faisait honneur : Unity (en souvenir d'une actrice en vogue), Valkyrie (parce que son grand-père vénérait Wagner). De sa vie, elle ferait un théâtre, toujours prête, comme les divinités mythiques à « prendre soin des guerriers et à les accompagner au combat ». Grande, blonde aux yeux bleus, belle, en somme, comme en témoigne la photographie — malgré des traits à peine trop accusés — une allure un peu gauche et un maquillage exagéré.

Son aînée, Nancy, se faisait un nom dans la littérature. Sa sœur Diana, lady Guinness (épouse du roi de la bière), intéressait le fascinant sir Oswald Mosley, chef des Chemises noires britanniques avec qui elle allait se marier. Toujours décidée à faire plus d'épate, « Bobo » — comme on l'appelait en famille — se battrait sur le terrain européen... Au congrès de Nuremberg, le Parteitag de 1933, où elle accompagne Diana, elle se toque de Hitler. A dix-neuf ans, elle persuade donc ses parents qu'elle doit étudier à Munich. Là, contre un pourboire à la serveuse, elle se campe un jour à une table du petit restaurant — l'Osteria Bavaria — où le chancelier allemand vient manger des raviolis, en compagnie de quelques fidèles, quand il rejoint le Berghof en fin de semaine.

Unity ne passe pas inaperçue. Comme le note le journaliste anglais Ward Price, « elle correspond au plus haut point aux canons de la beauté nordique que les Allemands admirent par dessus-tout ». Elle séduit donc au premier coup d'œil l'ex-petit caporal qui envoie aussitôt l'un de ses secrétaires, Brückner, lui demander de venir prendre le café à sa table.

C'est le début de troubles relations, en tout cas platoniques, de celles qu'aime à entretenir le Führer qui raffole de la compagnie des jeunes et jolies

femmes. Dans l'espoir de ce grand jour, Unity a appris l'allemand, mais elle aurait bien étudié le chinois s'il l'avait fallu...

Désormais, Unity et sa sœur Diana sont de toutes les réceptions, de tous les diners ; elles figurent parmi les rares invitées de Berchtesgaden, comme aux places d'honneur des manifestations de masse du parti nazi. Au Festival de Bayreuth, en 1935, Unity séjourne chez Winifred Wagner sous le même toit que Hitler et Eva Braun. Celle-ci finit par prendre ombrage de la présence de Miss Mitford. On attribue une tentative de suicide d'Eva à l'envahissante Valkyrie. Unity parade avec une croix gammée, cadeau personnel du Führer. Elle s'amuse à scandaliser à Berlin le haut personnel de l'ambassade de son pays et à Londres l'aristocratie victorienne. La presse anglaise ne l'appelle plus que « l'égérie de Hitler ».

Mais avec les lourds bruits de bottes — Sudètes-Munich-Pologne — s'enfuient les rêves de mariage d'Unity et les chimères d'un flirt politique germano-britannique où elle se réservait le beau rôle.

Le 3 septembre, l'Angleterre déclare la guerre à l'Allemagne, Unity porte un pli scellé à Wagner, le Gauleiter de Munich. Sur l'enveloppe, un seul nom : Adolf Hitler. De son quartier général, quelque part sur le front de Pologne, le Führer donne l'ordre d'ouvrir le pli.

« — Je suis déchirée, écrit-elle, entre une loyauté envers vous, mon Führer, et mon devoir d'Anglaise... Nos deux nations se sont jetées dans l'abîme ; l'une entraînera l'autre. Ma vie ne compte plus.

Sur un banc du Jardin des Anglais, près de son appartement munichois, elle s'est tiré deux balles de Walther 6,35 dans la tête. « Etat désespéré », disent les plus grands spécialistes allemands.

Mais Unity reviendra à la vie. A demi folle, elle survivra presque trois ans à son idole, confinée dans la petite île écossaise d'Inch Kenneth. Dans ce domaine des Redesdale, que sa cadette, Jessica, admiratrice invétérée de Staline voulait céder à l'Union soviétique, à la condition d'en faire une base contre l'Angleterre...

présente. Un Cabinet d'urgence ne comprenant pas plus de cinq ministres sans portefeuille doit être investi du pouvoir d'appliquer la politique d'urgence, etc. »

Sa rencontre avec l'Italie mussolinienne lors des vacances de 1932 est décisive. Le Duce le reçoit personnellement sur la recommandation de l'ambassadeur britannique à Rome. A son retour, l'ex-député travailliste fonde l'Union britannique des fascistes. « Nos industries succombaient lentement tandis que le chômage montait. Allions-nous attendre que la propagande de l'Internationale s'empare des grands pays capitalistes ? » Car le nouveau parti est avant tout anticommuniste.

Les grands meetings de sir Oswald — brillant orateur — attirent des foules importantes, ils amènent aussi les communistes peu nombreux mais très actifs à saboter les réunions de l'« Hitler anglais ». Le service d'ordre est revêtu d'un uniforme bien vite étendu à l'ensemble du parti. Mosley se souvenant qu'il est champion d'escrime a choisi la chemise d'escrimeur, qui a l'avantage de n'offrir aucune prise à d'adversaire en cas de corps à corps. Pour parer aux incidents, il motorise ses « gros bras », parmi lesquels on trouve le boxeur Kid Lewis, un juif de Whitechapel, célèbre pour avoir battu Carpentier.

Les immenses auditoires réunis par les fascistes anglais ne doivent pas faire illusion. Le nombre des « Black-shirts » n'a jamais dépassé 60 000, celui des militants actifs se situant à son maximum autour de 5 000. Ce mouvement dispose à son zénith de 400 permanences. Mosley « aime se mêler aux activités sportives de ses militants ou aux réunions où les femmes en

chemise noire servent la bière ou des tasses de thé » ! Aux élections municipales de 1937, le parti fait son meilleur score, 19 %, dans l'East End à Londres et des pointes jusqu'à 23 % dans les quartiers populaires.

## Un article d'importation

Pourquoi les Chemises noires sont-elles restées éloignées de l'espérance même du pouvoir. Mosley, après la guerre, mettra en avant une raison essentielle : « Nous n'avons pas pris le pouvoir parce que la situation n'était pas aussi grave que dans d'autres pays : 2 750 000 chômeurs en 1932 ; 1 408 000 en 1939. Or, reconnaît-il, notre recrutement dépendait étroitement de la montée du chômage. »

Le fascisme italien avait longtemps bénéficié dans l'opinion et surtout chez de nombreux intellectuels et non des moindres — Rudyard Kipling, James Joyce, Bernard Shaw, Thomas Stearns Eliot, G.K. Chesterton, H.G. Wells — d'un fort capital de sympathie. La greffe dans le climat anglais n'était pas facile pour autant. Eliot lui-même, lors de la tentative de la très originale Miss Lintorn-Orman de créer un mouvement fasciste, résumait très bien la méfiance typiquement insulaire pour tout produit d'importation : « Il est dommage qu'une organisation nationaliste soit obligée d'aller à l'étranger pour y chercher son nom et son symbole ».



Un faux air d'acteur hollywoodien, c'est « Tom » Mosley avec sa femme sur le yacht de Roosevelt au large de la Floride en 1926. Mosley trouve Franklin Delano « sympa » mais « limité ».



**Mosley  
et  
Mussolini  
à  
Rome,  
en 1935.**

Les uniformes, les insignes, « l'armée privée » — la première depuis Cromwell, soulignaient les journaux adversaires, scandalisés — s'acclimatèrent mal à la démocratie britannique. Les violences, les bagarres de l'Olympia de Londres au début du parti indignèrent les bien-pensants. « *Ces méthodes employées pour assurer la liberté de parole ont peut-être été efficaces, mais, fort heureusement, elles sont inhabituelles en Angleterre et constituent à notre avis une déplorable offense à l'ordre public* », écrivaient trois honorables parlementaires conservateurs au « Times ». Quelques provocations antisémites, des défilés en force dans l'East End, achevèrent de perdre les fascistes anglais dans l'opinion.

Quand, en 1938, les fascistes essayent de saboter une manifestation travailliste en faveur de l'Espagne républicaine, Unity Mitford, en chemise noire, fait scandale. Quand une femme lui crie : « *Retourne en Allemagne !* », elle la gifle et ne doit son salut qu'à l'arrivée de la police.

Le tour pris par les événements internationaux — dès la guerre d'Éthiopie pour l'Italie, dès que les persécutions raciales furent évidentes pour l'Allemagne — rendait forcément suspecte toute rencontre avec les dictateurs. Mosley s'abstien-drait de tout contact avec le Duce et le Führer dès 1936. Trop tard. Au total, il aura vu le premier — avec lequel il s'exprimait en français — une douzaine de fois à partir de 1932. Avec Hitler, à qui il ne trouvait « aucun fluide », il déjeunerait une

fois en 1935 à Munich et il aurait un court entretien avec lui à Berlin en octobre 1936.

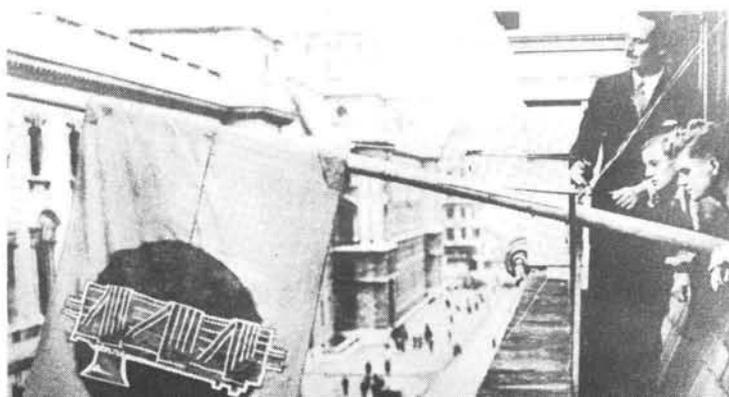
C'était à l'occasion du mariage, que l'on voulait discret, avec Diana Mitford, qui venait de divorcer de Lord Guinness. Berlin avait été choisie de préférence à Londres où toute la presse nationale était sur les dents. En fait de discrétion, les sœurs Mitford avaient invité tout le gratin du III<sup>e</sup> Reich à fêter le « great event » et Hitler était garçon d'honneur.

— *Méfiez-vous*, dit Hitler au marié, *vous allez être assassiné comme Jaurès*.

Le destin devait se montrer plus indulgent pour Mosley. Certes, il serait blessé lors d'un meeting en plein air à Liverpool, après que le *Public order act* eut interdit le port de l'uniforme et le service d'ordre du B.U.F. dans les réunions publiques, en octobre 1936. Le *Special order 18 B* mettrait définitivement Mosley à l'abri de ses ennemis. En effet, à la déclaration de guerre, le gouvernement anglais suspendait l'habeas corpus et enfermait Mosley pour trois ans à l'île de Man.

Non, contrairement à la sinistre prédiction d'Hitler, Mosley, seul de tous les grands chefs fascistes de l'entre-deux guerres, mourrait dans son lit, à Orsay, où il s'était retiré.

Sir Oswald avait trouvé une dernière occasion de se singulariser.



**Mosley hisse le  
drapeau des  
Chemises noires,  
un  
faisceau de  
licteur, au balcon  
du siège du parti,  
en plein cœur de  
Londres.**

# FRANCO : ENTRE THIERS ET JOSE ANTONIO

par Jean RENAUD-GROISON



Des militaires espagnols devant un stock d'armes saisies, peu de temps avant le « golpe » franquiste. La République s'enfonça dans le chaos.

« **F**RANCO a été le protagoniste d'un épisode très dur de notre passé mais il appartient déjà à l'histoire de l'Espagne. Et nous ne pouvons pas effacer l'histoire. Il me paraît ridicule de chercher à renverser les statues de Franco. »

Imagine-t-on, en cette fin d'été 1984, le chancelier Kohl affirmant, en public, que Hitler appartient à l'histoire de l'Allemagne ? Ou encore le président du conseil Bruno Craxi déclarant, *urbi et orbi*, que la figure du Mussolini doit être conservée, comme celle de César, dans la mémoire des Italiens ?

Eh bien, c'est le chef du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, socialiste comme chacun sait, qui, en mai dernier, sur les ondes d'une station de radio de Madrid, a eu l'audace ou le réalisme — si l'on préfère — de rendre Franco à l'Espagne.

Au-delà du côté spectaculaire, pour ne pas dire sensationnel, de l'événement, il est peut-être possible de trouver là une réponse à ce que les historiens s'attachent, tant bien que mal, à disséquer depuis de nombreuses années : la ou les différences entre le franquisme d'une part, le fascisme ou le national-socialisme d'autre part.

On serait tenté, dans l'immédiat, de donner la réponse que

Francisco Franco fournissait, en 1939, à l'écrivain maurassien et futur académicien français, Henri Massis, venu l'interroger, précisément, sur cette différence :

— *Nous, nous sommes catholiques. En Espagne, on est catholique ou l'on n'est rien... Notre unité, notre fraternité, nous la trouvons dans le catholicisme. Nous y trouvons notre conception du monde et de la vie. Ce caractère catholique suffirait déjà à distinguer de l'étatisme mussolinien ou du racisme hitlérien notre révolution espagnole qui est un retour intégral à la véritable Espagne, une reconquête totale.*

Et d'ajouter :

— *Mais ce qui la différencie la plus encore de l'italienne, de l'allemande, c'est que, pour délivrer notre pays des bolchevistes, il nous a fallu faire la guerre et quelle guerre !... Eh bien, cette tragique nécessité, ni l'Allemagne ni l'Italie n'ont eu à la connaître !*

A s'en tenir à ces propos, le franquisme n'aurait donc été qu'une croisade, une reconquête totale sur le bolchevisme livrant l'Espagne, selon leur auteur, « à l'étranger sous prétexte d'idéologie commune ».

S'il n'est pas douteux que la rébellion des garnisons espagnoles contre le gouvernement républicain, les 17 et



**12 juillet 1936 : Calvo Sotelo, le leader monarchiste, vient d'être assassiné. Cinq jours plus tard, le général Mola s'insurge contre la République. Franco est alors consigné à Tenerife, aux Canaries.**

18 juillet 1936, illustre une réaction de caractère nationaliste contre les excès qui secouent l'Espagne depuis l'avènement, au mois de février précédent, du Front populaire, il n'en reste pas moins que Franco lui-même, alors commandant général aux Canaries — un exil propre à la méditation — a quelques idées qui dépassent le cadre d'un simple retour à l'ordre.

Ces idées, il les exprimera dans un discours prononcé le 1<sup>er</sup> octobre 1936 à Burgos, alors qu'il vient d'être nommé, par la junte de Défense nationale, chef du gouvernement, investi de tous les pouvoirs, et commandant en chef des forces nationalistes. En réalité, un programme qui ne devait rien à l'improvisation. Il y était dit que l'Espagne devait s'organiser à l'intérieur d'une large conception totalitaire, instaurer un régime hiérarchique. La personnalité des régions — vieille tradition nationale — serait respectée mais l'unité nationale la plus absolue serait renforcée. Même nuance (de taille) en ce qui concerne la municipalité espagnole, également d'origine historique mais dépolitisée pour accomplir une mission d'organisme public.

Enfin — et c'était là, bien sûr où la pensée franquiste rejoignait le modèle mussolinien ou hitlérien — le suffrage universel qualifié d'inorganique ne devait plus être l'expression de la volonté nationale, mais céder la place à des organismes techniques et à des corporations, qui, enracinés dans les entrailles mêmes du pays, représenteraient de façon authentique son idéal et ses besoins.

Parvenu à ce point, il n'est pas sans intérêt de se poser une question : le franquisme est-il une doctrine ?

Tenter d'y répondre, c'est en poser une seconde : le franquisme est-il inspiré de la doctrine phalangiste de José Antonio Primo de Rivera, elle-même cueillie aux sources du fascisme ?

## La leçon des jeunes phalangistes

Un événement survenu à la fin du mois de mai 1966, soit près de trente ans après l'avènement du franquisme — du moins la

nomination de Franco au poste de chef de l'Etat espagnol — est en mesure d'éclairer ce point. A l'heure où le Caudillo s'apprête à présenter aux Cortès un projet d'institutionnalisation des structures politiques du pays, le Front des jeunes phalangistes — 1 500 000 adhérents — publie un texte en quarante-huit points (et 6 000 mots), destiné à rappeler au chef de l'Etat ce qu'était à l'origine la doctrine phalangiste. Les auteurs du texte prennent d'ailleurs la précaution de préciser qu'il ne s'agit pas d'un document subversif. Et, à l'énoncé de leur programme, on mesure l'étendue de leur prudence.

Accorder le droit à la liberté d'expression et d'association, proclamer la séparation de l'Eglise et de l'Etat, reconnaître le droit de grève, nationaliser les banques, réformer la conception archaïque de la propriété privée, renouer les relations avec les pays de l'Est, permettre au peuple espagnol de choisir entre la monarchie et la république, tels étaient quelques-uns des « perfectionnements » que préconisaient les jeunes phalangistes.

Or le caractère révolutionnaire de ce texte ne faisait que perpétuer, en l'adaptant aux réalités de l'Espagne de 1966, les idées que José Antonio Primo de Rivera avait, en partie, copiées dans le premier programme des « fasci », publié, le 6 juin 1919, dans le « Popolo d'Italia ». Celles qui, en particulier, préconisaient la participation des représentants des travailleurs au fonctionnement technique de l'industrie, la gestion par eux des industries et services publics, un impôt extraordinaire sur le

**José Antonio Primo de Rivera (à gauche), fondateur de la Phalange. « Le fascisme est étranger à l'Espagne », dira-t-il devant les Cortes.**



capital et, plus fort encore, la confiscation de tous les biens des congrégations religieuses (voir p. 23).

D'ailleurs, dans le discours du 29 octobre 1933, au théâtre de la Comedia à Madrid — discours qui marque la naissance de la « Phalange espagnole » —, José Antonio Primo de Rivera s'était écrié :

— *L'Etat libéral nous a valu la servitude économique. Car on disait aux ouvriers dans un tragique sarcasme : « Vous êtes libres de travailler à votre gré. Personne ne peut vous obliger à accepter telle ou telle condition de travail. Mais comme nous sommes les riches, nous vous offrons les conditions qui nous plaisent. Vous autres, citoyens libres, vous pouvez les refuser si elles vous déplaisent. Mais vous autres, citoyens pauvres, si vous n'acceptez pas les conditions que nous vous offrons, vous crèverez de faim au milieu de la plus grande dignité libérale. »*

Rien d'étonnant, dès lors, à ce que, trente-trois ans plus tard, les jeunes héritiers du discours phalangiste aient, dans leur manifeste, tenu à rappeler au franquisme en plein essor en quoi il avait trahi l'idéal social, sinon socialiste, de la Phalange.

En réalité, confiscation bien plus que trahison. Et là, il faut bien mettre en parallèle le cheminement de deux hommes : Francisco Franco et José Antonio Primo de Rivera.

Si l'Espagne a été franquiste depuis la guerre civile, c'est parce que celle-ci a été gagnée par le général Franco.

## Le « mouvement » décapité

Constatation d'un historien qui paraît frôler l'évidence. Et à laquelle on pourrait annexer une incidente historique :

L'Espagne aurait-elle été franquiste si José Antonio Primo de Rivera n'avait été fusillé par les Rouges, le 18 novembre 1936 à Alicante ? C'est-à-dire à l'heure où la première bataille de Madrid laisse peser le doute sur les capacités des troupes de Franco à triompher de la résistance des républicains, dès lors qu'ils étaient organisés et appuyés par les volontaires internationaux. Et à l'heure où la mort du bras droit de José Antonio, Onesimo Redondo, fer de lance de la Phalange, laisse de plus en plus l'initiative des combats aux unités militaires de l'armée de Franco.

La mort des deux « têtes » du mouvement phalangiste, dans ce second semestre 1936, tout comme celle du chef du complot militaire, le général Sanjurjo, trois jours après le début de l'insurrection, puis du général Mola en juin 1937, aura — comme on dit — considérablement déblayé le terrain sous les pas du franquisme. Mais il n'est pas certain que les idées phalangistes aient trouvé dans cette Espagne traditionaliste et, surtout, profondément catholique, le retentissement que comptaient leur donner Redondo et Primo de Rivera.

Certes, l'idéologie phalangiste préconisait le culte de l'Etat et de l'autorité mais il y avait dans ces « Juntas de ofensiva nacional sindicalistas » l'idée d'un bouleversement des valeurs sociologiques que le peuple espagnol n'était pas encore prêt à accepter. Si leur insigne — un joug et cinq flèches croisées — avait été emprunté à l'emblème des rois catholiques, les défilés de chemises bleues derrière un étendard noir et rouge ne manquaient pas de provoquer quelque inquiétude dans une population méfiante.

Enfin, la jeunesse des deux leaders phalangistes — José Antonio a trente ans et Onesimo vingt-huit lors de la création de la Phalange le 29 octobre 1933 — laisse planer un doute sur la solidité de leurs convictions. Bien sûr, le premier est le fils de Miguel Primo de Rivera, qui avait gouverné l'Espagne de 1923 à 1930, mais on dit de lui qu'il est allé prendre des leçons de fascisme auprès de Mussolini. Quant au second, son admiration sans borne pour Hitler heurte la fierté ancestrale de l'Espagnol



« En Espagne, on est catholique ou l'on n'est rien. » Franco, le nouveau « Croisé », au monastère de l'Escorial.

qui, malgré les crises traversées par la monarchie puis, à partir de 1931, par le régime républicain, ne veut voir son salut surgir que de l'un des siens. On verra combien ce sentiment, presque viscéral, va servir le destin de Franco et, plus tard, à travers la Seconde Guerre mondiale, lui rallier la grande majorité du peuple espagnol.

José Antonio Primo de Rivera fut d'ailleurs lui-même si conscient de ce phénomène qu'à peine entré à la Chambre, en novembre 1933, il s'empressa de proclamer que le fascisme était une chose étrangère et qu'il n'était nullement question de l'importer en Espagne. Mais, en fait, ce furent les excès du gouvernement de Front populaire qui, au lendemain des élections de février 1936, allaient, devant la défaillance des partis de droite, catalyser autour de la Phalange l'exaspération de nombreux Espagnols.

Curiosité de l'Histoire : c'est précisément à l'heure où le phalangisme devient un recours qu'il signe sa condamnation. Tout y concourt. D'abord, le gouvernement de Front populaire fait arrêter ses jeunes chefs : Primo de Rivera, Redondo et Ruiz de Alda. Du coup, les militants se lancent dans des opérations désespérées, souvent désordonnées. Conséquence : la résistance au marxisme se tourne du côté de l'armée grâce à l'action,

mieux orchestrée, moins brouillonne, de l'Union militaire espagnole.

De son côté, Franco, qui a rencontré Primo de Rivera à la fin février 1936, n'a qu'une confiance relative dans le jeune chef phalangiste. Et, bien plus encore, de la méfiance pour ses idées. En lui demandant de se tenir en liaison avec le lieutenant-colonel Yagüe, il l'exclut clairement du complot nationaliste, déjà en marche sous la houlette du général Sanjurjo. Et lorsque le soulèvement éclatera dans les garnisons militaires, le 17 juillet, les phalangistes seront les premiers surpris.

## Dieu et Franco sur les pièces de monnaie

Rappel historique qui éclaire — mieux encore : annonce — les orientations de Francisco Franco dès avril 1937 alors que le sort des armes demeure incertain. Et le décret d'unification qu'il promulgue, à cette date, n'est ni plus ni moins que l'absorption de la Phalange, érigée en parti unique dont le « Caudillo » se proclame le chef. Pour mieux l'absorber et, surtout, détruire dans l'œuf ce que Franco considérera toujours comme des idées

malsaines, à savoir la transformation de la société espagnole. L'habileté consistera à incorporer les hommes et rejeter le programme.

Dès lors, il est difficile de voir dans le franquisme autre chose que la confiscation d'un fascisme naissant au profit d'un homme qui se déclare légitime « par la grâce de Dieu ». Notion, il faut le remarquer, à laquelle ne se réfèrent, à la même époque, ni Hitler ni Mussolini. Franco, lui, la fera inscrire sur les pièces de monnaie, instrument de communication dont on n'a, jusqu'ici, jamais trouvé l'égal.

Alors, fasciste, Franco ? Une fois de plus, ses adversaires les plus irréductibles, oubliant que, durant la Seconde Guerre mondiale, il sut garder à l'Espagne une neutralité autrement difficile à préserver que celle de la Suisse, auront retenu le soutien dont il bénéficia de la part de Berlin et Rome durant la guerre civile. Ils reconnaîtront à regret que, plus le franquisme s'imposait, moins il devenait répressif.

En fin de compte, ce fut un monarque que l'on enterra, au mois de novembre 1975, dans le cimetière de Las Caidos. A quelques pas de la tombe de José Antonio Primo de Rivera. Et à l'heure où, en la personne de Juan Carlos, un autre monarque montait sur le trône d'Espagne.

En octobre 1937, Mussolini félicite des mutilés italiens de la Légion Condor, de retour d'Espagne.



# LES FASCISTES EXOTIQUES

par P.H. RENSON

**L**A fréquence des coups d'Etat fomentés en Amérique du Sud, le caractère autoritaire et les méthodes des hommes, souvent des militaires, parvenus au pouvoir, ont entraîné une certaine confusion entre les motivations plus ou moins personnelles de ces régimes éphémères et les doctrines fascistes.

Confusion qui relève, soit de la facilité — par exemple : les « tontons macoutes » de Haïti

sont des SS —, soit d'une propagande tendant à justifier la révolution marxiste en Amérique latine.

Il est évident que lorsqu'un général sud-américain lance ses casernes contre un régime de désordre et de corruption, il s'inspire peut-être — sans le savoir et même sans y penser — des doctrines originelles du fascisme.

Mais, en-dehors du cas Perón, abordé par ailleurs, on ne saurait évoquer sérieusement l'ins-

tauration d'un régime d'origine purement fasciste en Amérique du Sud. Même si ses méthodes de gouvernement rappellent, peu ou prou, celles appliquées dans tel ou tel pays d'Europe ayant connu l'aventure fasciste.

Sans compter — et l'on va voir que la tentation fut grande d'aller d'une tendance à l'autre — que ces méthodes pouvaient tout aussi bien avoir été inspirées par le marxisme, tel qu'il est conçu en Europe de l'Est.

## ● PERON : Un vieux caballero de retour

**D**IMANCHE 20 mai 1984 : il est 8 h 30 sur l'aéroport d'Ezeiza, près de Buenos Aires. De l'avion régulier des Aerolineas Argentinas en provenance de Madrid qui vient de s'immobiliser sur la piste, descend une femme vêtue d'un manteau de cuir fauve, la chevelure blonde moulée autour d'un visage que ne semble pas avoir marqué la cinquantaine.

Ils sont cinq cents dans l'enceinte de l'aéroport pour accueillir Maria Estrella Martinez. Cinq cents seulement car cette femme a été, du 1<sup>er</sup> juillet 1974 au 17 octobre 1975, la première dame d'Argentine. Mieux : le président d'une nation qui compte plus de vingt-six millions d'habitants et couvre près de trois millions de kilomètres carrés. Une femme plus connue dans le monde sous le nom d'Isabel Peron. Isabelita, pour son mari Juan Domingo Peron et les foules en plein délire qui l'attendaient, onze ans plus tôt sur ce même aéroport.

Ils étaient trois millions, ce 20 juin 1973, à acclamer Juan et Isabelita de retour en Argentine, rappelés au pouvoir par la victoire électorale de leurs partisans, les justicialistes, après un exil de dix-huit années dont treize vécues à Madrid. Si nombreux, si enthousiastes — si l'on ose dire — que l'on releva cent morts lorsque fut repoussée au large cette marée humaine.

La comparaison entre les deux chiffres — cinq cents personnes en 1984 et trois millions en 1973 — pourrait donner à penser que le peronisme, instauré en 1946, a agonisé le 20 mai



Le général Juan Domingo Peron, les armes au poing. Le soutien populaire lui permit d'exercer une dictature sans faiblesse, mais aussi sans terreur.

# Evita et Isabelita, les vestales du péronisme



Une affiche récente du syndicat péroniste de la métallurgie (de gauche à droite : Peron, Evita, Isabelita).

**S**ANS aucun doute le plus séduisant des dictateurs contemporains, Juan Peron ne pouvait échapper à l'admiration profonde que lui vouaient les femmes. Contrairement à Mussolini qui les « sabrait » à la napoléonienne, le Jefe leur accorda, dans sa vie, un rôle qui va bien au-delà de la légitimité conjugale.

Si l'on sait peu de chose de sa première épouse, Aurelia Tizon, les noms d'Eva et d'Isabel Peron restent à jamais attachés à l'histoire de l'Argentine, vestales du péronisme dont les diminutifs — Evita et Isabelita — accordés par le peuple frisent une sorte de sanctification de caractère païen.

Eva Duarte, née en 1919 dans une famille de cinq enfants qui vit misérablement dans la banlieue sordide de Buenos Aires, voulait être actrice. Ce qui l'avait conduite à tenir un petit emploi à la radio où, en 1944, elle se trouve, un beau jour, face à un colonel de cinquante ans, secrétaire d'Etat au Travail. C'est le coup de foudre — réciproque, semble-t-il — qui se manifestera d'ailleurs dans l'odeur de la poudre : elle entraîne cinquante mille « descamisados » des faubourgs populaires à l'assaut de la prison où les militaires ont enfermé... le vice-président Peron. Ce

dernier l'épouse en octobre 1945, quelques mois avant de se porter candidat à la présidence.

Symbole de la promotion sociale, Eva Peron, devenue ministre du Travail, ne se contentera pas du rôle un peu mystique qui lui est dévolu. Lorsqu'elle mourra d'une leucémie, le 26 juillet 1952, c'est non seulement une sainte que vénérera le peuple d'Argentine mais aussi la prêtresse d'une nouvelle société.

Dure succession, de ce fait, pour Maria Estrella Martinez, fille d'un employé de banque de La Rioja, fervente de danse classique que Juan Peron découvre, lors de son exil, dans un cabaret de Panama. Le fantôme d'Evita plane au-dessus du couple, uni à Madrid en 1961. Il poursuivra Isabel longtemps encore, bien que les Argentins la choisissent comme vice-présidente en 1973 puis comme présidente après la mort de Peron en 1974.

L'influence que devait exercer sur la belle veuve aux cheveux blonds le Premier ministre, José Lopez Rega, ne sera pas pour rien dans la chute de la maison Peron en mars 1976.

Le retour sans gloire d'Isabelita, en mai dernier, aura confirmé qu'Evita dort toujours dans le cœur des Argentins.

dernier. Qu'il n'est plus que le refuge de nostalgiques comme on en voit encore, bras levés et mâchoires serrées, dans les derniers cimetières de l'aventure fasciste ou national-socialiste.

Peut-être. Mais ce qui caractérise le péronisme argentin ou, si l'on préfère, le justicialisme, c'est que, tel le phénix, il semble, périodiquement, renaître de ses cendres. Le national-socialisme — du moins son incarnation : Adolf Hitler — s'achève, le 1<sup>er</sup> juin 1945, après douze ans d'existence, dans les caves de la Chancellerie du Reich. Le fascisme, parvenu au pouvoir en Italie au mois de juin 1924, expire au bout d'une corde le 28 avril 1944 à Milan. De ces deux événements historiques ne subsistent que des « néo » dont les mouvements ne résistent pas au mythe de l'Absent.

Le péronisme, lui, n'a cessé — même si le mot paraît audacieux — de se perpétuer. A travers son fondateur d'abord : Juan Peron, expulsé d'Argentine après neuf ans et demi de règne puis rappelé au pouvoir jusqu'à sa mort. Par la grâce — jamais le mot ne prit un tel sens — du mythe instauré non point de « pasionarias », mais d'héritières sacralisées par les liens du mariage. Eva Peron — chère et belle Evita —, fille du peuple dans la couche du chef, plus grande encore dans la mort que de son vivant. Isabel Peron — troublante Isabelita —, rallumant les feux du dictateur déchu et le flambeau de la reconquête, saisissant entre ses bras le pouvoir au-dessus de la tombe du héros mort. On se croirait en pleine opérette. Et pourtant...

Et pourtant, le péronisme se révélera, bien plus que le

national-socialisme et plus encore que le franquisme, le fils naturel du fascisme comme on dit que la France est la fille aînée de l'Eglise.

## En stage chez les Alpini

Toute l'idéologie du fascisme est à son origine. Jusqu'à ce terme de justicialisme qui couve les gènes de la justice sociale. Depuis ce jour de 1939 où le capitaine Peron découvre, à l'occasion d'un stage dans les régiments alpins de l'armée mussolinienne, les idées — déjà dépassées par le Duce — du « fascio ». Tout comme José Antonio Primo de Rivera. Il les emporte à l'état pur et, hissé à la charge de secrétaire d'Etat au Travail sous le régime du général Ramirez en 1943, le colonel Peron va devenir le protecteur des humbles. Des « descamisados » — les sans-chemise — en faveur desquels il fait adopter des mesures sociales, comparables à celles prônées par Mussolini vingt ans auparavant.

La révolution fasciste — comment dire autrement alors que les conservateurs argentins tenteront d'obtenir en 1945 son éviction du pouvoir ? — va naître d'un immense mouvement d'ouvriers et de chômeurs des faubourgs. Le 24 février 1946, plus de 56 % des Argentins portent au pouvoir suprême, contre le candidat des conservateurs et communistes réunis, ce général de cinquante et un ans, jusque-là réputé pour son zèle à soutenir la promotion ouvrière.

Une première comparaison s'impose entre ce qui va être le péronisme et les fascismes européens ou prétendus tels. Ce n'est ni la classe bourgeoise menacée, par une crise économique, de rejet dans les rangs du prolétariat ni une réaction contre le marxisme qui favorise l'ascension du péronisme. C'est la prise en main, par un homme aux idées généreuses, de masses fraîchement urbanisées et prolétarisées, dépourvues d'idéologie politique et, surtout, inorganisées.

Calcul politique de Peron ? Peu probable : tout comme



1<sup>er</sup> mai 1952 : Evita parle, Juan écoute. La patrie du « machisme » restera fascinée par cette petite blonde au grand cœur.

## L'ombre de Canaris

**E**VA PERON, agent nazi ? C'est ce que prétendit, en novembre 1971, dans une lettre à « L'Express », l'ancien consul d'Argentine à Paris, Georges Pochat.

— *La documentation arrachée par les Alliés des caves de la Wilhemstrasse, écrivait-il, prouve qu'Eva Peron et Juan Peron étaient des agents nazis au service d'Himmler et de l'ambassadeur allemand en Argentine, von Thermann, qui organisa le putsch nazi du 4 juin 1943 en Argentine avec la collaboration du général von Leers de la Wehrmacht.*

Rappelons, à simple titre documentaire, que Juan Peron et Eva Duarte ne firent connaissance qu'en 1944 dans un bureau de la radio nationale.

En revanche, il n'est pas inutile de préciser que, dès 1942, l'amiral Canaris, chef des services secrets allemands, prévoyant l'issue fatale de l'aventure hitlérienne, avait pris des contacts avec des militaires argentins — peut-être avec Peron — pour que l'Argentine serve éventuellement de base de refuge aux national-socialistes, trahis (sic) par la démente du Führer. Projet découvert par Himmler et qui lui valut d'être, bien plus que pour sa participation discrète à l'attentat du 20 juillet 1944, pendu à un fil de fer dans le camp de Flossenbourg.

Franco, l'armée constitue son univers. Depuis l'âge de quinze ans où il entre à l'Ecole militaire jusqu'à l'Ecole de guerre où il préconise la formation d'unités de montagne — la Cordillère des Andes culmine à plus de sept mille mètres —, Juan Peron n'a rien d'un putschiste. C'est sans ambition particulière qu'il rallie le GOU, mouvement d'officiers nationalistes. Et si, après l'éviction du président Ramon Castillo par le général Ramirez, il se retrouve au gouvernement, c'est parce que le nouveau pouvoir est bien embarrassé et cherche une potiche à placer au ministère du Travail.

Et, phénomène assez curieux, c'est le général Edelmiro Farrell, successeur de Castillo, qui appelle à la vice-présidence l'ancien admirateur des « fasci » italiens à l'heure où, en janvier 1944, l'Argentine se range — tardivement — au côté des Alliés contre le nazisme hitlérien et le fascisme mussolinien.

On parlera plus tard de l'asile accordé par l'Argentine aux dignitaires nazis — dont Eichmann et sans doute Mengele — par la filière du réseau Odessa. En réalité, le phénomène a relevé moins des faveurs du pouvoir que du lobby allemand, implanté dans le pays au lendemain de la guerre de 1914-1918 et qui, trois années durant, a retardé l'entrée en guerre de l'Argentine contre les puissances de l'Axe.

En réalité, ce sont les masses ouvrières qui vont chercher Peron, évincé de la vice-présidence en octobre 1945 par un complot de palais où se mêlent conservateurs et militaires. Et ce sont ces mêmes masses ouvrières qui lui assurent 56 % des voix aux élections du 24 février 1946.

Mais de même que Franco avait confisqué le phalangisme de Primo de Rivera, Juan Peron va, deux ans après son triomphe populaire, virer au bonapartisme. Autrement dit asseoir, d'une manière de plus en plus autoritaire, son pouvoir personnel en hissant à la vie politique une catégorie de citoyens qui ne pouvaient y prétendre, et qu'il regroupe dans le parti justicialiste. Tout en lui associant — et ce n'est pas là sa moindre habileté — la bourgeoisie industrielle, nullement rassurée sur son avenir.

Certes, l'armée et l'Eglise apportent leur appui au péronisme mais n'en sont point les piliers. Le général de brigade Peron met la première au pas et lorsque le clergé, notamment hostile aux expropriations et à l'enrégimentement des jeunes Argentins dans un organisme voué au culte du « Jefe », élève la voix, c'est pour se faire rappeler par Peron qu'il est (aussi) le chef spirituel de la nation.

## Le dernier symbole

On s'est gaussé des formes quelque peu naïves de la justice sociale telle que la concevait Peron. En particulier du Fonds Evita Peron qui distribuait des jouets aux enfants sous-alimentés et des machines à coudre aux ménagères sans toit. Il n'en reste pas moins que les réformes sociales et économiques, entreprises par Peron, le haut degré d'alphabétisation et d'instruction

générale du peuple argentin, la solidité de son équipement urbain et la puissance conférée au mouvement ouvrier expliquent, en grande partie, que le péronisme ait pu survivre à l'exil puis à la mort de son fondateur, à l'offensive des mouvements révolutionnaires en Amérique du Sud et, même, au récent retour du radicalisme républicain après l'échec des généraux.

Fasciste, certes le régime péroniste le fut. Ne serait-ce que par cette alliance du nationalisme, de la justice sociale et de l'unité entre les classes, prônées par les doctrines fascistes à leur origine. Et même à travers les techniques de prise et de maintien du pouvoir, proches de celles pratiquées par Mussolini après la Première Guerre mondiale.

Mais à la différence des autres formes de fascisme, le péronisme ou, si l'on préfère, le justicialisme continue à dominer la vie politique argentine. Et ce n'est pas par hasard que le président radical Alfonsín a invité, en mai dernier, son dernier symbole vivant, Isabelita Peron, à venir conférer avec lui à Buenos Aires. Une interlocutrice charmante sans doute, mais qui n'en avait pas moins été condamnée, en décembre 1976, à six ans de prison pour détournement de fonds publics.

En restituant à Isabelita les biens que le gouvernement militaire de Videla avait mis sous séquestre, c'est évidemment aux 40 % d'électeurs péronistes que songeait Alfonsín. Mais aussi à une réalité profonde : au-delà de la mort, Peron est toujours présent en Argentine.

**Les gauchos — symboles de l'Argentine profonde — rendent hommage au président et « Jefe » Peron (mars 1955).**



# En noir, en brun et en couleurs

## ● Gemayel : le rival du Raïs

**P**IERRE Gemayel, père de Béchir assassiné et d'Amine, l'actuel (mais fragile) président libanais, avait fondé, en 1936, les Phalanges libanaises sur le modèle des Chemises noires de Mussolini.

Ce n'était d'ailleurs pas le seul point commun entre le Duce et le jeune chef des Chrétiens libanais : même menton volontaire, même puissance dans la harangue, même intelligence de l'Histoire.

Lui aussi, tout comme Nasser dont il se révéla plus tard le pire ennemi, choisit d'exalter le patriotisme libanais en prônant le départ des troupes françaises du Liban, alors sous mandat.

L'autre mission, de type plus franquiste que fasciste, qu'il s'assigna fut de proclamer et de tenter d'assurer la prédominance de la « race chrétienne » sur le Liban. En ce sens, les méthodes employées — massacres dans les villages non-chrétiens — laissent loin derrière elles la tragédie d'Oradour-sur-Glane.

Là s'arrête le « fascisme » de Gemayel qui rêva d'être le Nasser chrétien du monde arabe. Le Liban était trop divisé — et Dieu sait qu'il l'est encore plus de nos jours — pour offrir à ses « Kataeb » l'occasion de prendre le chemin de Damas.

## ● La croix gammée et... la rose

**F**ONDEE en 1937 par un instituteur syrien, Antoun Saade, le Parti populaire de Syrie ne cachait pas les sources de son inspiration.

En-dehors de son programme pour une grande Syrie, copié sur celui du grand Reich, Saade avait fait de la croix gammée son emblème.

Avec cette nuance toutefois : les branches de la croix étaient coudées en... pétales de rose.

Ce fut la première fois — et sans doute la dernière — que le fascisme osa exprimer aussi clairement ses antécédents... socialistes.

## ● Vargas : un papa sans relief

**L**E gétulisme — du nom de son inspirateur Getulio Vargas, président du Brésil de 1930 à 1945 — est, sans doute, le régime sud-américain qui, en-dehors du péronisme, a puisé le plus dans la doctrine fasciste. Ou, plus précisément, dans le modèle mussolinien.

La crise de 1929 qui ruine les producteurs de café et les abus des coroneis — notables locaux — créent les conditions d'une révolution intégriste dont l'Estado

Novo, proclamé en 1937, est à l'image de l'Italie nouvelle. Mais, contrairement à Perón, Getulio Vargas répugne à entraîner, derrière lui, les ouvriers agricoles — 4/5 de la population — qui auraient pu donner au gétulisme son assise populaire. Il ne lui reste plus alors que l'appui de l'armée dont les officiers, engagés aux côtés des Alliés dans la bataille d'Italie, mettront fin, dès leur retour au Brésil, à une dictature paternaliste sans relief.

Tout comme Perón, Vargas revient au pouvoir en 1950, après une retraite de cinq années dans son estancia de Sao Borja. Il prétend alors s'inspirer du socialisme scandinave, nationalise le pétrole brésilien et s'oppose aux infiltrations de capitaux étrangers. Ce qui le rend suspect de « marxisation » aux yeux des Etats-Unis.

Le 24 août 1954, un coup de feu retentit dans le palais du Catete. Getulio Vargas vient de se tirer une balle dans le cœur, victime de ses contradictions idéologiques.

## ● Bourguiba : le menton du Duce

**E**NCORE un rapprochement qui s'impose : le menton du Duce et celui d'Habib Bourguiba. Ce qui est aussi certain, c'est que les Allemands libérèrent de la prison de Marseille le futur fondateur du Néo-Destour. Et qu'il fut pris en charge par Mussolini à Rome.

En un certain sens, malgré une apparence de



démocratie en Tunisie, les quasi-trente années du règne Bourguiba rappellent le salazarisme. A un moindre degré, le franquisme dont il a le côté népotique et parfois arbitraire.

Il est certain que s'il se fût trouvé à la tête d'un pays plus peuplé, d'un peuple moins porté à la douceur de vivre — c'est là un des charmes du Tunisien —, Habib Bourguiba aurait tout naturellement été tenté par l'aventure fasciste.

Mais à l'heure où il arrivait au pouvoir, il y avait déjà plus de deux ans que Nasser l'avait précédé dans cette voie. Et dans le monde arabe de l'époque, il n'y avait de place que pour un seul chef.

## ● Duvalier : l'Ubu noir

**V**INGT-DEUX octobre 1957 : François Duvalier, baptisé « le bon médecin des pauvres », devient président de la République d'Haïti. 21 avril 1971 : Papa Doc, surnommé « l'Ubu noir », meurt dans son lit après quatorze années d'une tyrannie sanglante.

Deux hommes en un seul : l'ancien médecin de campagne et homme de lettres, poussé au pouvoir par un général ambitieux, devient, en quelques mois, un despote mégalomane :

— *Je suis la source de mon pouvoir. Je suis un volcan en pleine activité. Je suis le chef spirituel de la nation et le grand électrificateur des âmes haïtiennes.*

Des SS, les « tontons macoutes », ces anciens condamnés de droit commun, recrutés dans les services de sécurité ? Ce serait abusif de le prétendre.

Un thème fasciste que celui de la négritude, illustrée en Haïti par une impitoyable chasse aux mulâtres ? Peut-être si, sous le prétexte de promouvoir une race noire sous les Caraïbes, Duvalier ne s'était entouré des impurs qu'il prétendait éliminer.

Quant à l'« électrificateur », comme il se nommait lui-même, il ne réussit qu'à placer son pays au rang le plus bas du monde pour la consommation en kilowatts-heure.

La rumeur voudrait que, mort à la fin mars 1971, il eût été conservé dans un réfrigérateur jusqu'à l'annonce officielle de son trépas, le 21 avril suivant. Ce serait reconnaître que, durant cette période, Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, ait échappé aux coupures de courant dont elle fut constamment affligée durant le règne de Papa Doc...

## ● Trujillo : un tyran à éclipses

**L**E 30 mai 1961, un commando de sept hommes, armés (dit-on) par la CIA, met fin à la carrière — une des plus longues vécues par un dictateur sud-américain — du général Rafael Leonidas Trujillo.

Trente et une années de règne réel — Trujillo s'était institué chef politique, militaire, économique et social de Saint-Domingue — mais original : de temps à autre, le « Benefactor » désignait un président à sa place puis le démissionnait lorsqu'il avait envie de reprendre du service. Le temps, disaient ses ennemis, de constituer une fortune colossale pour lui et sa famille.

Ce sont, bien entendu, les méthodes de gouvernement de Trujillo qui lui ont valu l'étiquette de fasciste. En réalité, la seule doctrine qu'il ait jamais appliquée a été celle du profit personnel. Tout en retenant que les millions de dollars amassés par lui trouvaient refuge dans la banque romaine du prince Valerio Borghese, ex-général de Mussolini et fasciste notoire.

Mais, dans une certaine mesure, on peut dire de ce ploutocrate que certaines idées du « fascio » le guidaient dans la voie d'un nationalisme ombrageux et d'un développement industriel qui devait éviter à son petit pays — 48 000 kilomètres carrés — de tomber sous la coupe des Etats-Unis.

Voilà sans doute la raison pour laquelle, sous prétexte de débarrasser Saint-Domingue d'un tyran, les Yankees furent à l'origine de son assassinat. Trujillo mort, Saint-Domingue redevint ce que le pays était avant lui : le champ de canne à sucre de Washington.



Le « grand électrificateur » François Duvalier, alias « Papa Doc », gardait toujours à portée de main ses instruments chirurgicaux : deux calibres 38.

# ● NASSER ou le mirage autoritaire



**Le Raïs ôte ses chaussures à l'heure de la prière. Le « national-socialisme arabe » lui avait mis le pied à l'étrier.**

**L**E fascisme arabe — on devrait dire : la tentation fasciste dans les pays arabes — s'est heurté inévitablement, tout comme le communisme aujourd'hui, à un obstacle de taille : la religion islamique.

Non point d'ailleurs parce que l'islam réfute les principes fascistes. Bien au contraire, serait-on tenté de dire, tant il apparaît que le prophète Mahomet et ses successeurs prônaient des théories et appliquaient des méthodes dont on retrouve trace aussi bien dans le « fascio » que dans le national-socialisme. En particulier au niveau de l'élitisme, proclamé ici à propos de religion, là concernant la race.

Mais le Coran n'est pas l'ancêtre de « Mein Kampf » et la

« djihad » — la guerre sainte —, faite au nom d'Allah, n'a rien à voir avec les notions d'espace vital ou le rêve mussolinien d'une « Mare nostrum ».

En fait, s'il y a eu fascisme arabe — ou quelque chose qui le donne à penser —, c'est tout simplement parce que, de 1930 à 1945, le monde arabe a trouvé dans les régimes fascistes un allié tout naturel contre les puissances qui lui imposaient leur joug. D'où la tentation, soit d'imiter le pouvoir en place à Berlin ou à Rome, soit de s'allier à l'Axe durant la Seconde Guerre mondiale.

Il n'en reste pas moins que certains leaders arabes ont... tuteuré le fascisme tant par le côté autoritaire de leur personnage que par les méthodes de gouvernement utilisées. Bien vite, il est

vrai, l'islam a surgi, telle la statue du commandeur, pour rappeler à ces impudents que seul Allah est grand...

De toutes ces tentations, dissimulées sous le keffieh ou le fez, c'est sans aucun doute celle de Gamal Abdel Nasser qui retient le plus l'attention.

Tout d'abord le côté charismatique du personnage : visage carré, menton volontaire, une formidable présence physique et une voix qui, au-dessus des foules ou devant les micros de la radio, transperçait le mur du fatalisme oriental.

Ensuite, du moins au début de son pouvoir, une structure de gouvernement de type fasciste : le « Raïs » contrôle une direction collégiale, constitue un parti unique nationaliste — l'« Union nationale » — et socialiste avec, notamment, une réforme agraire en faveur des petits propriétaires, une économie planifiée et de grands travaux de modernisation (barrage d'Assouan).

Enfin, cette idée constamment poursuivie jusqu'à la déroute égyptienne de la guerre des Six Jours, et sa mort le 29 septembre 1970, d'une grande nation arabe dont l'Égypte serait le phare. Face au nationalisme théocratique des Frères musulmans, c'était prendre un risque considérable que de vouloir lui substituer un nassérisme athée.

En fait, au-delà du portrait de l'homme Nasser, prototype du chef qui s'impose tant par son physique et son caractère que par

l'efficacité de ses méthodes, il y aura eu, à l'origine, une source d'inspiration de type fasciste. Celle du parti national-socialiste arabe, fondé en 1932 par l'avocat égyptien Hossein et dont les membres portent la chemise verte.

National-socialiste, le terme signifie à quel point l'exemple s'inspire du modèle nazi. Et le thème principal du mouvement — l'évacuation de la zone de Suez par les Anglais — de celui de la restitution de la Rhénanie dont Hitler se servit pour raviver le patriotisme allemand.

Qu'ici et là, ce sentiment ait d'emblée conquis la jeunesse explique qu'un jour de juin 1934, le lycéen Gamal Abdel Nasser — il a seize ans — ait été arrêté au cours d'une manifestation antibritannique dans les rues du Caire. Qu'ici et là encore, le désir d'effacer l'humiliation ait touché le corps des jeunes officiers va conduire à la création du mouvement des « Officiers libres » qui renversera le roi Farouk dans la fameuse nuit du 22 au 23 juillet 1952. Putsch héroïcomique mais mené avec décision et soutenu, dès le lendemain, au niveau populaire par les chemises vertes d'Hossein.

En résumé, l'inspiration de Nasser est à rapprocher bien plus du national-socialisme allemand que du fascisme italien. Encore qu'entre l'assèchement des marais pontins et l'irrigation des rives du Nil par la construction du barrage d'Assouan, il y ait quelque similitude entre l'œuvre du Duce et celle du Raïs.



## PETIT COURRIER



**M.** GEORGES SOULES — plus connu sous le nom de plume de Raymond Abellio — nous prie de publier la mise au point suivante :

« Dans le numéro 76 du **Crapouillot**, pages 11 et 15, je suis qualifié de « cagoulard ». Je vous oppose le démenti le plus formel. Je n'ai jamais été « cagoulard ». A cette époque (1936-1937), je faisais partie, au sein du Parti socialiste (SFIO), de la tendance dite de la **Gauche révolutionnaire** que j'ai d'ailleurs représenté en 1937 au comité directeur de ce Parti.

» Page 15, vous attribuez d'autre part au général de Bénouville qui, certes, est mon ami, la signature d'un « certificat de résistance » me concernant qui fut en réalité rédigé et signé par Jean Gemehling, chef du réseau Kasanga, un des principaux réseaux de la Résistance. »

La casuistique, art dans lequel M. Georges Soules, alias Raymond Abellio, est un maître reconnu ne permet tout de même pas d'ignorer les faits.

Et dans le cas présent, M. Abellio feint de ne pas comprendre pour mieux pouvoir nous démentir. Nous n'avons jamais écrit qu'il avait fait partie de « la cagoule ». Mais qu'il était cagoulard. Cela n'est pas niable si l'on s'en tient à l'appellation

de « deuxième cagoule » que tous les historiens s'accordent à donner au MSR (Mouvement social révolutionnaire) fondé à Paris en 1940 par Eugène Deloncle qui, afin que nul n'en ignore, déclara : « Le MSR succède sur le plan visible à l'organisation secrète que j'avais fondée en 1936-37... »

En ce qui concerne le rôle du général de Bénouville voici ce qu'on lit dans le livre d'Abellio « Sol Invictus », en page 499, reproduisant un article publié par « Combat » en date du 18 octobre 1952 : « L'accusé (Abellio)... fait témoigner le général de Bénouville ». « Je savais, dit celui-ci, que Soules appartenait au MSR. Je désirais qu'il y demeurât à cause des renseignements importants qu'il nous a fournis. »

\*\*

S. de B.

Une confusion de prénom nous a fait écrire dans « Mitterrand très secret » que Claude Jeantet appartenait à la « cagoule ». C'est bien évidemment de son frère Gabriel que nous voulions parler ainsi qu'en témoigne d'ailleurs le reste de l'article.

\*\*

Cité dans ce même **Crapouillot**, M. Louis Amadieu nous indique que s'il se consacre effectivement à obtenir les marques de la reconnaissance officielle

de la France à l'égard des pilotes britanniques des opérations « Pick-up » (transport de passagers entre l'Angleterre et la France occupée) sans lesquels la résistance n'eût pas été ce qu'elle fut, il n'est pas exact qu'il ait eu, ni avec M. de Grossouvre ni avec quiconque, un entretien téléphonique à propos du modèle d'appareil que François Mitterrand aurait utilisé en novembre 1943 pour gagner Londres.

### ● 70<sup>e</sup> anniversaire du « Crapouillot » ●

**N**OUS remercions les nombreux lecteurs qui, à la suite de notre appel, ont bien voulu nous ouvrir leurs collections et leurs archives. Ne nous manquent plus que les « Crapouillot » de la guerre 1914-1918, sans lesquels une anthologie serait bien évidemment incomplète.

Prière de nous écrire au 49, avenue Marceau, ou de prendre contact avec la rédaction au 720-65-09.

# LE CRAPOUILLOT

NOUVELLE SÉRIE

C'est aussi  
76 numéros  
parus  
à ce jour

**CERTAINS SONT  
ENCORE DISPONIBLES**

4 exemplaires ..... 60 F  
8 exemplaires ..... 110 F  
12 exemplaires ..... 140 F  
20 exemplaires ..... 200 F  
au-delà : 10 F le  
numéro supplémentaire  
(FRAIS D'EXPÉDITION COMPRIS)

- N° 40 LES SECRETS DU VATICAN
- N° 43 ÇA CRAQUE EN URSS
- N° 44 LES GUÉRISSEURS
- N° 45 LE DICTIONNAIRE  
DES INJURES POLITIQUES
- N° 48 PHOTOS DEFENDUES
- N° 52 FOLIES 39
- N° 53 LES CONTEMPORAINS (A à F)
- N° 54 LA GRAPHOLOGIE
- N° 55 LES AFFAIRES SCANDALEUSES  
DE LA V<sup>E</sup>
- N° 56 LA GRANDE BOUFFE
- N° 57 LES CONTEMPORAINS (G à M)
- N° 58 LES HOMOS
- N° 59 LE VRAI MITTERRAND
- N° 60 LES TOUBIBS
- N° 61 LES CONTEMPORAINS (M à Z)
- N° 62 MITTERRAND : L'ETAT DE  
DISGRACE
- N° 63 LES FEMMES FATALES
- N° 64 LES CORSES
- N° 65 ESPRIT ES-TU LA ?
- N° 66 L'ARGENT A GAUCHE
- N° 67 LES MEILLEURS DESSINS  
DE LA PRESSE
- N° 68 LA BATAILLE DE PARIS
- N° 69 L'ECOLE EN GUERRE
- N° 70 LE PAMPHLET DE SADE  
A MITTERRAND
- N° 72 LES SUPERFEMMES
- N° 73 LES PEDOPHILES
- N° 74 LE CHOC MONTAND
- N° 75 LES FRANCS-MAÇONS
- N° 76 MITTERRAND TRÈS SECRET
- HS N° 2 LES MAISONS CLOSES
- HS N° 3 LE SEXE
- HS N° 4 LES GRANDES GUEULES  
CASSEES
- HS N° 5 LES MONSTRES

Bulletin à **DECOUPER** ou à **RECOPIER** et à adresser au **Service des Ventes du Crapouillot**  
49, avenue Marceau - 75116 PARIS

NOM ..... PRENOM .....

ADRESSE .....

Je désire recevoir les numéros :

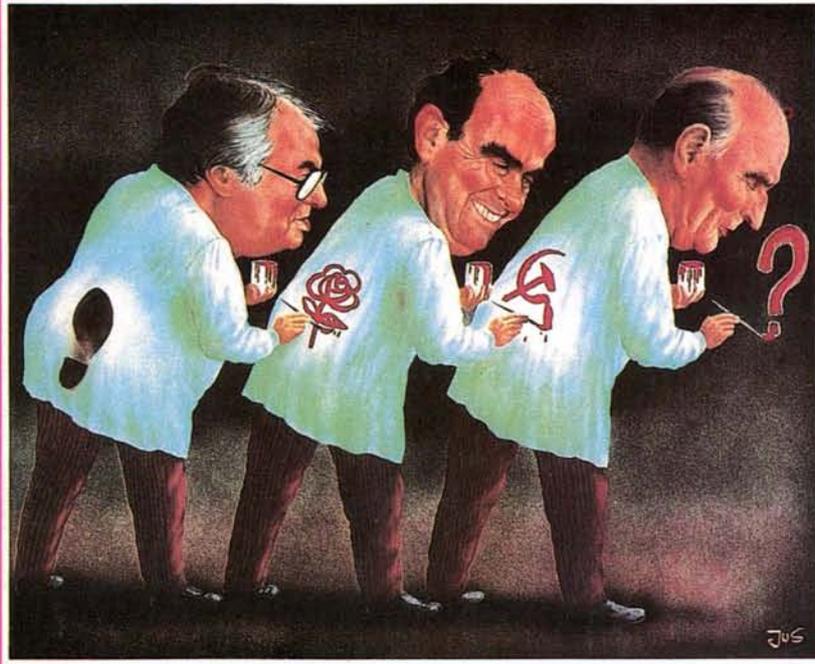
N° 40  N° 43  N° 44  N° 45  N° 48  N° 52  N° 53  N° 54  N° 55  N° 56  N° 57  N° 58   
 N° 59  N° 60  N° 61  N° 62  N° 63  N° 64  N° 65  N° 66  N° 67  N° 68  N° 69  N° 70   
 N° 72  N° 73  N° 74  N° 75  N° 76  HS N° 2  HS N° 3  HS N° 4  HS N° 5

(Mettre une croix dans le ou les carrés choisis)

Ci-joint mon règlement par chèque bancaire  chèque postal  SEPA PARIS 25 391 74 C

# LE CRAPOUILLOT

*Magazine non-conformiste*



**1981-1982**

**LES MEILLEURS  
DESSINS DE LA PRESSE**

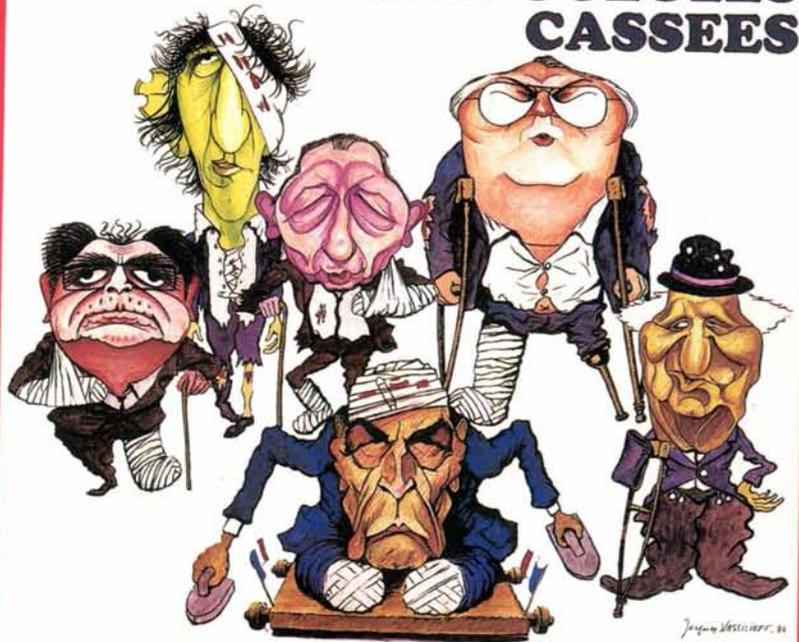
**DEUX  
NUMÉROS  
POUR SE  
PAYER  
LEUR  
TÊTE**

COMMANDEZ-  
LES  
A VOTRE  
MARCHAND  
DE  
JOURNAUX  
HABITUEL  
OU  
DIRECTEMENT  
A NOS  
BUREAUX

# LE CRAPOUILLOT

*Magazine non conformiste*

## LES GRANDES GUEULES CASSEES



**PLUS DE  
150 DESSINS**

**UNE ANNEE DE  
CARICATURES POLITIQUES**